

Large défaite des conservateurs aux élections sénatoriales

M. Sosuko Uno, premier ministre japonais a donné sa démission

Une crise profonde

Pour les Japonais, la cause était entendue : le Parti libéral-démocrate (PLD) du premier ministre Uno allait perdre la poussière aux élections sénatoriales du dimanche 23 juillet. Pourtant, la défaite des conservateurs aura été encore plus cuisante que prévu, puisque non seulement ils perdent la majorité à la Chambre haute, mais que des millions d'électeurs les ont abandonnés.

En bon Japonais, M. Uno a assumé la responsabilité de sa défaite. Il en porte sa part, ayant détourné de nombreuses manœuvres du giron conservateur par ses frasques extrajudiciaires avec des geishas trop bavardes. Il n'était, en fait, qu'un candidat de transition, permettant aux caciques du parti de passer sans trop d'embarras l'orage des sénatoriales, et, dès sa nomination, ses jours étaient déjà comptés.

Le temps n'est cependant plus aux répitages et aux basses manœuvres si le PLD veut continuer à gouverner le Japon, et si ce dernier ne veut pas sombrer dans les sables de l'instabilité politique style IV^e République ou des crises à l'italienne. De nombreux Japonais sont irrités, voire honteux, de l'image désastreuse de leur pays à l'étranger. Une des raisons pour lesquelles M. Uno n'avait pas démissionné plus tôt — bien qu'il ne soit premier ministre que depuis le début du mois de juin — était que Tokyo, géant économique et commercial, devait être représenté au sommet de l'Arche par un premier ministre en pleine exécution.

Le PLD devra nettoyer ses écuries d'Augias, cesser sa cuisine peu savoureuse entre clans rivaux, s'il veut éviter de s'étioler après trente-quatre ans de pouvoir sans partage. Jusqu'à présent, les vieux politiciens qui le contrôlent ne semblent pas l'avoir compris. Pour remplacer M. Takeshita, embourbé dans le scandale Recruit Cosmos, ils avaient préféré un piège candidat de compromis — M. Uno — à un homme propre, mais déterminé à apporter du sang neuf au parti, M. Ho.

Le résultat est là, même si l'opposition ne peut pas en profiter. Car c'est également sa division, son incohérence et sa verbiage qui ont conforté le monopole exercé par le PLD. Aujourd'hui, une figure émerge de ses rangs, celle de M. Doi. Première femme à arriver ainsi à l'avant-scène de la vie politique dans un pays aussi machiste, elle s'est attiré les suffrages de nombreuses femmes désabusées. Mais elle dirige une formation hétérogène, et l'opposition ne présente toujours pas une solution crédible.

Elle devra franchir l'obstacle, autrement plus difficile, d'élections législatives anticipées avant d'arriver au pouvoir, ou d'apporter sa contribution à un gouvernement de coalition avec le PLD. Mais le Japon se trouve confronté à une crise politique plus profonde. Il doit se doter d'un appareil politique à la mesure de sa puissance économique et de ses ambitions internationales, de dirigeants qui n'attirent plus les quolibets dans un pays pourtant si respectueux de l'autorité. Il en va peut-être de la survie de la démocratie nipponne.

M 0147 - 0725 0 - 4,50 F
3790147004500 07250

Le premier ministre japonais, M. Sosuko Uno, a annoncé lundi 24 juillet sa démission après la défaite subie, lors du renouvellement partiel du Sénat, par le Parti libéral-démocrate. La formation gouvernementale a perdu la moitié de ses sièges tandis que le Parti socialiste doublait les siens. Cette défaite pourrait remettre en cause le monopole du pouvoir, exercé par les conservateurs depuis plus de trente ans.

TOKYO
de notre correspondant

Les conservateurs, au pouvoir depuis trente-quatre ans, ont subi une défaite « historique » lors des élections sénatoriales dimanche 23 juillet, dont la première conséquence a été l'annonce, lundi 24 juillet par le premier ministre, M. Sosuko Uno, de sa démission.

Le Parti libéral-démocrate (PLD) a en effet perdu la moitié de ses sièges, cédant, pour la première fois depuis 1955, la majorité aux partis d'opposition. Le Parti socialiste (PSJ), la première formation d'opposition, a pour sa part doublé les siens.

« Nous devons admettre que c'est

une grande défaite », devait déclarer le secrétaire général du PLD, M. Ryutaro Hashimoto.

Cette défaite des conservateurs, plus importante qu'on ne l'attendait, pourrait être le prélude à une remise en question du monopole du pouvoir exercé par le PLD et ouvrir pour le Japon une période de gouvernement de coalition, réintroduisant dans la vie politique une dimension pluraliste gommée par le système de parti dominant qui prévalait depuis 1955.

PHILIPPE PONS.
(Lire la suite
et nos autres informations
page 3.)

Un entretien avec le numéro un hongrois

« Un gouvernement de coalition est possible et souhaitable »

nous déclare M. Rezső Nyers

Président du Parti socialiste ouvrier hongrois depuis le 24 juin, M. Rezső Nyers est désormais numéro un à Budapest. Dans un entretien accordé au « Monde », le père de la réforme économique de 1968 réagit aux décisions du sommet de Paris en faveur de son pays, et évoque aussi le processus actuel de démocratisation en Hongrie, que l'aide

occidentale doit encourager. Il déclare qu'un gouvernement de coalition avec l'opposition est « possible et souhaitable ». Pour la première fois depuis l'arrivée des communistes au pouvoir, en 1947, un candidat d'opposition vient d'être librement élu, dans un scrutin législatif partiel, samedi 22 juillet.

BUDAPEST
de notre envoyé spécial

« Les sept grands pays industrialisés ont décidé, lors du sommet de Paris, d'accroître et de coordonner leur aide en faveur de la Hongrie et de la Pologne. Qu'attendez-vous des Occidentaux ? »

— D'abord, nous nous réjouissons que les six autres dirigeants du groupe des Sept aient suivi la proposition de M. Bush. L'intérêt primordial de la Hongrie, c'est que les Occidentaux qui le souhaitent l'aident à éviter la crise financière.

« A court et à moyen terme, il serait nécessaire que nous rétablissions rapidement les équilibres économiques internes et externes. Mais pour le moment, notre pays n'est capable que d'un réajustement graduel. Ce sont donc surtout les intérêts de notre dette extérieure qui nous posent un problème. Mais nous avons aussi besoin d'une aide à plus long terme. Par exemple sous la forme de capitaux et de technologie. C'est avec espoir que nous attendons des décisions concrètes. »

— La Hongrie a une dette extérieure de 17 milliards de dollars. Lors de sa visite à Budapest, les 12

et 13 juillet, M. Bush a seulement annoncé la création d'un fonds de 25 millions de dollars destinés à des investissements dans des PME privées. N'êtes-vous pas déçu ?

— Une bonne partie de l'opinion publique hongroise a été très déçue. Pensant aux États-Unis comme à un pays riche et disposant d'importantes capacités de financement, beaucoup de gens, chez nous comme en Pologne, attendaient de la visite du président américain un véritable miracle.

Propos recueillis par
ERIK IZRALEWICZ
(Lire la suite page 4.)

La réduction de la dette du tiers-monde

Le Mexique a passé un accord avec les banques créditrices

Le Mexique et ses banques créancières sont parvenus, le 23 juillet, à un accord visant à la réduction de 35 % de la dette commerciale du pays (54 milliards de dollars). Pour la première fois, des banques occidentales acceptent une diminution importante du montant de la dette d'un pays en développement. Le président mexicain, M. Salinas, s'est félicité de cet accord, qui s'inscrit dans le cadre du plan Brady, du nom du secrétaire américain au Trésor.

Le 10 mars dernier, le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, donnait corps à une idée dans l'air depuis des mois : réduire la dette des pays en développement plutôt que de continuer à accorder à ceux-ci — comme le voulait l'ancien secrétaire américain au Trésor, M. James Baker — de nouveaux crédits.

Le Mexique était tout naturellement désigné pour expérimenter cette nouvelle stratégie : potentiellement très riche grâce à ses ressources pétrolières, il est très lourdement endetté.

Après avoir reçu l'appui des grandes organisations internationales — notamment celui du Fonds monétaire international et

de la Banque mondiale, — le Mexique entamait, en avril, de délicates négociations avec des centaines de banques créancières. D'accord sur le principe d'une réduction de 35 % de la dette commerciale, ou de 40 % des intérêts, ou même d'une distribution de nouveaux crédits, les négociations avaient échoué ces derniers jours sur la clause dite de « retour à meilleure fortune ». Celle-ci prévoyait que, en cas de hausse des prix pétroliers, des intérêts majorés devaient être versés aux banques. L'accord a pu finalement être signé, dimanche 23 juillet, à Washington. Il constitue le premier succès du plan Brady.

(Lire page 28 l'article
de FRANÇOISE LAZARE.)

Compromis en Israël

Nouveaux sursis pour le gouvernement de coalition
PAGE 6

Le retour de M. Andreotti

Le « guépard » président du conseil italien
PAGE 5

Sécheresse et incendies

PAGES 8 et 9
1989-1990
L'année terrible

VI - Les Panzers passent la Meuse

PAGE 2

Le Monde

ECONOMIE
L'emploi des étrangers en Europe : une mosaïque mouvante.
PAGES 17 et 18

Le sommaire complet se trouve page 28

Nouvelles mesures annoncées au Parlement

M. Gorbatchev et les mineurs



Lire page 5 nos informations sur le conflit dans les mines ainsi que le développement des troubles interethniques en Abkhazie.

Tour de France : LeMond vainqueur de Fignon

Rêve brisé pour 8 secondes

L'Américain Greg LeMond a remporté la 76^e édition du Tour de France cycliste, dimanche 23 juillet, sur les Champs-Élysées. Grâce à une avance de 58 secondes, acquise dans la dernière étape, il a arraché de 8 secondes la victoire à Laurent Fignon.

par Jean-Marc Théolayre

Puisque le veut ainsi la loi du genre pour laquelle un Tour de France demeure dans les annales par son millésime et le seul nom de son vainqueur, le Tour du Bicentenaire aura donc été un tour Greg LeMond. Les coups ont palpités, mais les chronomètres ont parlé. Au passage en haut des Champs-Élysées, au pied de l'Arche Napoléon, Laurent Fignon tenait encore la vic-

toire d'un souffle. Un kilomètre plus bas, le rêve était passé. C'en était fait de son espérance comme de celle des siens. Il n'y avait plus à compter ni décompter. Non seulement l'Américain gagnait, à quelques pédales de son ambassade, ce contre-le-montre de 24,5 kilomètres entre Versailles et Paris, mais il le gagnait avec 58 secondes d'avance sur Laurent Fignon qui, au départ de la ville royale, ne le précédait que de 50 secondes.

Huit secondes pour une victoire, une misère, bien sûr, mais une misère qui change tout. Autant pour l'Américain, Waterlool pour le Français. La joie sans limites ni retenue pour le visage d'enfant et les yeux si bleus de cet Américain du Colorado, aux traits d'adolescent, relevant d'un accident de chasse voici bientôt deux ans, toute la douleur du

monde pour le Français, contraint de s'avouer vaincu devant une foule avide et cruelle, face à des caméras et à des micros plus insatiables et plus impitoyables encore.

Spectacle et drame tout à la fois, le Tour de France 1989, après quelques autres, se sera donc joué le dernier jour. Pour illustrer cet épilogue on gardera longtemps en mémoire deux images. La première proposait un LeMond encore porteur de son maillot de l'équipe ADR. Il est debout. Il vient d'arriver. Il regarde sur un écran se dévider les secondes. Il faut que s'écoulent deux minutes cinquante secondes avant que Laurent Fignon franchisse cette ligne. Inexorable, le temps va. Fignon est là-bas, dans la descente des Champs-Élysées. Il va tant bien que mal et plutôt mal que bien.

(Lire la suite page 16.)

GOUTTIERE

Rémo Forlani

roman

« Rémo Forlani réussit un extraordinaire portrait de "matoune"... »
Françoise Ducom Elle

Ramsay

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNÉE TERRIBLE

Le 10 mai 1940 à 5 h 35, l'ordre d'attaque est donné. Les Allemands se ruent sur la Hollande et la Belgique. A une vitesse stupéfiante, les blindés de Rommel et de Guderian bousculent des troupes alliées. A une défense statique répond une guerre éclair qui abasourdit les généraux français. A Paris, dès le 16 mai, les ministères commencent à brûler leurs archives, tandis que résonne le bourdon de Notre-Dame.

« **L** A Victoire, nous sommes en droit de la demander à Dieu. Nous et nos alliés, nous sommes du côté du Bien. Nos adversaires sont du côté du Mal », assurait en chaire, à Notre-Dame de Paris, Mgr Beausart. Aux 7 000 fidèles venus implorer miséricorde s'étaient joints le président du conseil, Paul Reynaud, le ministre de la guerre, Edouard Daladier, deux ministres d'Etat, Louis Marin et Jean Ybarnégary, et le corps diplomatique. Et tandis que se faisait entendre — ce qui était rarissime — le branle du bourdon de Notre-Dame, on promenait les reliques de sainte Geneviève, saint Denis, saint Louis, et — la plus précieuse — celles de la sainte Couronne d'épines. Sans doute, il était passé, le temps du blémisme, et sous le gouvernement de Daladier s'était esquissé un net rapprochement entre l'Eglise et le pouvoir. Mais pour les laïcs purs et durs cette cérémonie prouvait que la République était au plus mal. Quatre jours plus tôt, le 15 mai, à l'aube, Reynaud avait téléphoné à Churchill abasourdi : « La contre-attaque menée contre les Allemands à Sedan a échoué. La route de Paris est ouverte. La bataille est perdue. » Incrédule, le Premier britannique avait protesté : « Il ne faut pas se laisser induire en erreur par des nouvelles de panique [...]. Les Allemands qui étaient passés étaient, en fait, dans une position vulnérable. » Sur le papier, Churchill n'avait pas totalement tort. Mais en cinq jours de campagne les forces allemandes avaient percé le « front continu » français, ce qu'elles n'avaient jamais pu faire pendant les quatre années de la Grande Guerre. Tout s'était joué sur la Meuse.

En octobre, Hitler, convaincu que le temps jouait en faveur des Alliés, désirait porter la guerre à l'ouest. Mais, faute de temps se indispensables à l'efficacité du couple blindé-aviation, dont il faisait la clé du Blitzkrieg (« guerre éclair »), il avait reporté le jour J. Ce retard lui permit de modifier le plan jaune. Celui-ci était, au départ, une variante du plan Schlieffen, utilisé en 1914 : invasion de la Belgique et du nord de la France, occupation immédiate de la côte pour en faire une base aéronavale contre les flottes britanniques. L'axe droit du dispositif, chargé de faire la décision, recevait sept des dix Panzerdivisionen disponibles. Mais, dans l'hiver, Hitler se laissait totalement convaincre par le général Manstein, et modifiait le plan : le « centre de gravité » (Schwerpunkt) de l'attaque était transféré de l'aile droite au centre, vers la Meuse, où convergeraient les Panzerdivisionen, tandis que les forces qui auraient pénétré aux Pays-Bas et en Belgique attireraient dans les Flandres le gros des forces françaises ; quand les armées du centre auraient percé le front franco-britannique, elles se rabattraient sur la mer pour prendre les adversaires dans une véritable nasse, ce que Churchill nommera le « coup de faux ». La manœuvre exigeait la surprise, une grande mobilité, et même une éventuelle lenteur des Français. Les responsables français, après avoir envisagé l'attaque à travers la Suisse ou l'affrontement sur la ligne Maginot, avaient retenu le bon cas de figure : l'invasion de la Belgique.

On choisit de tenir une ligne qui irait de la haute Meuse à Namur et à Anvers, en s'appuyant sur un affluent de l'Escaut, la Dyle, bien que la trouée de Gembloux fût dépourvue d'obstacle naturel entre Namur et la Dyle ; c'était l'hypothèse « Dyle », que le conseil suprême interallié entérinait le 17 novembre, pour le cas où la Belgique ferait appel aux Alliés. Le général Gamelin, commandant en chef des forces françaises, y ajouta — il y tenait beaucoup — la variante « Breda » : l'aile gauche française se porterait à marche forcée dans l'espace compris entre Anvers et la « forteresse Hollandaise », en renforçant la défense hollandaise. Le 9 mai au soir se faisaient donc face quelque 2 750 000 hommes.

Au nord, la Wehrmacht avait allégé son dispositif (une trentaine de divisions, dont 3 blindées). Au centre, en revanche, elle avait massé 45 divisions, dont 7 Panzers ; avec, en face du dernier ouvrage de

14 mai 1940

VI - Les Panzers passent la Meuse

par Jean-Pierre Azéma

la ligne Maginot (car on sait qu'elle s'arrêtait aux environs de Sedan, aux sources de la Dyle), tout au plus 22 divisions françaises. En revanche, les Français avaient concentré 44 divisions (dont une britannique) derrière la ligne Maginot, de la frontière suisse à Longuyon (à l'est de Sedan), à quoi s'opposaient seulement 19 divisions allemandes. Ajoutons que les Français disposaient de moins de réserve que leurs adversaires (22 divisions contre 42) et qu'une partie avait été affectée à la manœuvre « Breda », immobilisant très au nord les meilleures divisions d'active. Bref, en cas de rupture du front continu (mais qui y croyait ?), peu de possibilités de manœuvre.

Le 10 mai, à 5 h 35, l'ordre d'attaque allemand, vingt-neuf fois reporté depuis octobre 1939, était donné : on espérait un temps anticlimatique de quelques jours. La Wehrmacht se ruait sur la Hollande et la Belgique ; les Français et les Britan-

Ardenne était impénétrable (il suffisait, disait-il, d'en protéger les flancs par des blockhaus : « Comme le front n'aurait pas de profondeur, l'ennemi ne saurait s'y engager, et s'il s'y engageait on le repincerait à la sortie des forêts... »).

CERTAINS pensaient que ce secteur était dangereux. Mais la plupart des responsables tenaient ce front pour « passif ». C'est ce qui explique qu'on ait disposé des unités de réserve, peu ou très mal entraînées, devant défendre chacune au moins une dizaine de kilomètres (trois fois plus que pour leurs camarades du nord), dans des zones où les ouvrages de défense, et notamment les blockhaus, n'étaient ni terminés ni équipés. Ajoutons que le cours de la Meuse était partagé entre deux armées, la II^e armée, commandée par Huntziger (couvrant de Sedan à Longuyon) et la IX^e armée, commandée par le général Corap, qui

nière entre la II^e et la IX^e armée ; au nord, une attaque frontale provoquait l'effondrement et la débâcle de ce qui restait de la IX^e armée. Les Allemands avaient fait leur choix en fonction des points et de la topographie. Ils avaient d'abord retenu Sedan, qui leur avait porté chance en 1871 comme en 1914 : aux abords de cette ville-marche, les rives du fleuve s'élevaient relativement, et prendre pied sur la rive gauche était malaisé, mais possible ; pris de Dinant, le cours est plus encaissé, mais quelques kilomètres en aval on trouve des îles, notamment celle de Houx, avec, sur la rive gauche, une sorte de plage. Alors qu'ils pouvaient soit tenter le franchissement de la Meuse dans la foulée, soit attendre des renforts, ils choisirent l'offensive immédiate. Le 12 au soir, Guderian recevait le feu vert ; il avait seulement pris la précaution d'obtenir que l'une des deux flottes aériennes disponibles puisse procéder le lendemain à des bombardements moins intenses que

Pendant cinq heures en effet, protégés par des chasseurs, deux groupes de Stukas, ces bombardiers procédant par piqués, vont se relayer sans interruption dans un fracas épouvantable rebassant par les sirènes que les pilotes actionnaient, pour terroriser. Puis, après une brève mais violente préparation d'artillerie, les hommes du régiment d'élite Gross Deutschland passèrent le fleuve sur des canots pneumatiques, prenant pied, réduisant au silence les défenseurs français abasourdis ; au soir du 13 était établie une tête de pont de 7 kilomètres sur 6, tandis que deux divisions françaises se volatilisaient, l'une diluée sous le choc, l'autre, fort mal commandée, se dispersant sous la seule menace, aux cris de : « On est perdus, on est trahis ! ». Les Panzers, le 14, traversaient sur un pont de bateaux établi par le génie en un temps record, que 170 bombardiers français et anglais tentèrent en vain de détruire (la Flak — la DCA allemande — abattit 85 avions, dont 35 britanniques). Le 14 au soir, Guderian prenait le risque de pousser ses Panzers le plus loin possible vers la mer, laissant un espace entre les avant-gardes et le gros de ses forces motorisées. Par deux fois, les Français eurent la possibilité de contre-attaquer en profitant, le 13, de l'absence encore de Panzers, ou, le 15, d'un trou de blindés ; mais la 3^e division cuirassée, d'ordres en contordre, prit du retard, et fut dispersée avant même d'être utilisée.

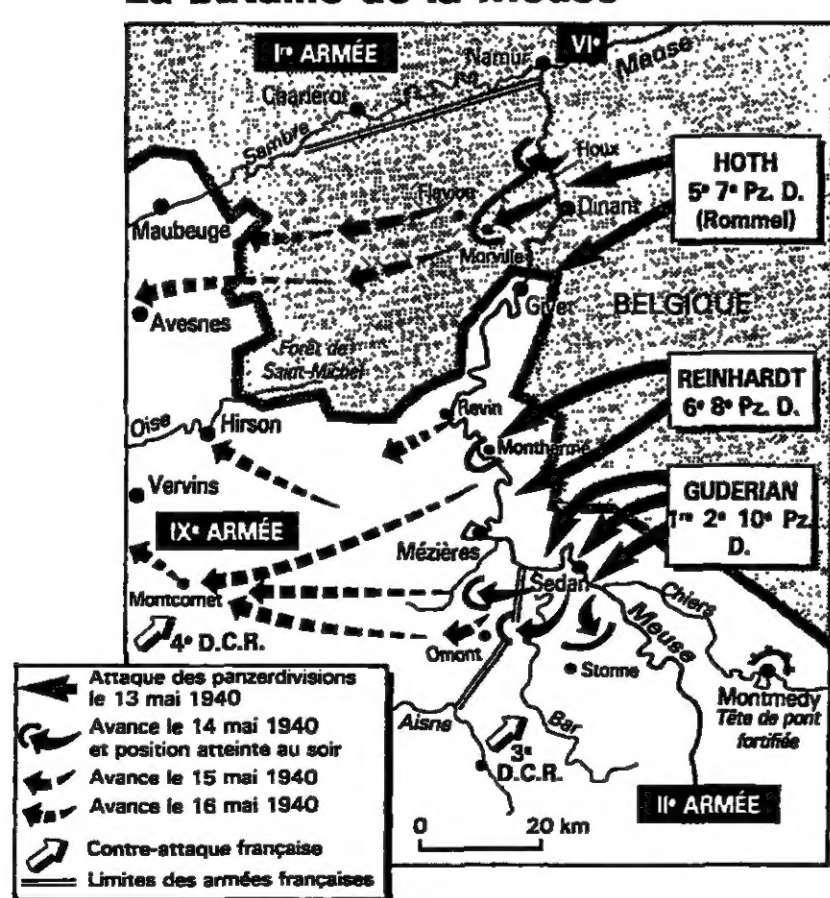
Au nord, près de Dinant, le même scénario se répéta. Dans la nuit du 12 au 13, l'infanterie allemande s'infiltrait, utilisant notamment la digue et l'écluse de l'île de Houx, qui auraient dû être battus par les défenses françaises, mais ne l'étaient point ; le 13 au soir, les Allemands avaient établi une tête de pont de 5 kilomètres sur 4 ; le lendemain, les Panzers passaient et mettaient à mal la 1^{re} division cuirassée, arrivée tardivement, et surprise en train de se ravitailler en essence ; elle ne pouvait bloquer l'élan de Rommel fonçant sur Cambrai. Le 15 mai au matin, trois jours donc après l'arrivée des avant-gardes allemandes sur la Meuse, les Panzers s'ouvraient la voie de la mer.

Ce n'est pas la IX^e armée qui allait les arrêter : tronçonnée, déboussolée, elle



La percée de Sedan. Soldats français sous une attaque en piqués des Stukas.

La bataille de la Meuse



niques répondaient à l'appel lancé officiellement par le gouvernement belge, à 6 h 30 : cinq minutes plus tard, Gamelin déclenchait la manœuvre « Dyle ». L'armée française perdit quelques heures précieuses : plus de 12 % des effectifs, dont bien des généraux, étaient en permission pour la Pentecôte. Puis Français et Britanniques tombaient dans le piège en se précipitant dans les Flandres belges, face aux Allemands, qui, en deux jours, avaient percé les lignes belges. Sans doute, les Français tiraient assez bien le choc dans les affrontements de la trouée de Gembloux. Mais ils durent, à partir du 15 mai, battre en retraite, de ligne d'eau en ligne d'eau, et ces forces allaient cruellement manquer sur la Meuse. Il ne faut pas croire que tout l'état-major suivait le maréchal Pétain, qui, toujours sûr de lui, avait, le 7 mars 1934, devant la commission de l'armée du Sénat — il était alors ministre de la guerre, — affirmé que la forêt des

prenait le relais en aval de Sedan. A une vitesse incroyable pour les Français, près de 10 000 véhicules traversèrent le massif « impénétrable », après avoir balayé fantassins belges et cavaliers français ; et dès le 12 mai au soir des avant-gardes qui avaient parcouru une centaine de kilomètres en deux jours atteignaient la Meuse. Si un des trois groupes allemands était bloqué à Monthermé, en revanche Erwin Rommel, qui allait se révéler un maître de la guerre motorisée, atteignait Dinant ; et Heinz Guderian, avec trois Panzerdivisionen, arrivait à Sedan, lui qui venait de publier un livre explicite : *Achtung! Panzer!* (*Attention blindés!*). Les Français eurent à peine le temps de faire sauter les ponts et d'envoyer dans les deux secteurs de maigres renforts, qui n'étaient pas même installés quand vint l'assaut.

Deux percées allaient réussir à 60 kilomètres l'une de l'autre. Au sud, les Allemands allaient faire sauter la char-

était censée, si l'on en croit les ordres de plus en plus confus, se replier sur des lignes de résistance (à « défendre sans esprit de recul ») de plus en plus fantomatiques. Son journal de marche du 15 était lucide : « Plus de renseignements, les communications sont coupées, les liaisons ne fonctionnent plus, l'arrière est encombré de convois et de véhicules détruits, les trains de carburant sont en flammes, le chaos est total. » Le général Giraud, nouveau commandant de la IX^e armée, vit venir un général se déclarant le seul survivant de sa division ! Lui-même allait errer de PC en PC, avant d'être recueilli par un engin français qui passait par là, pour finir encrié dans une ferme et fait prisonnier le 19 mai, alors que presque tout son état-major avait été tué le revolver à la main. On prendra garde à éviter cependant de tout dépendre en noir et blanc. Les Allemands n'ont pas réussi partout : ainsi ils furent tenus en échec sur la Meuse à Monthermé et, si leurs troupes d'élite firent merveille, une partie de leurs divisions d'infanterie se conduisit moins brillamment. Reste que les uns et les autres — on ne saurait trop le souligner, et on y reviendra — ne faisaient pas la même guerre.

A la vitesse était opposé le « front continu » statique ; à l'attaque concentrée, où concentraient blindés, artillerie et infanterie motorisées, les bombardiers protégés par une chasse agressive, était opposé le « colmatage » du front, forcément continu. Le général allemand von Rundstedt notait pertinemment : « L'ennemi combat courageusement, mais sans cohésion. Il semble surpris par le rythme de notre action. » Il y eut bien sûr des insuffisances individuelles. Comme on rapportait à Huntziger que l'une de ses divisions était en difficulté, après avoir subi un sérieux pilonnage aérien, il eut cette réplique désarmante, si l'on peut dire : « Il faut bien qu'ils reçoivent le baptême du feu », le même, impavide, télégraphiait au commandant du front nord-est : « L'avance ennemie a été colmatée ». On était le 14 au soir, au jour et à l'heure où les Panzers de Heinz Guderian caracolèrent du côté de Montcornet. Mais c'est un fait que le commandement, submergé à tous les échelons par le Blitzkrieg, perçut à peine qu'on était entré dans une guerre où allaient régner de façon sinon exclusive, du moins décisive, le moteur et le mouvement.

À Paris, on était abasourdi. Comme Gamelin répétait qu'il n'avait aucune réserve, la route de Paris était ouverte. Les ministères se mirent, le 16, à brûler leurs archives. Churchill, appelé d'urgence à Paris, découvrit avec stupeur les fonctionnaires du Quai, en bras de chemise, vidant sur la pelouse de ministères des affaires étrangères leurs précieux cartons verts, pour y mettre le feu. Bref, on perdait la tête. On chercha des boues émissaires : Gamelin, avec qui Reynaud ne s'entendait guère, fut remplacé le 16 par l'homme qui se flattait d'être le dépositaire des « secrets » de Foch : Maxime Weygand, âgé de soixante-trois ans. L'armée Corap fut publiquement clouée au pilori dans un discours radiodiffusé du président du conseil. Dans le même temps, comme on l'a dit, le gouvernement allait prier à Notre-Dame. Devant le Sénat, Paul Reynaud se contentait de conclure une intervention qu'il voulait musclée par cette profession de foi : « Pour moi, si l'on venait me dire un jour que seul le miracle peut sauver la France, ce jour-là je dirais : Je crois au miracle parce que je crois en la France. » Mais le Dieu des armées n'était plus français.

Rectificatif. — Dans la présentation du premier article de notre série nous avons parlé, à tort, de sabotage de la flotte à Mers-el-Kébir. Il convenait évidemment de lire la neutralisation et la destruction par les Britanniques d'une partie de la flotte française.

Précision. — L'ouvrage de Guy Rossi-Landi, *La Drôle de guerre. La vie politique en France, 2 septembre 1939-10 mai 1940*, est actuellement édité par les Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

REPÈRES

BIBLIOGRAPHIQUES

Alphonse Goutard, 1940, la guerre des occasions perdues, Paris, Hachette, 1986, 402 p. Un livre clair et bien mené.

Guy Chapman, Six semaines de campagne 1940, Paris, Arthaud, 1972, 472 p. Exhaustif.

Prochain article :
Léopold III, roi des Belges, capitule

Une centaine de départs

Le ministre de l'Intérieur, Jacques Chirac, a annoncé que plus d'une centaine de personnes ont quitté la France pour se rendre en Allemagne. Ces personnes, qui sont des citoyens français, ont été arrêtées par la police française et envoyées en Allemagne. Elles ont été libérées par les autorités allemandes.

AFGHANISTAN

Des tirs de roquettes sur Kaboul font au moins 44 morts. Les forces soviétiques ont lancé une offensive contre les rebelles afghans.

Le ministre de l'Intérieur, Jacques Chirac, a annoncé que plus d'une centaine de personnes ont quitté la France pour se rendre en Allemagne. Ces personnes, qui sont des citoyens français, ont été arrêtées par la police française et envoyées en Allemagne. Elles ont été libérées par les autorités allemandes.

Le ministre de l'Intérieur, Jacques Chirac, a annoncé que plus d'une centaine de personnes ont quitté la France pour se rendre en Allemagne. Ces personnes, qui sont des citoyens français, ont été arrêtées par la police française et envoyées en Allemagne. Elles ont été libérées par les autorités allemandes.

JAPON : large défaite des conservateurs aux élections sénatoriales

Mme Takako Doi : le symbole du changement

TOKYO
de notre correspondant

A en juger par les foules qu'elle a rassemblées au cours de ses meetings, Mme Takako Doi, présidente du PS, est assurément la personnalité qui a dominé la campagne électorale ayant conduit à la déroute des libéraux-démocrates. Cette popularité, Mme Doi la doit au fait qu'elle symbolise le changement plutôt qu'un programme de son parti. Ce qui paraissait impossible, il y a trois ans, est devenu une réalité : le PLD peut être battu et, de surcroît, par un parti dirigé par une femme dans une société dominée par les hommes.

Lorsque, en septembre 1986, Mme Doi accéda à la présidence du PS, ce dernier venait de subir l'une de ses plus cuisantes défaites électorales, en ayant perdu vingt sièges. En quasi-déroute, le PS était paralysé par ses divisions internes. Par réélection, ses dirigeants s'étaient tournés vers une des vice-présidentes, fille d'un médecin de Kōbe, experte en droit constitutionnel et qui avait surtout l'avantage de n'appartenir à aucun courant.

En trois ans, Mme Doi a sans doute échoué à faire évoluer le programme d'un parti qui reste malade d'idéologie et incapable de choisir entre les nostalgiques du dogmatisme marxiste-léniniste et les partisans d'une social-démocratie proche du néoconservatisme, mais elle renouvelle son image. Le calme serai et la détermination de cette femme de soixante ans, forte mais aussi anti-conformiste, qui a autrefois prêté sa voix pour le doublement d'un film sur Mrs Thatcher, a au moment même raison des luttes intestines du PS. Au cours de ces derniers mois, Mme Doi a surtout habilement

joué du mécontentement populaire et elle a inopinément révisé un électoral féminin en sonnel. Moins sur des thèmes féministes que sur la nécessité pour les « innocentes » ménagères d'influencer le processus de décision politique perverti par les hommes. Ce message, quelque peu simpliste, est apparemment bien passé.

Mme Doi a, en effet, mené son parti à la victoire en incitant une partie de l'électorat féminin



à la rébellion. Mais il lui reste une tâche plus ardue : mener un succès personnel — le « phénomène Doi » — en une victoire politique, c'est-à-dire celle d'un parti capable de constituer une solution de rechange au pouvoir libéral-démocrate par des propositions concrètes et réalistes. Sans cela, derrière elle (comme le parti conservateur, le PS est une sorte de déformation de faction), Mme Doi doit imposer la ligne pragmatique aux caducques de son parti. Il lui sera peut-être plus difficile d'unifier les vues de ses collègues socialistes sur un programme que de galvaniser l'électorat féminin.

Ph. P.

M. Uno, premier ministre, a donné sa démission

(Suite de la première page.)

Pour que ce renversement de tendance de confiance, et que prime fin le règne sans partage des libéraux-démocrates, il faudra cependant attendre des élections générales : le Parti conservateur disposant toujours d'une forte majorité à la Chambre basse.

A court terme, la défaite du PLD dans ces élections pour le renouvellement de la moitié de la Chambre haute (126 sièges) va aggraver la crise de pouvoir provoquée par le scandale politico-boursier Recruit, qui agite le Japon depuis plusieurs mois. Ayant accentué les pressions pour la démission du chancelier M. Uno, elle renforce la quête laborieuse d'un premier ministre au sein du PLD, qui sera rendue d'autant plus compliquée qu'une opposition renforcée aura sinon son mot à dire dans la désignation du nouveau chef du gouvernement, du moins les moyens de gêner les conservateurs.

Elle va surtout entraîner une paralysie de la vie parlementaire : ayant perdu le contrôle de la Chambre haute et de ses commissions, le PLD va adopter une attitude défensive, bloquant les projets de loi déposés par l'opposition. En particulier celui, déjà annoncé par la présidente du PS, Mme Doi, visant l'abolition de l'impôt sur la consommation. L'opposition devrait également demander avec énergie des élections générales anticipées.

Une fronde contre la TVA

Lors des élections générales de 1983, les libéraux-démocrates, qui avaient perdu 35 sièges, avaient dû rallier les indépendants et s'allier à une petite formation néoconservatrice, le Nouveau Club libéral, pour conserver leur majorité au Parlement. Cette fois, le recul est tel qu'il leur faudra chercher une éventuelle alliance avec les sociaux-démocrates pour obtenir la majorité simple. Depuis 1986, disposant de 308 sièges (sur 511) à la Diète et de 143 (sur 252) à la Chambre haute, les conservateurs gouvernaient à nouveau sans partage. La victoire dimanche, des deux candidats présentés pour la première fois par la nouvelle confédération syndicale du secteur privé, Rengo, conjuguée à

celle des socialistes, confirme que le PLD a perdu la confiance d'une partie de l'électorat.

La défaite des conservateurs est le résultat d'une convergence de sujets de mécontentement. Le scandale Recruit, même dans un pays où les indifférences des hommes politiques font partie des mœurs, a été perçu par l'opinion publique comme l'expression de l'arrogance du pouvoir. Ces malversations financières intervenaient précisément à un moment où la spéculation foncière a accru les écarts entre les privilégiés et ceux qui ne le sont pas, entravant la perception d'appartenance à la classe moyenne longtemps partagée par la majorité des Japonais.

L'introduction en force par le PLD d'une TVA a, en outre, agacé nombre de Japonais (dont l'irritation est quotidiennement ravivée par la pluie de petite monnaie qu'occasionne l'application de la taxe pour le moindre achat) et en particulier les petits commerçants, qui y ont vu un moyen supplémentaire pour le fisc d'explorer leur comptabilité. Les conservateurs se sont en outre aliénés les paysans, l'une de leurs bases électorales traditionnelles, avec une politique de libéralisation du marché des produits agricoles qui se conjugait avec une réduction des subventions aux producteurs de riz. Enfin, les révélations sur les aventures amoureuses du premier ministre Uno ont mobilisé l'électorat féminin. Anecdotes, l'affaire a néanmoins réveillé les Japonais, en particulier les mères de famille, déjà mécontentes de la TVA, dont les votes ont été un facteur important du recul du PLD. Un nombre record de candidates ont d'ailleurs été élues.

Populisme religieux et néoconservatisme

Les libéraux-démocrates ont été victimes de ces votes de protestation. Les socialistes en ont profité, recueillant notamment les voix d'une partie de l'électorat flottant (en particulier féminin), qui oscille généralement entre le populisme religieux du Parti bouddhiste et le néoconservatisme. Mais on peut se demander s'il s'agit d'un vote positif en faveur des socialistes, c'est-à-dire

exprimant une préférence pour le programme qu'ils présentent, ou bien plus simplement d'un vote de sanction des conservateurs. C'est la seconde hypothèse qui paraît la plus vraisemblable.

Paralyse politique

Les libéraux-démocrates ont perdu quelque dix millions de voix dans ces élections. Il y a certes eu transfert de voix du PLD vers le PSJ (ce qui est exceptionnel), mais ce dernier a essentiellement profité de l'absence de l'électorat conservateur (les socialistes ont gagné un million de voix par rapport à 1986,

qu'il n'a fait qu'esquisser par un vote dont il est difficile de dire pour l'instant si les motivations politiques l'emportent sur le mouvement d'humour. Celles-ci sont évidentes, mais la signification de cette consultation est plus difficile à cerner. La stabilité politique du Japon depuis 1955 est due à la fois à un spectaculaire progrès économique et à l'absence d'une opposition crédible, non faute de mécontentement mais parce que celui-ci n'a jamais trouvé les relais pour s'exprimer efficacement.

Aujourd'hui, il paraît clair que les libéraux-démocrates, qui sont les artisans de la puissance économique actuelle du Japon, sont pris de court par les mutations sociales de ces dernières années. Ils perdent leurs bases électorales traditionnelles sans pour autant attirer à eux les jeunes générations, qui ont des aspirations différentes de celles de leurs parents et sont sans doute plus sensibles que ces derniers aux faiblesses du succès japonais notamment en matière de bien-être et de logement.

Sur le plan politique, se dessine en outre une tendance nouvelle à l'unification de l'opposition non communiste, dont Rengo pourrait être un catalyseur. Ces mouvements de fond, tant sociaux que politiques, sont cependant encore embryonnaires. Toute la question est de savoir si l'opposition saura se présenter en solution de rechange crédible en proposant des réformes sans compromettre les succès économiques.

L'aggravation de la crise du pouvoir des conservateurs, et notamment la probable poursuite de l'interrogé à la tête du gouvernement (aucun successeur à M. Uno n'étant pour l'instant en mesure de reprendre les rênes d'une main ferme), conduira dans les semaines qui viennent à la poursuite de situations de vide politique actuelle qu'une opposition, propulsée sur le devant de la scène sans programme réaliste, ne risque guère de combler. Une période d'instabilité et de paralysie politique s'ouvre par conséquent pour le Japon, précisément à un moment où ses partenaires attendent de lui qu'il joue, sur la scène internationale, un rôle plus conforme à sa puissance économique.

PHILIPPE PONS.

INDE : pour protester contre la corruption

Une centaine de députés de l'opposition ont démissionné

Cent six des 140 députés de l'opposition à la chambre basse indienne ont décidé, dimanche 23 juillet, de démissionner de leur siège pour protester contre la corruption dont est coupable, selon eux, le gouvernement de M. Rajiv Gandhi. Cette décision spectaculaire fut suivie à trois jours de violentes protestations au Parlement durant lesquelles l'opposition a réclamé à grands cris la démission du premier ministre.

Ces attaques ont été provoquées par la publication d'un nouveau rapport officiel mettant en lumière des irrégularités dans la conclusion, en mars 1986, d'un contrat de 1,3 milliard de dollars pour l'achat de fusils à la firme suédoise Bofors.

Les dirigeants de douze partis d'opposition ont annoncé qu'ils démissionneraient lundi. « Cette décision (...) a été prise pour proté-

ger la démocratie dans notre pays », a déclaré M. Rama Rao, président du Front national : « Les quatre cents membres du Congrès (le parti de M. Gandhi) ne représentent plus ce que demande maintenant le pays », a déclaré M. Vishwanath Pratap Singh, président du Janata Dal (Parti du peuple) et principale figure de l'opposition.

L'Assemblée peut continuer à fonctionner, en raison de l'immense majorité de 399 députés sur un total de 545 sièges dont le Congrès dispose à la Chambre basse. Selon la constitution, des élections doivent avoir lieu au plus tard en décembre, et le pays est déjà entré en période préélectorale, sans qu'une date ait été fixée pour le scrutin. (AFP.)

AFGHANISTAN

Des tirs de roquettes sur Kaboul font au moins 44 morts

Au moins quarante-quatre personnes ont été tuées et cent vingt-quatre blessées, samedi 22 juillet, dans le centre de Kaboul, par le tir de six roquettes. M. Mohammed Nabi Amani, un porte-parole gouvernemental, a affirmé que ce bilan était le plus lourd enregistré à la suite d'une attaque à la roquette contre la capitale afghane. Il a imputé la responsabilité de cette action aux « extrémistes criminels », un euphémisme pour qualifier les rebelles en lutte depuis près de dix ans contre le régime communiste, et à leur « patrons », les autorités pakistanaises qui, selon Kaboul, soutiennent les moudjahidines.

Le tir de ces six roquettes a été effectué une semaine après l'explosion d'une voiture piégée à Kaboul, qui a fait dix morts et cinquante-quatre blessés. Le 10 juillet, vingt personnes avaient été tuées et cent trente et une blessées par le tir de seize roquettes. D'autre part, le « ministre des affaires étrangères » du gouvernement intérimaire de la Résistance afghane, M. Gulbuddin Hekmatyar, a failli être touché par des missiles Scud tirés par les forces gouvernementales afghanes dans la province de Parwan, s-t-on indiqué, dimanche, du côté des moudjahidines. M. Hekmatyar, qui est l'un des principaux chefs rebelles, s'était rendu sur les lieux pour mettre au point une offensive contre la capitale de la province de Parwan. — (AFP.)

SRI-LANKA

Assassinat du chef de la censure

Le chef de la censure au Sri-Lanka a été assassiné, dimanche 23 juillet, à Colombo par des inconnus alors qu'il faisait du jogging. Des hommes armés ont ouvert le feu sur Thevis Guruge, à partir d'un véhicule, lorsque le chef de la censure traversait un pont. Thevis Guruge, soixante-sept ans, était aussi président de la radio et de la télévision d'Etat et dirigeait le groupe de quatre censeurs créés aux termes des lois d'exception actuellement en vigueur. A cet égard, la censure de presse imposée depuis juillet a été levée, lundi, avec effet immédiat, a annoncé un responsable gouvernemental.

D'autre part, le président du Sri-Lanka, M. Ranasinghe Premadasa, a réitéré son appel à un retrait du nord de l'île des troupes indiennes, dont la présence continue déstabilise, selon lui, un obstacle à la paix et à la normalisation dans son pays. Dans une lettre adressée au premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, publiée samedi à Colombo, il a indiqué qu'il considérerait le pacte indo-sri-lankais de 1987 comme contraire aux intérêts de son pays si la force d'interposition indienne restait.

Mais M. Premadasa s'est gardé de demander à nouveau que les troupes indiennes, fortes de quelque quarante-cinq mille hommes, quittent le nord-est de l'île (à dominante tamoule) d'ici le 29 juillet. Cette date limite rendue publique le 1^{er} juin avait conduit à un différend diplomatique avec l'Inde, qui avait rejeté cette échéance et avait appelé à des discussions à ce sujet. — (AFP.)

Afrique

AFRIQUE DU SUD : avant d'éventuelles négociations

M. Frederik de Klerk invite l'ANC à rechercher des « solutions pacifiques »

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Deux semaines après l'annonce de l'entrevue du 5 juillet entre le président Pieter Botha et le chef historique du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, le successeur désigné du chef de l'Etat, M. Frederik de Klerk, a commenté, samedi 22 juillet, cette rencontre, qui reste entourée d'un grand mystère. M. de Klerk, ministre de l'édu-

cation et chef du parti national (NP) au pouvoir, a réitéré l'hypothèse selon laquelle cette réunion — et surtout le moment choisi, deux mois avant les élections générales du 6 septembre — avait été le fruit d'une initiative personnelle de M. Botha par laquelle ce dernier aurait voulu mettre à son successeur. « J'ai approuvé d'un bout à l'autre la préparation de cette réunion », a-t-il déclaré. A son avis, cette entrevue était « dans l'intérêt de l'Afrique du Sud ».

Il a confirmé le récent changement de la position de Pretoria concernant d'éventuelles négociations avec l'ANC en déclarant que ce mouvement nationaliste noir pourrait « participer au processus pacifique de dialogue et de négociation » s'il était prêt à « prendre un engagement en faveur de la poursuite de solutions pacifiques », autrement dit « à suivre l'exemple donné » par Nelson Mandela.

M. de Klerk se référait au fait que, lors de son entrevue avec M. Botha, le chef nationaliste noir s'était prononcé, selon ses propres termes pour « une évolution pacifique ».

Jusqu'au mois dernier, la condition sine qua non mise par Pretoria à l'ouverture de pourparlers avec l'ANC était la réputation officielle par ce mouvement de l'usage de la violence.

M. de Klerk a insisté sur le fait que la balle était maintenant « dans le camp de l'ANC », et non pas, comme certains veulent le faire croire, dans celui du gouvernement. La mise au point était destinée aux mouvements anti-apartheid et à leurs alliés à l'étranger, qui exigent de Pretoria plusieurs concessions avant l'ouverture de négociations, dont la légalisation des organisations interdites, la libération des prisonniers politiques et la levée de l'état d'urgence. L'engagement pris par M. Mandela (...) place

l'ANC devant un choix bien précis », a déclaré M. de Klerk, autrement dit, pour Pretoria, c'est l'ANC qui devra être blâmé si les négociations ne voient pas le jour.

L'archevêque anglican du Cap, Mgr Desmond Tutu, a immédiatement perçu le danger pour l'opposition anti-apartheid. Il a accusé M. de Klerk de vouloir créer une division entre l'ANC et son chef historique, action « déplorable », qui, selon lui, montre que le chef du NP « n'est pas sérieux quand il parle de négociations ». — (Interim.)

Deux morts dans un attentat à l'explosif. — Trois attentats à la bombe ont eu lieu, dimanche soir 23 juillet, dans le banlieue du Cap, dont l'un a fait deux morts. Une quatrième bombe, placée à l'extérieur d'un tribunal du Cap, a été désamorcée, a annoncé la police sud-africaine. Les deux victimes ont été tuées dans l'explosion d'un engin placé dans des toilettes publiques situées en face du tribunal d'Athlone, une agglomération métisse proche du Cap. Le deuxième engin a explosé dans un poste de police de Mitchell's Plain, une autre agglomération métisse près du Cap, et la troisième a proximité du tribunal de la ville. — (AFP.)

TCHAD : des désaccords « essentiels » avec la Libye. — Le président tchadien, M. Hissène Habré, a déclaré, vendredi 21 juillet, à N'Djamena que sa rencontre avec le chef de la révolution libyenne, le colonel Mouammar Kadhafi, avait échoué sur des points de désaccords « essentiels », notamment le retrait des troupes « étrangères » du Tchad exigé par la Libye avant tout accord de paix. Il ajoute que, lors du « mini-sommet » de Bamako, le Tchad avait eu une « position confortable » parce que « sa cause était juste, ses arguments juridiques incontournables et convaincants ». — (AFP.)

Bert McClure et Bruno Régner

Promenades d'architecture à Paris

PARIS reste à découvrir. Avec ces six itinéraires, illustrés et abondamment commentés, ce guide original invite à une promenade savante aux sources de l'architecture moderne. En privilégiant les édifices remarquables construits depuis le milieu du XIX^e siècle, il révèle un patrimoine, grands monuments et maisons particulières, auquel les spécialistes eux-mêmes ne s'intéressent que depuis une dizaine d'années et que les guides courants ignorent généralement.

En vente en librairie

La Découverte / Le Monde

Europe

HONGRIE : un test avant les élections générales

Succès d'un candidat de l'opposition dans un scrutin législatif partiel

L'opposition hongroise a remporté, samedi 22 juillet, son premier siège parlementaire, en battant le Parti socialiste ouvrier (PSOH), communiste, à l'occasion des premières élections libres organisées dans le pays depuis quarante-deux ans. Un pasteur protestant, candidat d'un mouvement indépendant, a été élu député. Il s'agissait d'élections législatives partielles, mais

pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir des communistes, en 1947, c'était un scrutin avec la participation directe de l'opposition. Ce scrutin a cependant été marqué par une très faible participation, inférieure au minimum requis dans deux des villes concernées : à Szeged (sud de la Hongrie) et Kecskemet (centre), où les candidats de l'opposition ont obtenu 60 % et 47,3 % des voix,

moins de 50 % des électeurs ont voté. A Kiskunfélegyháza (centre), le candidat du PSOH est arrivé en tête mais un deuxième tour sera aussi nécessaire. Le grand gagnant de ces élections, devenu nécessaire à la suite du départ de plusieurs députés, est le pasteur Gabor Roszlik, trente-cinq ans, qui a recueilli entre 65 % et 70 % des voix à Godello (30 kilomètres au nord de

Budapest). M. Roszlik, qui est membre du Forum démocratique (MDF), et formait une coalition entre MDF, l'Alliance des démocrates libres et l'Association de jeunesse indépendante FIDESZ. Ce scrutin partiel constituait un premier test avant les élections multipartites qui doivent avoir lieu au niveau national en 1990. — (AFP, Reuters.)

Un entretien avec le numéro un hongrois, M. Rezső Nyers

(Suite de la première page.)

« Mais la direction du pays et moi-même, nous n'en attendons pas davantage. Je suis d'accord avec M. Bush lorsqu'il nous dit qu'il est prêt à nous aider pour que nous puissions nous aider nous-mêmes. Nous ne comptons pas sur des dons. Si nous sommes tout de même déçus, c'est que le président américain n'a pas pu nous annoncer que la Hongrie bénéficierait désormais d'une manière permanente de la clause de la nation la plus favorisée dans ses relations avec les Etats-Unis. M. Bush y est favorable, mais il n'a pas encore obtenu l'accord du Congrès. Je crois que ce n'est plus qu'une question de temps.

« La décision des Sept va-t-elle permettre une amélioration des relations entre la Hongrie et le FMI ?

« Je l'espère. Sur l'orientation de notre politique économique, le FMI n'a rien à nous reprocher. Le gouvernement fait tout pour équilibrer les comptes extérieurs. Il y a bien sûr des discussions sur le rythme du réajustement, mais à mon avis les dirigeants du FMI doivent prêter attention aux déclarations des Sept lors du sommet de Paris. Je crois aussi que les processus politiques en cours ne peuvent pas être appréciés uniquement à partir d'une vision comptable.

« L'Ouest conditionne son aide à la démocratisation politique et à la libéralisation économique. N'y a-t-il pas, comme l'estiment certains ici, ingérence dans les affaires intérieures du pays ?

« Absolument pas. Je dirai plutôt que nous nous sommes enfin ingérés nous-mêmes dans nos propres affaires. La démocratisation politique et l'instauration d'une économie de marché relèvent de notre intérêt national. J'ai totalement approuvé M. Bush lorsqu'il a souligné que les Etats-Unis sont intéressés par les droits de l'homme mais neutres en ce qui concerne nos affaires politiques internes. L'administration américaine ne prend position ni en faveur de l'opposition, ni en faveur du gouvernement, et nous acceptons totalement la déclaration sur les droits de l'homme de l'ONU.

« L'intérêt de l'Ouest à votre égard est-il compatible avec le maintien de bonnes relations avec les autres pays d'Europe de l'Est, notamment avec l'URSS ?

« Avec l'Union soviétique, tout à fait, et heureusement. La meilleure preuve en est la lettre qu'a envoyée M. Gorbatchev aux Sept à Paris, alors que ceux-ci discutaient de la Pologne et de la Hongrie. Mais, il est vrai que pour certains pays socialistes, la politique hongroise pose problème. Alors que nous cherchons à nous intégrer dans l'économie mondiale, la Roumanie s'en détache de plus en plus et souhaite que nous fassions comme elle. J'ai dit au président Ceausescu qu'il n'attend pas de la Hongrie qu'elle suive cette voie.

« Avec la RDA et la Tchécoslovaquie, la situation est différente. Ces deux pays ne nous demandent pas de les imiter. Mais ils se font des soucis. Nous espérons que nous pourrions poursuivre notre intégration

tion dans l'économie mondiale tout en continuant à travailler avec eux. Nous serions d'ailleurs très satisfaits si nous pouvions entretenir avec la RFA des relations aussi intenses que celles qu'entretient la RDA avec la RFA.

« Certains partis d'opposition proposent que la Hongrie quitte le COMECON et demande à adhérer à la CEE. Qu'en pensez-vous ?

« Les auteurs de telles propositions sont des irresponsables. Pourquoi quitter le COMECON au moment où tout le monde veut

didate, doit attendre cinq ans avant d'en remplir les conditions. Pour la Hongrie, ce serait au moins dix ans. Alors, on verra.

« Je ne suis plus certain de rien. Je ne crois plus à un ordre historique, ce à quoi j'avais pourtant cru pendant longtemps. Un retour vers le stalinisme me semble pourtant absolument impossible. Même entre 1972 et 1987, des années de la période kadarianne, il n'y a pas eu un retour aux méthodes staliniennes, mais seulement un arrêt des réformes. Aujourd'hui, nos réformes sont étroitement liées aux changements internationaux. Pour qu'elles soient remises en cause, il faudrait des circonstances exceptionnelles, des retours en arrière dans les relations entre l'URSS et les Etats-Unis, entre l'URSS et l'Europe. Il y a, grand danger, mais le plus grand danger pour nous ce serait l'immobilisme de notre part.

« Le gouvernement et le parti veulent créer en Hongrie une économie de marché. Vous voulez organiser la transition vers le capitalisme ?

« Non, ce que nous voulons, c'est le socialisme démocratique, une combinaison d'une économie de marché avec une politique économique basée sur les valeurs socialistes. Nous avons une opposition qui préconise une économie de marché complètement libéralisée. Notre nouvelle Constitution devra reconnaître ces deux orientations.

« Les privatisations des entreprises d'Etat actuellement organisées en Hongrie ne remettent-elles pas en cause le principe de la propriété collective ?

« Les privatisations sont nécessaires et utiles. Le processus de privatisation ne va pas faire disparaître le capital public, ni celui des coopératives mais va les compléter. De nombreux hauts fonctionnaires partent en retraite anticipée de plusieurs années, avec reconnaissance de leurs mérites, selon l'expression utilisée dans les communications officielles. D'autre part, la révoque de députés (en rapport direct avec leur responsabilité pour des décisions erronées ou impopulaires) a déjà touché une dizaine de parlementaires.

« La libéralisation actuelle de l'économie s'accompagne d'un développement de la pauvreté et du chômage et d'un accroissement des inégalités. Les valeurs socialistes ne s'en trouvent-elles pas remises en cause ?

« Oui. Mais la politique économique gouvernementale devrait permettre de réduire les effets pervers et négatifs du marché. Il me semble par exemple inévitable que dans une première phase, les réformes économiques amènent l'émergence d'une couche sociale très riche. Pour les plus défavorisés, c'est la politique sociale qui permettra de réduire les inégalités. Grâce à la généralisation de la crèche, des écoles plus larges devraient ensuite pouvoir améliorer leur situation.

« Quand les premières élections générales et libres auront-elles lieu ? A l'automne ou au printemps de l'an prochain ?

« Nous en discutons actuellement avec les partis d'opposition. Selon moi, cette question de date n'est pas très importante. S'il y a accord, il est possible de les organiser à la fin de cette année. Sinon, elle se déroulerait l'an prochain. Mais il ne faut pas repousser cette date et empêcher le Parlement actuel de travailler. Quel qu'il en soit, c'est le Parlement qui adoptera le budget de 1990, ainsi que les directives de la réforme économique, la nouvelle Constitution, en revanche, sera votée par la prochaine Assemblée, celle qui sera issue de ces élections.

HASSAN II
Roi du MarocROYAUME DU MAROC
MESURES EN FAVEUR DES INVESTISSEURS
ETRANGERS

Afin de faciliter les investissements étrangers au Maroc
Sa Majesté le Roi Hassan II a adressé le message suivant au Premier ministre le D^r Azzedine Laraki

Le développement économique a toujours été et demeure au centre de Nos préoccupations. Il est tout à la fois le reflet du niveau intellectuel et culturel de notre société et l'un des éléments moteurs de sa promotion et de sa prospérité. Nous avons tout compris que quel que soit l'effort de l'Etat, Notre but ne pourra être pleinement atteint que par un apport massif du secteur privé dont l'intervention, sous forme notamment d'investissements financiers et de savoir-faire, constitue l'une des bases de l'essor souhaité.

Très tôt aussi, Nous avons compris que cette intervention du secteur privé ne pouvait se réaliser que si elle était encouragée et assurée d'un minimum légitime de succès.

A cet effet, Nous avons pris et fait prendre de multiples mesures dont l'ensemble forme nos codes d'investissements.

Les avantages accordés par ces codes sont à l'évidence autant d'éléments incitatifs qui n'ont pas manqué de produire leurs effets.

En égard cependant à ce que représentent les avantages ainsi consentis, le Maroc demeure encore loin d'obtenir tout ce qu'il pouvait légitimement et raisonnablement en attendre.

Cette inadéquation a sa cause principale dans les multiples procédures administratives, certes nécessaires, mais souvent génératrices de lenteurs qui finissent par décourager les investisseurs les mieux intentionnés et les plus déterminés. Les dossiers, même complets, demeurent des mois dans les divers services sans que leurs titulaires soient informés du sort qui leur est réservé.

Notre économie ne peut que souffrir de ces errements qui vont à l'encontre de notre animus.

Aussi avons-Nous décidé d'y mettre un terme. Désormais, tout dossier régulièrement constitué, contenant un projet d'investissement, sera censé avoir obtenu l'accord de l'administration si celle-ci n'y donne aucune suite dans le délai de deux mois à compter du jour de son dépôt. En cas de rejet, la décision de l'administration devra être dûment motivée.

Cette mesure, d'application immédiate, figurera désormais parmi les dispositions de tous nos codes d'investissements où elle sera insérée.

Mais dès à présent, elle fera l'objet d'une circulaire du Premier ministre pour être portée à la connaissance de tous les agents de l'Etat. Elle sera portée également à la connaissance du public par tous moyens appropriés.

HASSAN II
Roi du MarocVers un compromis historique
entre le PC et les nouveaux partis

Les débats ne peuvent être que passionnés dans un pays maintenant à mi-chemin entre la dictature du passé et l'instauration d'un régime pluraliste avec le concours des réformateurs du Parti communiste. D'aucuns, à Budapest, craignent qu'une prolongation des discussions conduise à une vacance du pouvoir au profit des éléments conservateurs.

Mais pour le moment, le démantèlement des anciennes structures continue une séparation de plus en plus marquée entre les fonctions du PC et celles de l'Etat. Dans une interview accordée au quotidien Magyar Nemzet, M. Ferenc Palla, nouveau vice-ministre de l'Intérieur, nommé à ce poste en mai dernier, révèle pour la première fois qu'il est le responsable des services de sécurité et de renseignement. « Ces services, affirme-t-il, ne sont plus dirigés par un département de l'appareil du Parti, conformément à une décision prise en novembre 1988. » De même, interrogé par des journalistes, des généraux assurent la population de la fidélité des forces armées « au service de la nation et non d'une formation politique ».

Signe des temps : la forme d'apostrophe réglementaire évitée (camarade) est remplacée dans les unités par bajárs (frère ou compagnon d'armes).

La décomposition des organisations de masse comme le Front patriotique, les syndicats ou l'Union de la jeunesse s'accroît. De nombreux hauts fonctionnaires partent en retraite anticipée de plusieurs années, avec reconnaissance de leurs mérites, selon l'expression utilisée dans les communications officielles. D'autre part, la révoque de députés (en rapport direct avec leur responsabilité pour des décisions erronées ou impopulaires) a déjà touché une dizaine de parlementaires.

Faute d'expérience et de moyens financiers, les nouveaux partis, mouvements ou groupes qui bénéficient d'une liberté d'expression quasi illimitée, rencontrent de sérieuses difficultés pour s'implanter. Ainsi, à quelques exceptions près, souhaitent-ils retarder la fixation de la date des élections législatives.

Secrétaire général
en survis

Le Parti socialiste ouvrier hongrois (non officiel du PC), divisé entre réformateurs et conservateurs — eux-mêmes partagés entre « sensibilités » différentes — prépare son congrès, avancé au 7 octobre. Déjà, le rôle de M. Karoly Grosz, successeur de János Kádár au secrétariat général en mai 1988, se limite à l'accomplissement des tâches administratives. En perte de vitesse sensible, critiqué à la fois par les réformateurs et les conservateurs, son départ à l'automne est considéré pratiquement comme acquis.

Tous les communistes souhaitent que les élections législatives se déroulent le plus rapidement possible aussitôt après le congrès, au lieu du mois de juin 1990. En effet, selon les derniers sondages, un tiers des électeurs ferait encore confiance au Parti communiste, un pourcentage

une certaine entente nationale. Une coalition est possible et souhaitable. Au PSOH, nous n'assurons pas seul le gouvernement. Si un autre parti devait obtenir la majorité, je ne crois pas qu'il aurait intérêt à gouverner seul. Pour ma part, j'imagine une coalition entre la gauche et le centre.

« Le congrès du parti doit se tenir en octobre. L'éclatement pourra-t-il être évité ?

« Nous n'avons pas encore complètement écarté ce danger. Mais nous avons fait, tant sur le plan politique qu'en matière d'organisation, des pas considérables. Débarassé d'une bonne partie des extrémistes, le parti restera uni. Le congrès apportera la réponse.

Propos recueillis par
ERIK KRAEWEWICZ.

nouveau gou...

C'est pour d'autres raisons que la principale force de l'opposition, le Forum démocratique hongrois (MDF), avec environ 18 000 militants et près de 20 % des intentions de vote dans les sondages, se sent favorable à une consultation rapide.

Des informations circulent à Budapest selon lesquelles, au lendemain des élections, un gouvernement de coalition composé de représentants du Parti communiste, « rénové » et de ceux du Forum démocratique bénéficierait du soutien de l'Association des démocrates libres (SZDSZ). De tendance centre-gauche, SZDSZ a dans ses rangs de brillants intellectuels et économistes, auteurs d'un programme de relance publié en mars. D'autres formations, comme les Jeunes Démocrates (FIDESZ), comptent jouer un rôle de premier plan. Quel qu'il en soit, avec l'approbation des communistes rénovés, l'opposition fait partie intégrante du paysage politique hongrois.

Les « partis de la nostalgie », comme on les surnomme (essentiellement les socialistes déçus de la petite propriété, influents depuis 1945 jusqu'à leur liquidation par les stalinistes) n'arrivent pas à décoller. Leurs dirigeants, trop âgés et emprisonnés dans des querelles personnelles, sont délaissés par la jeune génération, qui préfère des organisations nouvelles.

D'autres « nostalgiques » du passé, pour la plupart des vétérans du Parti, désorientés par la vague réformatrice, se regroupent au sein de la Société Ferenc Múnyich ou du Centre de la plate-forme marxiste (sic), créé il y a quelques semaines à Budapest. Ils critiquent la « restauration bourgeoise » et continuent de parler du caractère « contre-révolutionnaire » des événements de 1956. Leurs déclarations sont pérorées de reprises avec complaisance par des médias est-allemands, tchécoslovaques et surtout roumains. Parmi les principaux animateurs de cette tendance conservatrice (qui reste représentée au Parti) figurent M. Frigyes Fajó, ancien ministre des affaires étrangères, et M. Robert Ribánszky, ancien secrétaire de János Kádár, ambassadeur en Chine de 1975 à 1983. Ils mènent apparemment un combat d'arrière-garde, tout en gardant une certaine influence.

La réalisation d'une large entente ne sera pas facile. Le charisme de M. Imre Pozsgay (surnommé « Imre le Second », le premier étant bien entendu Imre Nagy...) — popularité des autres réformateurs comme MM. Rezső Nyers, Miklós Németh, Gyula Horn ou celle de plusieurs opposants sortis de l'opposition en quelque mois — ne suffisent pas à rassembler les forces vives de la nation à la recherche d'un compromis historique. C'est possible, compte tenu de l'importance de l'enjeu : la mise en place d'un Etat réellement démocratique. Autrement dit, la réalisation du rêve hongrois.

THOMAS SCHREIBER

Europe

URSS : tout en appelant à la fin de la grève dans les mines

M. Gorbatchev déclare que le moment est venu « d'améliorer les conditions de vie »

MOSCOU. — Notre correspondant

M. Gorbatchev a ouvert, lundi matin, 24 juillet, un débat sur la grève des mineurs de charbon au Soviet Suprême, retrasmis par la télévision, qualifiant ce conflit « d'épreuve la plus difficile » qu'il ait connue la perestroïka. « Il faut des actions plus décisives dans les réformes économiques, mener un dialogue permanent avec les travailleurs », a-t-il dit, déclarant avant de proposer l'adoption par le Parlement d'une recommandation pour des réunions des soviets de travailleurs (assemblées locales) dans toutes les régions pour examiner le travail des dirigeants des comités exécutifs (les cadres locaux élus par les soviets).

Le général M. Gorbatchev avait provoqué la surprise en intervenant directement à la télévision en plein milieu d'après-midi, dimanche 23 juillet, pour s'adresser aux mineurs.

S'exprimant lentement, la voix basse, le ton grave, le chef de l'État soviétique, tout en condamnant les grèves qui « entravent l'économie et le pays », a reconnu que les mineurs avaient leurs « raisons » et entendant leur mouvement. Il a indiqué que des propositions répondant à leurs revendications seraient présentées dès lundi au Soviet suprême.

L'Union soviétique, a poursuivi M. Gorbatchev, vit des « jours difficiles, inquiétants, dramatiques ». La vague d'agitation sociale sans précédent qui vient de secouer le

pays démontre que le moment est venu d'améliorer les conditions de vie des gens », a estimé le dirigeant soviétique en reconnaissant que ces grèves ont valeur d'avertissement. « Aujourd'hui, a-t-il dit, ce sont les mineurs qui ont eu recours à des moyens extrêmes, mais d'autres attendent et espèrent. » Les revendications des mineurs et les différents problèmes d'approvisionnement ou de logement qu'ils peuvent rencontrer, a-t-il admis, se retrouvent avec plus ou moins d'acuité « dans tous les domaines de l'économie et de la vie sociale des gens ».

Bien que M. Gorbatchev ait estimé qu'il soit « encore un peu tôt » pour tirer des conclusions de ces grèves, tout indique qu'il va les exploiter politiquement, en particulier lorsque les responsables locaux

du parti et des syndicats ont été sérieusement critiqués. « Il faut appliquer la perestroïka avec davantage de résolution et (...) prendre des mesures indépendantes pour enlever tout ce qui empêche une restructuration décisive de l'économie dans l'intérêt du pays et du peuple. Voilà l'une des conclusions qui sans aucun doute se dégagent de la situation actuelle », a-t-il dit.

Les appareils locaux du parti sont accusés, aussi bien par les mineurs que par M. Gorbatchev, de rester trop souvent indifférents aux besoins et revendications de la population ou de ne pas manifester un enthousiasme excessif à l'égard des réformes. M. Gorbatchev a relevé que de nombreuses questions soulevées lors du conflit des mineurs auraient pu être réglées par les auto-

rités locales. Est-il normal, s'est-il demandé, que les cadres locaux ne puissent venir à bout de problèmes tels que ceux des équipes de nuit, le nombre de jours de congé, les questions de transport ou d'approvisionnement en eau. Répétant ce qu'il avait dit il y a une semaine lors d'une réunion du comité central, le président soviétique a insisté sur le nécessaire « renouvellement des cadres », qui fera l'objet de réflexions au « bureau politique, au Soviet suprême et au conseil des ministres ».

Déjà, en certains endroits, des pléniers du parti ont remplacé des responsables qui sont restés sourds à la voix de M. Gorbatchev dans une allusion au limogeage de M. Iouri Soloviev, chef du parti de Leningrad et membre suppléant

au bureau politique, qui avait subi un cuisant échec aux élections législatives de mars dernier. Le premier secrétaire du Parti communiste de Kiev, en Ukraine, M. Constantin Massik, à son tour a été « libéré à sa demande », a-t-on appris ce week-end, des fonctions qu'il occupait depuis avril 1987.

Lors de son intervention au comité central, M. Gorbatchev avait appelé au « renouvellement » des cadres, des collectifs de base, en passant par les villes, les régions, les Républiques et jusqu'au comité central et au bureau politique. La grève des mineurs vont certainement le pousser à accélérer ce processus de changement.

Selon l'agence Tass, vingt-neuf mines avaient repris, dimanche, le travail en Ukraine, mais soixante-quatorze autres restaient en grève.

Les mineurs sibériens du Koubass avaient décidé, quant à eux, en fin de semaine dernière, de reprendre le travail. Les médias soviétiques gardaient le silence sur les grèves de Rostov-sur-le-Don, dans le sud de la Russie, et le Vorikouta, dans le Grand Nord. Le travail a en revanche repris à Karaganda, au Kazakhstan.

Selon les personnes présentes sur place, les déclarations du chef de l'État soviétique ont été plutôt bien accueillies par les grévistes ukrainiens de Donetsk, qui suivaient en direct l'allocation de M. Gorbatchev. Dans un télégramme rendu public samedi soir, il les avait déjà assurés que l'examen de leurs revendications allait commencer très rapidement à Moscou en présence de représentants des mineurs. — (Interim.)

La crise d'Abkhazie

L'agitation s'étend à l'ensemble de la Géorgie

Une semaine après le début des violences qui ont provoqué officiellement la mort de vingt et une personnes, l'agitation a tendance à gagner l'ensemble de la Géorgie où un appel à la grève générale pour le lundi 24 juillet a été lancé par plusieurs nationalistes.

Après la mort de trois membres des forces de l'ordre, le vendredi dernier par des « inconnus », à coups de fusil de chasse (le Monde daté 23-24 juillet), plusieurs journaux soviétiques ont fourni, samedi, la

liste d'un véritable arsenal — armes à feu, explosifs — confiés en Abkhazie et que la population cache notamment dans les puits ou dans les caves. La *Krasnaya Zvezda*, quotidien de l'armée soviétique, a indiqué que 1 725 canons de fusil de chasse avaient été dérobés « les premiers jours des affrontements » par une « foule de voyous ».

Pour la seule journée de jeudi dernier ont eu lieu 43 attaques de « bandits » visant à s'emparer

d'armes, dont 29 dans l'ouest de la Géorgie contre les forces du ministère de l'Intérieur, rapporte un autre quotidien, *Selkaya Jem*.

Par ailleurs, le premier ministre et un vice-premier ministre abkhazes, MM. Otar Zougabala et V. Tsougba, ont été remplacés, lors d'une réunion plénière du comité central, respectivement par MM. Guirg Antikvadze et V. Mikhaïlo. Le deuxième secrétaire du parti et un autre secrétaire du comité régional ont également été remplacés.

Entre-temps, le nationaliste géorgien Zviad Gamsakhourdia a annoncé qu'un appel à la grève générale avait été lancé dans l'ensemble de la Géorgie par un « Comité de salut national ». Selon M. Gamsakhourdia, contacté depuis la capitale soviétique, les événements d'Abkhazie sont réagis par Moscou. Les forces de l'ordre sont favorables aux Abkhazes et confisquent les armes des Géorgiens, a-t-il affirmé. — (AFP.)

● TCHÉCOSLOVAQUIE : visite d'une délégation de Solidarité. — Une délégation du syndicat indépendant polonais Solidarité comprenant le parlementaire Adam Michnik se trouve depuis jeudi 20 juillet en Tchécoslovaquie pour une visite de plusieurs jours. Après avoir été reçue, samedi, par le cardinal František Tomášek, primat de Tchécoslovaquie, elle doit également rencontrer le chancelier dissident Václav Havel et l'ancien secrétaire général du Parti communiste, Alexandre Dubček, tombé en disgrâce depuis la répression du « printemps de Prague » par les chars soviétiques en 1968. C'est la première fois qu'une délégation de l'opposition polonaise se rend officiellement en Tchécoslovaquie, où le régime avait toujours cherché à empêcher ses contacts avec les dissidents. — (Reuters.)

ITALIE

Le nouveau gouvernement Andreotti devra préparer l'ouverture du grand marché européen de 1993

Après une crise de soixante-quatre jours, ouverte par la démission du premier ministre démocrate-chrétien, M. Ciriaco De Mita, l'Italie a, depuis dimanche 23 juillet, un nouveau gouvernement.

Dirigé par un autre vétéran routier de la démocratie chrétienne, M. Giulio Andreotti, qui occupe pour la sixième fois la présidence du conseil, ce gouvernement est formé par les cinq principaux partis qui dirigent le pays depuis 1981.

Les dossiers subtils entre les deux principaux piliers du « pentapartito », les démocrates-chrétiens et les socialistes, ont permis de réaliser l'accord

annoncé samedi à Rome. Le nouveau gouvernement est constitué de 15 démocrates-chrétiens, 10 socialistes, 2 libéraux, 3 républicains et 2 sociaux-démocrates. Si le chef du Parti socialiste (PSI), M. Bettino Craxi, continue à se tenir sur la réserve, son bras droit direct, M. Claudio Martelli, numéro deux du parti, y fait son entrée comme vice-président du conseil.

Il remplace un autre socialiste, M. Gianni De Michelis, qui prend en charge le ministère des affaires étrangères, jusque-là domaine réservé de M. Andreotti lui-même. Dans le domaine économi-

que, la grande nouveauté est l'entrée au gouvernement, comme ministre du trésor, du démocrate-chrétien Guido Carli, soixante-seize ans, qui fut pendant seize ans gouverneur de la Banque centrale italienne et l'un des artisans de la consolidation de la lire. Il remplace le socialiste Giuliano Amato, qui n'appartient plus au gouvernement. Le PSI a obtenu en échange le portefeuille des finances, que l'ancien ministre du travail, M. Rino Formica, prend à M. Emilio Colombo. M. Andreotti a également remplacé au ministère du budget le vieux dirigeant démocrate-chrétien Amintore Fanfani par M. Ciriaco De Mita (DCI). M. Colombo et Fanfani avaient

été plusieurs fois eux-mêmes premier ministre. La composition du nouveau gouvernement semble indiquer un engagement accru du Parti socialiste ; ce qui pourrait permettre à ce cabinet de durer jusqu'à l'ouverture du grand marché européen de 1993.

Provoqué par M. Bettino Craxi, la chute de M. De Mita faisait suite à des discussions entre les chrétiens-démocrates et les socialistes, notamment sur les réformes constitutionnelles et l'efficacité de M. De Mita de s'affirmer au sein de son propre parti.

Les résurrections du « guépard » italien

ROME. — Notre correspondant

« Ineffable, glacial et multi-forme », aurait dit de lui son vieux compère, adversaire et partenaire d'aujourd'hui, le socialiste Bettino Craxi. Peut-être. Mais énigmatique, Giulio Andreotti, « le renard », le glorieux, l'indéchiffrable, qui collectionne depuis quarante ans les soubriquets journalistiques les plus divers, le vieux politicien « pour toutes les saisons », l'est, sans le moindre doute. Curieux, cet homme qui s'exprime beaucoup et qui pourtant ne dit jamais rien.

Hélas pour les biographes, son curriculum politique, depuis comme une bible, parle pour lui. Défense, industrie, mais aussi de l'ordre, finances, budget, aucun des grands portefeuilles qui anoblissent la carrière d'un politicien ne lui ont échappé. Durant les six ans où il a conduit la diplomatie italienne, avec cette incomparable faculté de toujours éviter les crises inévitables et de ne jamais heurter personne sauf en cas d'absolue nécessité, on a souvent dit de lui qu'il était l'un des meilleurs diplomates en chef d'Europe.

Une bonne vingtaine de marquis ministériels, cinq fois déjà le fauve du président du conseil au palazzo Chigi. On l'a cru cent fois mort et enterré politiquement et il voilà encore, à soixante-dix ans, qui entame sa dernière résurrection. Le vieux flâneur de la paritocratie italienne, torse nu et déshabillé, s'élève, personnage jusqu'à la ceinture, à travers les travers, mais aussi les vertus de cette indéchiffrable démocratie chrétienne (DC) qui chevauche le pays depuis la chute des barbares en cascade noire.

Né au cœur de l'hiver 1919 dans une maison bourgeoise de la Cité, éternelle, marié, quatre enfants, bon père et bon époux « je n'ai jamais levé les yeux sur une autre femme de toute ma vie », affirmait-il récemment — Giulio Andreotti est entré en politique à vingt-sept ans, muni de son premier mandat d'élu du peuple. Son bêtise, qu'il est croyeur, calvin, épicurien quand il le faut, ne lui ont jamais plus retiré son siège à l'Assemblée.

« Le divin Giulio », comme ils disent, a toujours tout « arrangé », pour eux comme pour lui. Après

tout, « le pouvoir n'est que ceux qui ne l'ont pas ». La maxime est de lui. Alors, coalitions de centre-droit, coalitions de centre-gauche comme aujourd'hui, rien ne l'arrête pourvu que son chère DC participe au festin gouvernemental. Le dernier des grands « chevaux de race » du baron démocrate-chrétien aura même été le seul, à ce jour (mars 1978 à janvier 1979), à conduire un cabinet monocolore avec l'appui parlementaire des seuls démocrates-chrétiens d'Enrico Berlinguer. C'était après l'assassinat d'Aldo Moro par les Brigades rouges, en pleine crise sociale, politique et économique.

Et Giulio « l'Indestructible » a encore une fois tout arrangé pour extraire la « botte » de la tempête, l'annuler plus solidement encore à l'Europe par le biais du système monétaire européen (SME) et du même coup, affaiblir son partenaire-adversaire communiste. Champion du compromis et de la contorsion, grand maître du ballet byzantin qui se joue à Rome depuis quatre décennies, tacticien hors pair, tel est l'homme qui se définit modestement comme un petit « artisan de la politique, un produit purement romain, intraduisible et inexportable ». Le système italien semble avoir été fabriqué pour lui. Et ce n'est pas étonnant puisque on trouve souvent ses griffes au bas des étiquettes.

Ni de droite ni, certainement, de gauche — il se frotte d'ailleurs de ne pas avoir attendu le mode pour prétendre, à tort ou à raison, que ces notions seraient dépassées — « l'Indestructible » est avant tout un forcené du centre. Quand l'échiquier politique tout entier penche un peu plus d'un côté ou de l'autre, il penche avec lui et conserve sa place, en milieu de terrain.

Cela ne l'empêche pas de rester, au fond de son âme, un incorrigible conservateur. Opposé au divorce libre, opposé à l'interruption de grossesse, il a fait clairement comprendre qu'il soutiendrait au Parlement les propositions du Parti socialiste (PSI) pour une répression accrue du trafic mais aussi de la consommation de drogue. Combattu par les autres partis de gauche, qui souhaitaient qu'on introduise à tout le moins une distinction entre substances « dures » et substances « douces », et qu'on ne mette pas dans le même sac pénal les dealers

et leurs victimes, le projet socialiste est en discussion depuis plusieurs mois.

A l'extérieur, pourtant, le nouveau président du conseil a une réputation nettement plus progressive, et il souligne la serena dernière encore, au sommet de Paris, qu'en matière d'aide aux pays en développement « l'Italie n'a vraiment rien à envier à la France ».

Atlantiste, malgré tout ? Certes, à Vénégie, son attitude au siège de l'OTAN, on ne peut rien reprocher à Giulio Andreotti sur ce sujet. C'est lui, entre autres, qui a fait accepter par l'Italie son territoire les soixante-douze F-16 américains en instance d'expulsion d'Espagne. Pourtant, il y a cette affaire dite de « la nuit de Sighele » qui a laissé des traces et qui en dit long.

« Jules l'Arabe »

C'était en octobre 1985, et sur une base de l'OTAN, en Sicile. On a vu des soldats italiens refuser, sur ordre et l'arme au poing, de livrer à la Delta Force américaine des Palestiniens que celle-ci venait de contraindre à s'arrêter parce que, dans l'avion, se trouvait l'un des pirates du paquebot *Achille-Lauro*. Quand la fidélité atlantiste de M. Andreotti — alors ministre des affaires étrangères — a été ouvertement dirigée par M. Craxi — entre directement en conflit avec les intérêts du pays, c'est « Jules l'Arabe » qui se réveille.

Cet autre sobriquet, né de l'affaire en cause, n'est ni plus ni moins inattendu que les autres. L'Italie est atlantiste, certes, mais d'abord méditerranéenne, et ses hommes d'Etat aussi. Les amitiés du nouveau chef de gouvernement avec tous ceux qui comptent au Proche-Orient, y compris parfois les moins recommandables, ne sont pas légende. Elles ont d'ailleurs été souvent très utiles. Et pas seulement à l'Italie.

Et puis, ce philo-arabisme dont on l'a si souvent accusé ne l'empêche pas, bien entendu, de prêter l'oreille à la mosquée. Chaque matin Dieu fait, il est assis, noué quelque part sous l'un des innombrables campaniles romains. Il change souvent d'endroit, pour des raisons de sécurité, certes, mais pas seulement. Car « le cardinal », ainsi baptisé par la presse

locale, adore l'odeur de chapelles. Il est bon chrétien, oui, mais peut-être meilleur catholique...

Ami et confident de plusieurs papes — à commencer par Mgr. Montini, qui fut son directeur spirituel avant de devenir Paul VI, et jusqu'au résident inépuisable des palais apostoliques. C'est d'ailleurs dans une bibliothèque du Vatican qu'il devait rencontrer en 1942 son maître et mentor



en politique, Alcide De Gasperi, fondateur de la démocratie chrétienne d'après-guerre. Depuis cette époque, on s'en doute, les appuis de Saint-Pierre n'ont jamais manqué au cardinal.

Oni certes, l'actuel détenteur du sceptre pontifical a, dit-on, importé ses confidents de Pologne. Mais il ne manque jamais tout de même de passer un petit coup de fil au « divin Giulio » lors de ses anniversaires. Et puis, l'administration vaticane compte encore beaucoup de monsignori italiens, y compris quelques-uns de ces jeunes crypto-intellectuels de Communauté et Libération dont le « cardinal » est l'idole. Alors...

L'essentiel pour Giulio Andreotti est que le parti comme l'Eglise lui gardent leurs portes ouvertes. Car, à ses yeux, c'est évident, ce sont là les deux intangibles piliers de l'ordre et de la stabilité italienne. Pourtant, « l'Indestructible » ne peut pas être considéré comme un

homme d'ordre. « La stabilité n'est pas le bien absolu, disait-il un jour, souvenez-vous, il y eut en Italie un gouvernement stable pendant vingt ans. » Non, l'ordre à la Mussolini, très peu pour lui. Ce n'est pas dans sa nature, profondément sceptique sur tout ce qui l'entoure.

« A penser du mal d'autrui, affirmait-il une autre fois, on fait sûrement mal, mais on se trompe rarement. » Pour s'être si souvent pris les pieds dans des marais insubriens, nul doute qu'il ait quelques fois eu quelque chose à voir avec les quelques très savants best-sellers « il ne s'arrête jamais », dit-on dans son entourage, et s'il existe un prix pour couronner les politiciens stakhanovistes, c'est lui, à coup sûr, qui le décrocherait.

Docteur en droit canon, cela va sans dire — journaliste, essayiste, historien et même romancier, il laissera à la postérité une bonne quinzaine d'ouvrages dont quelques très savants best-sellers « il ne s'arrête jamais », dit-on dans son entourage, et s'il existe un prix pour couronner les politiciens stakhanovistes, c'est lui, à coup sûr, qui le décrocherait.

Jadis passionné par les courses de chevaux et comment être autrement en Italie ? — par le football, on ne le voit plus guère sur les terrains. En revanche, il semble beaucoup apprécier la compagnie des stars médiatiques et il adore visiblement se produire à la télé. Il est vrai qu'avec cette double casquette, ce ton toujours égal et ces yeux malicieux derrière ses deux grosses lunettes de myope, il est imbattable.

Oh ! Ce n'est pas un tribun par nature. Ses discours sont trop courts et son humour trop subtil pour cela. Mais quand il passe dans la petite lucarne, « l'homme ordinaire », une autre de ses appellations, on s'assoit confortablement et l'on déguâte, en attendant qu'il lâche en passant « la » phrase assassine du jour, gros titre assuré du lendemain. Il ne déçoit jamais, le vieux « Betzabuth ». Et quand Bettino Craxi l'affuble un jour de ce « gentil » sobriquet, ce n'est pas grave. Il ne se met jamais en colère. Simplement, une autre fois, il avouera, comme cela, l'air de rien, qu'il est « bien conscient de ses limites mais sûr aussi de ne pas être entouré de géants ». Et pan ! sur le bec du canard socialiste.

Bref, pour paraphraser Italo Calvino qui avait la dent dure contre le vieux renard « en cette époque où l'on n'attend rien de bon de la politique, Giulio Andreotti est l'homme de l'époque ». La célèbre formule ajoutait cependant : « mais mieux vaut encore le cynisme que le fanatisme... »

PATRICE CLAUDE.

Proche-Orient

ISRAËL : compromis entre le Likoud et les travaillistes

Le gouvernement de coalition bénéficie d'un nouveau sursis

M. Yasser Arafat affirme, dans un entretien publié lundi 24 juillet par le quotidien italien *Il Messaggero*, qu'une rencontre a eu lieu récemment à Vienne « entre un membre du comité exécutif de l'OLP et un membre du comité central du Likoud (parti du pro-

mier ministre israélien) désigné par Itzhak Shamir ». M. Arafat a, en outre, montré au journaliste italien qu'il a rencontré ce qu'il a présenté comme étant la transcription de récents entretiens de M. Shamir avec des personnalités palestiniennes des territoires

occupés. Il a précisé que cette rencontre avait reçu l'aval de l'OLP.

A Jérusalem toutefois, M. Avi Pazner, porte-parole du premier ministre, a démenti les déclarations de M. Arafat, qu'il a qualifiées d'« absurdité totale ».

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le gouvernement d'union nationale israélien bénéficie d'un nouveau sursis. La véritable épreuve de force entre les deux principales composantes de ce gouvernement, le Likoud de M. Itzhak Shamir et le Parti travailliste de M. Shimon Pérès, qui a éclaté le 10 juillet avec la retentissante décision du bureau du Parti travailliste de quitter, « dans les conditions actuelles, un gouvernement qui n'avait plus de raisons d'être », s'est achevée discrètement, deux semaines plus tard, par un compromis permettant à tout le monde de sauver la face. Ce compromis, négocié depuis plusieurs jours entre les émissaires de MM. Shamir et Pérès, a revêtu la forme d'une résolution votée, dimanche 23 juillet, en conseil des ministres.

Ce texte stipule que « l'initiative de paix approuvée le 14 mai par le gouvernement reste valable sans amendement et sans supplémentation » et qu'elle est « contraignante pour tous les ministres ». Cette réaffirmation « telle quelle » de l'initiative de paix axée sur l'idée d'élections pour la Palestine de Cisjordanie et de Gaza a été entérinée à une forte majorité : vingt-cinq ministres ont voté pour, un s'est abstenu, et quatre ont voté contre — à gauche, le travailliste Ezer Weizman, qui estime qu'Israël doit aujourd'hui engager un dialogue avec l'OLP, et, à droite, les trois ministres « durs » du Likoud, Ariel Sharon, David Levy et Itzhak Mordechai. Cette « bande des trois » avait été à l'origine de

cette crise, en faisant adopter par le comité central du Likoud toute une série d'« amendements » à l'initiative de paix, dont les principaux sont : pas de participation des habitants de Jérusalem-Est aux élections, pas de négociation tant que se poursuit l'intifada, et relance de la politique d'implantation de localités juives en Cisjordanie et à Gaza.

Tous ces « amendements » qui figuraient dans le discours prononcé par le premier ministre Itzhak Shamir devant le comité central du Likoud, sont-ils véritablement annulés par la résolution votée dimanche par le gouvernement ? M. Shamir continue d'affirmer qu'il n'y a jamais eu de contradiction entre l'initiative de paix du gouvernement et les décisions des instances de son parti. « Notre tactique, si-t-il expliqué, était, à ce stade, de proposer une initiative générale, dans l'espoir de trouver un partenaire arabe prêt à l'accepter, mais, à l'avenir, lorsque les négociations s'engageront, il faudra prendre de nouvelles décisions. Or, les recommandations du Likoud concernent uniquement cet avenir ».

M. Pérès
satisfait

M. Pérès pouvait, pour sa part, se déclarer satisfait en faisant valoir que « les conditions actuelles » qui, il y a deux semaines, nécessitaient le départ de son parti du gouvernement, avaient changé puisque, avec la nouvelle résolution adoptée en conseil des ministres, « le statu quo ante a été rétabli ». « C'est dans les faits qu'il faudra, à pré-

sent, tester l'initiative de paix », a-t-il estimé.

La grande question est de savoir si cette initiative pourra, après ces péripéties de politique intérieure israélienne, trouver un second souffle. M. Shamir cherche à donner l'impression que le train est remis sur les rails, en annonçant de nouvelles rencontres avec des personnalités palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza, pour essayer de les convaincre d'accepter l'idée d'élections. Les États-Unis voient certainement ces rencontres avec les

Battu
« par erreur »
dans une synagogue

Jérusalem. — Un jeune juif français, pris pour un « terroriste palestinien », a été durement battu lors des prières du shabbat, samedi 23 juillet par des dizaines de fidèles de la Grande Synagogue de Jérusalem. Selon des témoins recueillis auprès des fidèles, le jeune homme, d'âge indéterminé, s'est comporté de « façon bizarre » et aurait crié « Allah Akbar » (Dieu est grand). « J'avais simplement demandé un renseignement en français à un des fidèles », a plaidé le jeune homme, dont l'identité n'a pas été révélée.

En quelques secondes, une rumeur, selon laquelle « un terroriste palestinien a pénétré dans la synagogue », s'est répandue parmi l'assistance. Des dizaines d'hommes se sont alors précipités sur l'intrus, le frappant brutalement. Le jeune homme, un nouvel immigré, a reçu des soins sur place après l'intervention de la police. — (AFP.)

LIBAN

M. Joumblatt menace de proclamer l'union « totale et complète » avec la Syrie

BEYROUTH
de notre correspondant

Relatif répit durant le week-end. Les folles nuits de bombardements de la semaine précédente ont été épargnées aux populations des deux côtés de la ligne de démarcation. Ce qui ne signifie pas pour autant quarante-huit heures de calme, mais un certain ralentissement des duels d'artillerie.

Le scénario habituel s'est répété dans ses grandes lignes : d'abord les obus dits « de blocus maritime » qui se sont abattus sur l'Est, suivis d'un pilonnage de l'Ouest par l'artillerie du général Aoun. Mais la riposte a été circonscrite à deux quartiers de Beyrouth-Ouest et nettement limitée en intensité. Ainsi, bien que les bombardements du vendredi ont été très violents, ils ont causé moins de dégâts que ceux du samedi et dimanche — un vieux curé à Sin El-Fil — et un

blessé (outre deux soldats blessés de chaque côté), et bien qu'un cargo grec « bousculé de blocus » transportant de l'essence, touché par l'artillerie syrienne, ait rebroussé chemin, l'escalade a été évitée.

Cette relative modération, attribuée à de discrètes mais vives pressions arabes et internationales, ne tient qu'à un fil, car l'impasse demeure. D'autant que le triumvirat arabe, si actif il y a quelque temps, ne se manifeste plus, à moins que l'information du journal *Kawthar* d'Al-Anba, annonçant un sommet restreint sur le Liban auquel participeraient à Ryad les trois chefs d'État en charge du dossier (Arabie Saoudite, Maroc, Algérie), le président syrien et peut-être le président irakien, ne se révèle fondée.

Le chef druze, M. Walid Joumblatt, a prononcé une diatribe particulièrement virulente. Il a prédit que « la guerre n'est en soi qu'un des débus », s'est attaqué aux dirigeants maronites de toutes tendances, y compris les modérés (le patriarche, MM. Raymond et Michel El-Hachem, notamment), et même les pro-Syriens, M. Soleiman Frangie en tête. Il a menacé, à défaut d'une réforme du système politique, de proclamer le divorce entre le « Monaco chrétien » (l'actuel régime) et le reste du pays dont il a demandé « l'union complète et totale avec la Syrie », dans le but d'« empêcher le camp chrétien d'étendre sa domination » à la montagne druze et jusqu'à la région chrétienne de Jezzine, tenue par la milice pro-israélienne, ce qui permettrait, a-t-il dit, à l'État hébreu d'étendre son influence jusqu'aux régions chrétiennes du nord du Liban actuellement sous contrôle syrien.

M. Joumblatt s'est également attaqué à la France, accusant son ambassadeur d'avoir voulu lui « rappeler l'époque du mandat et celle de 1860, quand l'armée française était venue au Chouf accompagner les réfugiés chrétiens ». Les États-Unis ont en également droit à quelques flèches, mais moins aiguisées.

LUCIEN GEORGE.

Diplomatie

Un organisme atypique

Les dix ans de l'Institut français des relations internationales

L'Institut français des relations internationales vient de célébrer son dixième anniversaire. Au fil des ans, l'IFRI a su s'imposer sur la scène internationale, comblant ainsi un vide dont souffrait la recherche française aussi bien dans les questions de sécurité et de politique étrangère que dans les relations économiques internationales. Association régie par la loi de 1901, l'IFRI a un budget de 13 millions de francs et compte une cinquantaine de chercheurs. La moitié environ de ses ressources proviennent de subventions ou de contrats publics. Quarante-vingt-dix entreprises sont, en outre, membres de l'Institut et contribuent ainsi à affirmer l'indépendance d'une institution atypique des mœurs françaises. L'IFRI organise de nombreux colloques et conférences-débats. Il publie également un rapport annuel, « Ramsès », d'excellente tenue, une revue trimestrielle, *Politique étrangère*, ses travaux sont accessibles grâce à sa collection « Enjeux internationaux » (pas moins de vingt-huit volumes en 1989). À l'occasion de son dixième anniversaire, nous avons demandé à son directeur, M. Thierry de Montbrial, de faire le point sur les perspectives de l'Institut.

« Le statut et le mode de financement de l'IFRI, comparés à ceux des grands instituts étrangers de recherche, ne constituent-ils pas un handicap pour son indépendance ?

— Le statut de l'IFRI, association de la loi de 1901 reconnue d'utilité publique, avec un conseil d'administration entièrement coopté, donc sans nomination extérieure, constitue un excellent cadre juridique pour l'indépendance. Il est vrai que nous sommes partiellement subventionnés par l'État. Cela est inévitable, puisque en France, la recherche scientifique et l'Université sont financées par l'État, alors que dans les autres démocraties occidentales ou au Japon, des fondations privées jouent un rôle important dans ce domaine. Cependant, nous avons réussi à diversifier nos ressources puisque environ 45 % de nos recettes proviennent des cotisations de nos membres, de grandes fondations internationales ou d'autres organismes indépendants.

— Quelle est l'importance des contrats privés ? Pouvez-vous citer les plus importants ?

— Les membres de l'IFRI, personnes privées ou morales, paient une cotisation annuelle. Notre lien avec eux est donc pas de nature contractuelle. C'est essentiellement avec les fondations internationales que nous avons, jusqu'ici, développé nos contrats privés. Les fondations accordent lentement et sûrement à des projets bien définis, mis en concurrence avec les propositions émanant d'institutions comparables dans de nombreux pays. Nos recherches en matière de sécurité, en économie internationale et sur le Moyen-Orient ont été, partiellement, soutenues de cette manière. Je dis partiellement car, en règle générale, nous nous efforçons de ne pas faire dépendre un projet donné d'une seule source de financement.

— Le pouvoir politique n'est-il pas tenté d'exercer des pressions lorsqu'il est irrité par certains travaux et autres initiatives ?

— Oui. Cela est vrai de tous les pouvoirs, de droite comme de gauche. Pour résister aux pressions, nous sommes aidés par nos statuts et la diversification de nos ressources. Mais, en définitive, notre indépendance repose sur la qualité de nos équipes, et sur la reconnaissance nationale et plus encore internationale de nos travaux.

— Pourquoi y a-t-il si peu d'instituts en France ? D'où vient ce manque d'intérêt pour la politique étrangère ?

— Une construction comme l'IFRI ne correspond pas à la tradition française. Il y a dix ans, j'ai eu du mal à expliquer aux entreprises qu'il ne fallait pas nous laisser seuls

face à l'État. Pour construire, comme nous l'avons fait, une relation de confiance avec les milieux économiques, il faut du temps et de la continuité dans l'effort. Songez que nos homologues américains ou anglais datent de 1919, notre homologue allemand de 1945. De plus, dans notre domaine, les universitaires français sont généralement très individualistes et préfèrent les petites chapelles.

— Plus fondamentalement, comme vous le dites, nos concitoyens s'intéressent peu à la politique étrangère. Depuis la dernière guerre mondiale, la France a bénéficié d'une situation géopolitique extrêmement favorable. Les vents du large ne nous parviennent que très atténués. Et puis, par habitude, l'opinion publique a tendance à s'en remettre à l'État, non seulement pour l'exécution de la politique étrangère, mais aussi pour la réflexion en la matière. En fait, en dehors de l'administration et des pouvoirs publics, on ne trouve, en France, qu'un très petit nombre de spécialistes reconnus, qui sont d'ailleurs souvent des journalistes.

— Quel est, selon vous, l'apport principal de l'IFRI pour les dix années passées ? Quels sont ses atouts ? Quels secteurs de recherche ?

— L'IFRI a contribué d'une manière importante au débat sur l'évolution des rapports Est-Ouest, sur les problèmes de sécurité et de défense. Nous l'avons fait en contact permanent avec nos partenaires étrangers — les Occidentaux —, mais aussi l'Union soviétique et les pays de l'Est. Nous avons entrepris avec succès de coopérer avec nos partenaires européens sur des projets comme l'avenir de la Communauté ou l'Europe spatiale. Je crois aussi que nous avons réussi à mieux intégrer l'analyse politico-stratégique à l'analyse économique des relations internationales, par exemple à propos des grands déséquilibres économiques, Nord-Sud notamment.

— A moyen terme, l'accent doit être mis, à l'évidence, sur l'observation des évolutions dans les pays communistes, sur les transformations de l'Europe et leurs implications économiques et militaires. Nous souhaitons également développer nos travaux sur l'Asie — le Japon, la Chine, les nouveaux pays de l'Inde ou la péninsule indochinoise. Nous continuerons d'étudier les grands déséquilibres économiques, notamment la question de la dette. En matière économique, nous mettrons également l'accent sur les effets des mutations technologiques. Le Moyen-Orient continuera toujours l'une de nos priorités. Nous devons nous ouvrir davantage sur l'Amérique latine.

— De par votre expérience, croyez-vous vraiment à un consensus en France sur la politique étrangère et la défense ?

— Ce consensus est un phénomène récent, qui caractérise, en gros, les vingt dernières années, parce que notre environnement international a été stable durant cette période. Au moment de la guerre d'Algérie ou quand le général de Gaulle a retiré la France de l'organisation militaire intégrée de l'alliance atlantique, il n'y avait évidemment pas de consensus. Comme nous entrons dans une période de changements importants, il est vraisemblable que le débat va reprendre sur la politique étrangère et la défense. Il ne faut pas se lasser de l'éventuelle fin du consensus, mais plutôt se réjouir que, vivant dans un pays démocratique, on puisse discuter publiquement des questions les plus délicates. Je pense que l'IFRI devra jouer son rôle dans ce nouveau grand débat.

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

JUILLET-AOÛT 1989

LE DROIT DES ENFANTS

A quelques mois du vote par l'ONU d'une convention sur les droits des enfants, *Monde Dossiers et documents* fait le point sur ce problème de société.

- Le projet de convention : 50 articles pour défendre les droits essentiels des enfants.
- La sort des enfants dans un monde de conflits : enfants soldats, enfants victimes, enfants emprisonnés, torturés.
- Les effets de la surpopulation et de la misère : l'absence de soins et d'hygiène. La prostitution, le commerce des enfants.
- Des droits bafoués dans les pays développés : les mauvais traitements. Les accidents domestiques. L'intolérance.

Avec des adresses, des orientations bibliographiques et le panorama des droits de l'enfant en Europe.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.

Juillet
formidable
chez
NEUBAUER



Prix spéciaux
sur les derniers modèles 89
en livraison immédiate !

205 GTI, 205 automatique,
405 MI16, 309 Diesel.

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER
PEUGEOT

* en fonction des options choisies, sur présentation de cette annonce

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

مكاتب الأخبار

ix ans de l'Institut français relations internationales

Réunis en université d'été à Lorient

Les « transcourants » du PS envisagent la rédaction d'un « manifeste »

Démocratie 2 000, l'association animée par les « transcourants » du Parti socialiste, se réunit, samedi 22 juillet à Lorient (Morbihan), ville dont le maire, M. Jean-Yves Le Drian, est l'un de ses principaux animateurs. Cinq ministres, ainsi que de nombreuses personnalités — députés, maires ou directeurs de cabinets ministériels — ont participé à la quatrième université d'été de ce club.

LORIENT de notre envoyé spécial

Cette année, les feux de la rampe ne brillent pas sur Lorient : point de départ de la réunion des « transcourants », la réunion estival des « transcourants ». L'ambiance se veut plus celle d'une « réunion de travail » en petit comité, en attendant une manifestation plus importante prévue pour l'automne prochain. Mais, pour une « réunion de travail » convoquée il y a trois semaines seulement, ce fut un inattendu succès puisque plus de cent personnes ont fait le voyage, parmi lesquelles MM. Claude Evin, Michel Delebarre, Thierry de Beaugu, François Dublin notamment, qui n'étaient pas toujours invités mais sont venus de leur propre initiative.

Les thèmes retenus pour les débats étaient certainement trop vastes pour une seule journée, qui fut particulièrement riche en idées et en propositions, sans que celles-ci

soient suffisamment développées. La question : « une autre politique économique est-elle possible ? », qui ouvrait la matinée, a permis d'entendre des interventions mêlant pragmatisme gestionnaire et assemblage volontariste à gauche. Ainsi, pour M. Jean-Claude Hirlé, ancien chef de cabinet du ministre des PTT, « l'économie mixte à la française est menacée de disparition ». La mise en cause du rôle de l'Etat dans l'économie ne fait pas de doute pour le président de Démocratie 2000, M. Jean-Pierre Joyet. Cela ne l'a pas empêché de déclarer : « Nous pouvons être fiers d'être au service de la croissance », ni M. François Hollande, député de Corrèze, d'affirmer que « la planification a encore quelques vertus ».

La seconde question consistait à elle seule une vaste programme : « Comment peut-on changer la société française ? ». M. Alain Richard, en bon rocardien, a insisté sur la priorité que sont le savoir et la nécessité de changer le pouvoir au sein de l'entreprise. C'est sans doute M. Sébastien Royat, député des Deux-Sèvres, qui fut la plus précise. Selon elle, on peut changer la société, d'abord par la loi en luttant contre le « conservatisme du droit », ensuite par la hiérarchie des priorités, notamment en organisant « l'expression de ceux qui n'ont pas pignon sur rue », enfin, par la levée de certains tabous. Le changement de la fonction publique, réclamé par de nombreux fonctionnaires, constitue à ses yeux un faux problème. De même, l'impératif de rigueur invo-

qué par le gouvernement ne lui semble relever que d'une simple « vertu budgétaire ».

An d'ore et certain, cette journée fut un peu rousmante et beaucoup de banalités furent entendues, en particulier au sujet de l'Europe. Mais, malgré ces banalités qui étaient loin de faire l'unité au PS et même à Démocratie 2000, il y a encore quelques temps, tout ne relevait pas du consensus mou. L'avocat Jean-Pierre Mignard a ainsi mis en cause les institutions de la V^e République qui seraient, selon lui, en passe de l'origine de la dépolitisation et de l'affaiblissement des partis. De même, sur le pouvoir au sein de l'entreprise, le partage des richesses et la diffusion du savoir, les « transcourants » ne désirent pas de consensus et souhaitent « redonner du sel au débat politique ».

Liberté de recherche et de ton

Le déjeuner fit place à des discussions — souvent sur le ton de la plaisanterie — sur les chances de survie du courant majoritaire A-R ou sur l'avenir de la contribution de M. Laurent Fabius au congrès de Rennes en mars prochain. Les adhérents de Démocratie 2000 ne veulent pas d'un « sous-congrès préparé par des sous-courants ». C'est pour cette raison que la discussion de l'après-midi portant sur le rôle du parti était très attendue. La rénovation des structures partisans à gauche était en effet à l'ordre du jour.

Parmi les explications du malaise actuel du Parti socialiste contesté par M. Gérard Weil, chef de cabinet de M. Pierre Mauroy, M. Hollande a évoqué la personnalité de M. François Mitterrand « qui a involontairement étouffé le parti ». Les intervenants ont déploré la pauvreté des débats internes, la médiocratie des débats internes et la présidentialisation. M. Michel Delebarre, par exemple, a déclaré que « si le PS n'était pas l'inducteur du débat dans ce pays, d'autres s'en chargeraient, notamment la droite et les médias ». M. Mario-Noëlle Liemann, député de l'Essonne, s'est clairement prononcé pour plus d'initiatives militantes et pour des « primaires à l'américaine ».

A l'issue de cette journée, la question était de savoir quelle était l'utilité de ces débats et l'avenir de ces propositions. M. Liemann est fermement décidé à y aller de sa propre contribution pour la préparation du congrès. Quant aux animateurs de Démocratie 2000, ils ont l'intention de produire un « manifeste ». Mais celui-ci ne pourrait aboutir à une véritable motion, puisque la plupart des transcourants signeraient pour finir les textes de leurs courants respectifs. Démocratie 2000 n'est donc pas sur le point de créer un nouveau courant. Comme l'a dit M. Rocard dans un message adressé, samedi matin, aux participants de cette université d'été de Lorient, Démocratie 2000 reste un « laboratoire d'idées » caractérisé par « une liberté de recherche et de ton ».

P. M.-L.

A l'extrême droite

L'alliance de M. Le Pen avec les républicains-allemands ne fait pas l'unanimité au sein de son mouvement

Après cinq années d'incontestables succès politiques, M. Jean-Marie Le Pen vient-il de subir son premier véritable échec sur le terrain européen ? La question vaut au moins d'être posée, car à l'émergence du Front national aux élections européennes de 1984 (dix députés pour 11 % des suffrages exprimés) répond, en 1989, le laborieux constitution d'un petit groupe multinational au Parlement de Strasbourg.

Le président du mouvement d'extrême droite rappelle à la fois d'un scrutin qu'il a, certes, placé en troisième position au soir du 18 juin avec 11,73 %, mais qui est loin du triple objectif qu'il s'était fixé : réaliser entre 15 % et 20 % des voix en faisant mieux qu'à l'élection présidentielle, multiplier par deux le nombre des députés élus sous l'étiquette FN et doubler les effectifs du groupe sortant des Droites européennes, qui comptait seize représentants. Insuccès sur toute la ligne qui rendait beaucoup plus précaire la composition d'un groupe européen.

Après la consultation, les résultats de l'extrême droite européenne étaient les suivants : dix Français pour le Front national, six Allemands dits républicains, quatre néofascistes italiens du Mouvement social italien (MSI) et un Belge qui se déclare « non-Belge » et se veut avant tout « Flamand hatem pour l'indépendance de la Flandre ».

Très rapidement, une divergence est apparue entre les Allemands et les Français sur la question du Sud-Tyrol pour les uns, Haut-Adige pour les autres, bien qu'il s'agisse de la même région.

Ce petit bout de terres montagneuses se situe, en effet, par les

découpages territoriaux d'après-guerre, à l'extrême nord de l'Italie dans la région autonome du Trentin-Haut-Adige. Il est revendiqué par les amis de M. Franz Schönbauer, chef des républicains — allemands et lui-même ancien Waffen-SS. C'est l'insurrection de ses deux nationalités à propos de la même terre qui rendait impossible la collaboration à Strasbourg des néofascistes italiens et de leurs homologues allemands au sein du même groupe.

A plusieurs reprises, M. Le Pen a tenté de rapprocher les points de vue, concédant qu'un tel conflit terrait l'image européenne de l'extrême droite, en même temps que le profil de celui qui s'est fait son porte-parole international. Rien n'y a fait. Les Allemands ont accusé les Italiens de « persécution » des républicains allemands du Sud-Tyrol et les Italiens n'ont pas eu de mots assez durs pour reprocher leur vision « chauvine » aux Allemands.

Le président du Front national a donc été confronté à un problème de « cuisine » pour constituer son groupe multinational, car il faut au moins avoir trois nationalités dans un groupe à douze députés au minimum ou deux nationalités dans un groupe à dix-huit députés au minimum. En choisissant de s'allier aux Italiens du MSI — et le député flamand ne voulait pas en entendre parler, ayant pris fait et cause pour les républicains allemands — M. Le Pen aurait disposé de quatorze députés, mais de deux nationalités seulement. Il ne lui restait donc plus qu'à inviter son allié autrichien, le Front national a signé dans le même groupe que le MSI de 1984 à 1989 — pour former un groupe avec les nouveaux venus allemands et l'indépendantiste flamand, soit dix-sept députés issus de trois nationalités. Un chiffre supérieur d'une unité seulement au groupe sortant des droites européennes.

Le poing sur la table

Or ce choix « forcé » de M. Le Pen ne plait pas du tout à certains milieux de l'extrême droite française. Ainsi M. Jean Madiran, directeur politique et directeur de la rédaction du journal *Présent*, quotidien proche du Front national, laisse éclater son amertume dans l'édition du vendredi 21 juillet. « On ne se refait pas, écrit-il. Le poing sur la table, je n'ai jamais apprécié. Ces Allemands-là, je ne les aime décidément pas beaucoup (...). Cette Beusselle, ces blous, au lieu de venir se joindre à leurs anciens en leur prodiguant, comme il se doit, les marques extérieures de respect, ont prétendu exclure et chasser les Italiens, qui ne leur plaisaient pas, nos amis du MSI-Droite nationale ».

M. Madiran inclut le représentant belge du Vlaams Blok dans sa diatribe. Et il poursuit : « Les républicains ouest-allemands, que les grands médias internationaux représentent comme des « neo-nazis » de la plus abominable « extrême droite » se sont déclarés au contraire d'une virginité démocratique intrinsèque, qui ne peut supporter la présence d'Italiens qu'ils accusent d'être des « fascistes ». Un comble. Si un peuple a bien le droit de se déclarer fasciste, c'est le peuple italien. Le souvenir de Mussolini est pour lui quelque chose d'analogique à ce qui était en France le souvenir de Napoléon, même après le désastre de 1918 ».

M. Madiran assure les « disciples, fils spirituels et continuateurs du grand Almirante », responsable dédaigné du MSI, de son « respect », son « estime » et son « affection ».

OLIVIER BUFFAUD.

POINT DE VUE

Les courants ou le dessein

par Roland Castro, délégué à la rénovation des banlieues

E Parti socialiste s'efforce, à l'approche de son congrès, en multipliant les prises de position de ses leaders et la course à la signature de ses cadres et élus sur différentes contributions ; il fait mieux de s'efforcer à penser à la seule question du Bicentenaire : la civilisation urbaine.

Notre Révolution a fondé l'égalité en droits il y a deux cents ans. C'est, à plus tard, Jules Ferry a stabilisé l'égalité en droits en faisant des enseignants des fonctionnaires, ceux qui donneraient l'égalité des chances par l'école. Aujourd'hui, c'est à plus tard encore, les gens voudraient bien la voir et la vie, la fameuse égalité. Or ce qui est à vivre, à jouir et à voir — la ville — n'est pas le même selon que vous êtes pauvre ou riche.

Prenez donc la périphérie à Paris dans son long. Vous constaterez le raffinement de son traitement du côté du bois de Boulogne, l'intelligence de ses courures avec l'environnement, son affinement dans un bois. Tournez-vous vers la banlieue sud et vous la verrez souvent entourée, mais à ciel ouvert, à moitié respectueuse des courures riches ou moyens pauvres, selon votre optimisme ou votre pessimisme naturel. Arrivez donc dans l'est et le nord, vous le voyez s'étaler sans vergogne, profane toute la place, écarte les deux morceaux de la ville, celle du dedans et celle de la périphérie, déchirer avec acharnement toute communication entre les deux bords, pour enfin entrer, à nouveau respectueusement, dans les « quartiers nobles », vers la porte de Champerret. Boucle bien pédagogique que celle du périphérique, tracé exact de la réalité urbaine française, des banlieues visibles qui séparent, sans contrôle, les uns et les autres. Violence ou finesse, beauté ou laidure, chirurgie esthétique ou chirurgie à cicatrices profondes.

Pour vous élever encore un peu, plus, pointez-vous du côté de l'avenue de Neuilly. Vous trouverez un grand chantier qui va permettre la « réconciliation » des deux morceaux de Neuilly : étaient-ils vraiment fâchés ? Et assurez-vous, par contre, dans la plaine Saint-Denis, que l'autoroute A 1 n'est toujours pas couverte (ce ne fait jamais que vingt ans que la couverture est annoncée) ! Dionysienne, encore un effort !

Pendant ce temps-là encore, quelques citoyens à peine privilégiés, du côté de Rueil, dont le maire est Jacques Baumel, célèbre pour avoir voulu fermer sa commune aux Arabes, empêchent le bouclage de l'autoroute A 86, qui devrait desservir la ceinture du Grand Paris.

Et je vous passe ce qui est connu, soit les grandes ensembles, non seulement laide, non seulement dégradés, mais hors circuit, le plus souvent placés en bout de la chaîne urbaine.

J'en arrive aux scénarios, forcément en panne : merci Marguerite Duras. Pour terminer sur les innombrables scénarios en acte, tout du côté des droites et rien ou presque du côté du droit. En ayant « oublié » le listé à la Prévert des dysfonctionnements de notre démocratie : opacité administrative, cynisme des grandes organisations publiques du type SNCF ou RATP converties à la rentabilité et au libéralisme, offices d'HLM souvent archaïques, confondant les locataires avec des démunis. Vous bousculez la boucle en examinant la répartition de la taxe professionnelle entre communes riches et communes pauvres, rendent ces dernières inégalement plus pauvres et les autres plus riches. L'égalité est en droit, l'inégalité est visiblement en fait.

Maurras reprend du service

Les élections depuis un an l'ont dit : plus les villes sont pauvres, plus elles sont perdus, plus l'abandon est grande. Il y a des villes de Seine-Saint-Denis où, si l'on accumule les abstentionnistes, ceux qui votent Le Pen, les immigrés qui ne votent pas, on ne va recouvrer dans la rue que deux citoyens sur dix qui participent à la vie publique démocratique. Il en reste huit sur dix dont rien prouvant ne prouve que leur désir soit l'indifférence. Le concept de Maurras

sur le pays légal et le pays réel reprend du service.

Pourtant, de façon expérimentale, à Banlieues 89, nous avons obtenu des résultats : cent vingt-sept projets ont été faits qui ont participé du mouvement de « recivilisation ». Dans quatre-vingt villes Banlieues 89, une enquête a montré un taux de vote Le Pen de moins 4 points par rapport aux 14 points du premier tour de l'élection présidentielle. Partout où l'on effectue deux travaux — désenclavement et embellissement — il est prouvé que ça marche ; partout où des maires valorisent la présence des immigrés sur le territoire de leur commune, il est prouvé que ça marche ; partout où la recherche de l'innovation, du développement culturel, de la fête, de la solidarité concrète, est effectuée, il est prouvé que ça marche.

Mais ce qui demande beaucoup d'efforts de mener, camarades des courants A, B, C, D, E, F, G, H, C, D', c'est que cette politique doit se recentrer sur le municipal, sur le faire, sur le voir, sur la géographie, sur le territoire. Cette politique est l'essence de la politique. C'est de la politique du projet, ce sont de grands desseins qui se dessinent. C'est une politique qui parle d'art, c'est un état qui serait non seulement celui de la solidarité, mais aussi celui de l'émancipation et de l'embellissement.

Et qui mettrait le visible, le projet et la décision de faire au centre du discours. Signe !

Selon deux sondages

Baisse des cotes de confiance de M. Mitterrand et M. Rocard

Deux sondages réalisés dans la semaine qui a précédé le 14 juillet, c'est-à-dire en moment des polémiques entourant la célébration du bicentenaire de la Révolution, ont permis d'enregistrer une baisse sensible de la cote de confiance de M. Mitterrand et M. Rocard.

Selon l'IFOP, dans un sondage réalisé du 5 au 13 juillet et publié par le *Journal du Dimanche* du 23, M. Mitterrand perd trois points d'opinion favorables par rapport au mois de juin pour se retrouver à 43 % (et 37 % de mécontents contre 34). Dans le précédent sondage de l'IFOP la baisse du président de la République était due essentiellement à sa position au sujet de l'immigration. Cette fois-ci elle est surtout motivée par l'importance des dépenses occasionnées par le bicentenaire.

● CORSE : congrès du RUPC. — Le congrès de l'Union du peuple corse (UPC), qui a eu lieu samedi 22 et dimanche 23 juillet à Castelletto-di-Casella (Haute-Corse), était placé sous le signe de l'Europe, avec la présence de six députés du Parlement de Strasbourg, dont M. Antoine Waechter, et de nationalistes basques, irlandais, flamands et sardes. M. Max Siméoni, secrétaire général du RUPC et élu au Parlement européen sur la liste des

M. Michel Rocard enregistre une baisse de confiance de deux points (passant de 46 % à 44 % de satisfaits), alors que les mécontents s'accroissent de quatre points pour atteindre 33 %.

De même, selon le « baromètre » de l'Institut Louis-Harris réalisé les 8 et 9 juillet et publié dans l'*Express* du 21 juillet, l'action de M. Mitterrand est approuvée par 53 % des personnes interrogées, soit une baisse de sept points, et elle est désapprouvée par 28 %, en hausse de deux points.

M. Rocard, avec 50 %, perd huit points d'opinion favorables et il est désapprouvé par 30 %, en hausse de cinq points. Selon ce sondage l'essentiel des pertes se compte dans l'électorat de gauche.

Verts, a affirmé sa volonté de s'ouvrir sur une « Europe des peuples » face à « une Europe des Etats et aux menaces du marché unique de 1993 ». M. Waechter a regretté la décision de M. Siméoni de siéger dans un « groupe technique » plutôt que dans le groupe écologiste de Strasbourg, mais il a affirmé la volonté des Verts de poursuivre leur collaboration avec les nationalistes.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITY OF AMERICA specializes in management, international, association, and pedagogical science to the experience of a project personal/professional. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration

with an emphasis in international management A.C.E.S.P.

FILIERES D'ADMISSION

3^e CYCLE

Diplôme de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - JEP - Titulaires de maîtrise.

Programme de 12 à 16 mois, modulable en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE

Diplôme professionnel de 3 ans exigé après une formation supérieure équivalente au second cycle. Cours de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A.

Informations et sélections : European University of America 1725 rue de Chailot (sans nom), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie, Taïwan - Hong Kong, et aux USA : Phil.

Succès de l'exposition « Assemblée nationale 1789-1989 »

L'exposition, organisée au Palais-Bourbon pour célébrer le Bicentenaire de l'Assemblée nationale, demeurera ouverte gratuitement au public jusqu'au 15 août puis à partir du 2 septembre (tous les jours sauf le lundi de 11 heures à 21 heures). Celle-ci enregistre chaque jour environ quatre mille entrées.

Les visiteurs se rendent aussi en grand nombre au « kiosque » installé dans les locaux de l'Assemblée (entrée rue Aristide-Briand) et qui demeurera définitivement ouvert au public. De nombreux « clients » de ce kiosque sont des envoyés des cabinets d'avocats, de banques, et d'entreprises diverses s'inscrivant particulièrement aux travaux préparatoires des projets de loi, aux rapports d'information et d'enquête, qui viennent consulter et acheter les documents parlementaires.

A. P.

Société

Après l'incendie de la forêt landaise

Le prix des cendres

Le calme est revenu sur le front du feu. Les différents incendies qui ont ravagé les forêts françaises ont été, dans l'ensemble, maîtrisés. En Aquitaine, un important dispositif reste en état d'alerte mais l'incendie qui a détruit entre 3 700 et 5 000 hectares de pinède à Lacanau est circonscrit. Les abondantes pluies tombées dans la soirée de dimanche 23 juillet ont facilité la tâche des pompiers. En Midi-Pyrénées et en Languedoc-Roussillon, aucune reprise du feu n'a été signalée depuis la destruction, vendredi 21, de 1 600 hectares de broussailles dans le Lot, près de Figeac. Un pompier de Périgueux a été tué et un autre grièvement blessé dans un accident de la route, samedi 22, alors qu'ils se rendaient sur les lieux d'un incendie à Echourgnac. Dans le Var et les Alpes-Maritimes, les risques sont qualifiés d'« habituels » pour la saison, mais les pompiers restent prudents alors qu'un fort mistral est annoncé pour les prochains jours.

LACANAU
de notre envoyé spécial

Ce magasin vendait des vacances, de la crème à bronzer et des cartes postales, des beringes de lessive et des bouteilles de rosé. Il fleurait le sable chaud et l'essuie-tout à la finie achetée en maillet de bain. Ce n'est plus rien qu'un tas de cendre, un amas de poussière entre quatre murs léchés par les flammes avec des boîtes de conserves calcinées et un amoncellement de bouteilles éclatées. La superette du camping des Grignes, au Porge (Gironde), n'a pas survécu au feu qui a ravagé des milliers d'hectares de forêts depuis mardi 18 juillet entre les communes du Porge et de Lacanau, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Bordeaux. Dimanche 23, dans la soirée, un orage salvateur est venu arroser les cendres mais de nombreux pompiers restaient encore sur place afin de prévenir toute reprise.

Le plus grand incendie qu'ait connu la région depuis 1949 n'a fait aucune victime mais il a mobilisé 1 482 hommes (pompiers, soldats, gendarmes...) et une centaine de véhicules, obligé l'évacuation de villages, de campings et de colonies de vacances (6 000 personnes au total), et ruiné l'économie locale.

Un survol en hélicoptère donne une idée de l'étendue des dégâts. Certains secteurs ont été totalement dévastés : les troncs, où ce qu'il en reste, s'alignent comme de noirs squelettes, plantés au garde-à-vous dans la cendre. Des camions de pompiers sillonnent encore cette immensité noire, chassant le plus infime signe de reprise du feu, attirés par un vent toujours capricieux dans ces régions côtières. Plus loin, vingt-six bulldozers, au nord et au sud de la zone sinistrée, arrachent, déblayaient et remblaient pour tracer deux bandes d'une cinquantaine de mètres de large, vierges de toute végétation. En cas de reprise, désormais bien improbable, le feu serait ainsi stoppé par ces barrages improvisés.

Communes sinistrées

« On peut considérer que l'incendie est circonscrit », Mme Françoise Verdier, sous-préfète de Lescarpe, s'autorise une gorgée de jus d'orange. Depuis les premières heures de cet incendie, elle n'a pratiquement pas quitté le front de la guerre du feu. Pompiers et militaires ont fini par s'accommoder de ce petit bout de femme énergique, parfois peu soucieuse de protocole, qui a dirigé les opérations sur le terrain.



Après six jours de combat, elle s'emploie à relativiser l'importance du sinistre : « Il faut ramener les choses à leur juste proportion. C'est grave et spectaculaire, d'accord. Mais nous n'avons à déplorer aucune victime. Quant à la forêt, sur le plan local c'est une catastrophe, mais ne parlons pas de patrimoine endommagé : cela ne représente que 1 % de la surface exploitable du bois destiné à la coupe et à la vente du département et 0,3 % de l'ensemble du massif landais ».

A l'heure des bilans, les chiffres concernant la superficie de la pinède ravagée varient de 3 700 (préfète) à 5 000 hectares (selon l'Office national des forêts). Une certitude : il faudra plusieurs dizaines d'années avant que la forêt ne retrouve son aspect normal. D'importants moyens devront être mis en action pour l'y aider : nettoyage des zones brûlées, plantations de nouveaux arbres (coût : entre 5 000 F et 10 000 F par hectare).

Au-delà de ces conséquences écologiques, les premières victimes de cet incendie sont les communes de Lacanau et du Porge. Une douzaine

de kilomètres les séparent mais, sur fond de querelles de clochers, la catastrophe n'est pas vécue de la même façon. Lacanau, deux mille deux cent-vingt-deux habitants l'hiver, une centaine de milliers l'été. Des Allemands, des Néerlandais, des Anglais et quelques Français. La commune a choisi l'option « tout tourisme ». M. Pierre Arnaud-Lanjean, le maire du village, a gardé l'accent rocailleux des gens du cru, mais il parle volontiers « rentabilité » et « publicité » : « Le bilan ? 1 000 hectares de forêts ont brûlé chez nous, nous avons dû évacuer deux campings. Toutes ces personnes ont été logées et nourries par la commune. La saison est gâchée. Mais surtout, en accordant sans doute trop d'importance à cet incendie, les médias nous ont desservi. En RFA, ou au Porge, dans nos villages, on a vu une bonne image de marque. Les comptes ? C'est secondaire ! ».

Au Porge, en revanche, les comptes ne sont jamais secondaires. Un son est un son. Et Lacanau-Touristique semble bien loin. Le Porge ? « Balzac en aurait fait un

roman », dit-on à Lacanau. Onze cents habitants l'hiver, trois fois plus l'été, une église, une gendarmerie et un garde champêtre. Mais ici, on ne sont pas les marchands de glace qui ont fait fortune. Cette terre appartient aux propriétaires forestiers qui vivent du commerce du bois.

An total, ils sont près de trois cent cinquante, plus ou moins riches, dont les ancêtres se sont bien souvent installés sur ces terres il y a plusieurs siècles, alors qu'elles n'étaient que marécages insalubres. Ces hommes-là sont des « gaillards », volontiers conservateurs, que l'on reconnaît à leurs mains jaunies par le travail du bois. Ils préfèrent l'action aux discours, se méfient des politiciens et des employés de l'Office national des forêts, rivaux de la chasse aux canards ou à la palombe. Certains ont violemment critiqué l'action des pompiers (voir encadré). « Ils sentent la sève de pin », note le maire (PS), M. Claude Jaumoulié, soixante-trois ans, élu en mars dernier.

L'heure est grave pour ce village en proie à un conflit de génération, divisé entre « pro » et « anti » tourisme. Le camping, qui rapporte 1 million de francs par an à la municipalité, devra être en partie reconstruit (un tiers a brûlé). « Dès le mois d'août, nous serons complets. La ville va profiter de cette catastrophe pour se développer », assure le maire, qui dit avoir déjà demandé l'aide du département, de la région et de l'Etat. Le budget municipal (10 millions de francs) ne lui permet pas non plus d'assumer seul les conséquences de la destruction d'une partie de la forêt exploitée par la commune, considérée il y a une vingtaine d'années comme la plus riche de France. Ses habitants ne payaient pas d'impôts !

La ruine des forestiers

Pour certains forestiers, la situation est encore plus dramatique. Une centaine d'entre eux ont vu une partie de leurs arbres partir en fumée. Rares étaient ceux qui avaient souscrit des assurances : « Pourquoi assurer des produits qui n'arrivent à maturité que vers l'âge de cinquante ans ? Cela coûterait trop cher », M. Roland Moreau, soixante-trois ans, en est dans cette famille forestière de père en fils depuis trois cents ans. « Je suis ruiné. Si tout va bien, on arrivera à vendre le bois pourri à 30 % de sa valeur ».

Une réunion exceptionnelle du conseil général de la région Aquitaine devait avoir lieu dans la mati-

née du lundi 24 juillet, afin d'organiser l'aide aux sinistrés. Des mesures destinées à prévenir des feux d'une telle envergure devaient également être évoquées. Car les autorités ont bien conscience d'avoir fôlé la catastrophe : l'agglomération bordelaise n'était pas loin, et bien des villes isolées ont été miraculeusement épargnées.

« On ne pensait pas être confronté à notre époque à un phénomène d'une telle ampleur », avoue aujourd'hui le maire de Lacanau en évoquant le souvenir de la « grande brûle » d'août 1949 qui, à quelques kilomètres de là, avait fait quatre-vingt-quatre victimes et détruit 130 000 hectares : « A l'époque, ils n'avaient que des charrettes tirées par des mulets, et les pompiers étaient avec des jerricans de flotte accrochés au dos ».

Depuis cet incendie, une force d'intervention rapide se tient en permanence sur le pied de guerre, capable d'agir à la moindre alerte donnée par des gendarmes qui surveillent la forêt du haut de leur mirador. Leur tâche est facilitée par la propriété des sous-bois, parcourus de chemins

Controverse et contre-feu

Une polémique oppose certains propriétaires forestiers aux pompiers qui ont fini par maîtriser l'incendie de Lacanau. Les sylviculteurs, dont certains ont perdu plusieurs centaines d'hectares de pinède dans les flammes, reprochent aux pompiers de ne pas avoir eu recours à la technique ancestrale du « contre-feu » dès les premières minutes de l'incendie, mardi 18 juillet.

Lorsqu'un incendie devient très violent, le feu génère son propre vent, parfois si puissant qu'il peut aller à l'encontre du vent réel. On allume alors un nouveau feu en avant de l'incendie. Ce foyer se développe dans le sens du vent réel et vient buter sur le premier front qui, bien souvent, s'arrête puisque tout a été brûlé devant lui. Les bûcherons de la région utilisent fréquemment cette technique. Dans un premier temps, les pompiers l'ont jugée trop risquée avant d'y avoir recours à plusieurs reprises. Trop tard, selon certains propriétaires.

et de routes accessibles aux camions. En 1988, les pompiers sont intervenus 1 500 fois, et la superficie des incendies a été en moyenne de 0,4 hectare. « Cette fois, l'ampleur du sinistre a dépassé notre capacité d'intervention », explique M^{me} Françoise Verdier, qui reconnaît avoir manqué de secours immédiats et qui a dû faire appel à l'armée, à la gendarmerie et à des pompiers du Sud-Est, de Paris et de la région Rhône-Alpes. Le vent tourbillonnant et la sécheresse - il n'avait pas plu depuis six mois - ont favorisé la progression d'un feu vraisemblablement d'origine criminelle.

Dimanche, devant la minuscule mairie du Porge, le défilé des vacanciers venant déclarer leurs vacances avait cessé. Sur une liste rédigée avec application, une jeune Parisienne avait inscrit : une caravane, un auvent, un bateau pneumatique, deux vélos... Elle avait dû quitter le camping précipitamment, avec son fils et ses chiens, alors qu'elle s'apprêtait à payer une bouteille de cidre à la caisse de la superette. « Ne soyez pas ridicules ! On a le temps », lui avait lancé la vendeuse.

PHILIPPE BROUSSARD.

Irremplaçables Canadair...

Les mécaniciens au sol de la base de Canadair de Marignane (Bouches-du-Rhône) ont décidé, samedi 22 juillet, de suspendre leur mouvement de grève jusqu'au 11 août en raison de la gravité des incendies de forêts. Ils avaient commencé leur action vendredi afin d'obtenir des renforts d'effectifs et un statut de technicien au sol de l'aviation civile.

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Depuis plusieurs années, le problème du renouvellement de la flotte des avions bombardiers d'eau de la base de Marignane nourrit les discussions quand ce n'est pas les polémiques. Si certaines décisions ont déjà été prises ou se sont dessinées, d'autres tardent ou en restent aux prémices... Le débat, en fait, ne se limite pas seulement au remplacement, mais plus judicieusement, d'appareils vieillissants. Il concerne, plus généralement, la gestion de l'ensemble des moyens aériens de la Sécurité civile dans le domaine de la lutte contre les feux de forêt. Or, de ce point de vue, le gouvernement a clairement opté, ces dernières années, en faveur de la prévention et de l'anticipation, ce qui a orienté certains de ses choix, notamment celui concernant l'emploi des hélicoptères bombardiers d'eau.

Cette stratégie n'est-elle pas, en cet été de grands périls, en train de démontrer ses limites ? Quelle doit être la place des moyens lourds et, en particulier, des avions amphibies, dans la panoplie des différents aéronauts ? Autant de questions auxquelles il n'est pas aisé de répondre - et encore moins de façon définitive - face à un

Moloch, le feu, qui se joue souvent des théories.

La flotte actuelle des bombardiers d'eau de la base de Marignane est de vingt-sept appareils : onze Canadair, douze Tracker, deux DC-6 et deux Fokker-27. Depuis 1987 ces moyens ont été distribués, en partie, pendant la campagne estivale, sur des bases de détachement du Sud-Est, à Carcassonne, Mâcon, Hyères, Nice, Bastia (qui disparaît, chaque, de deux Tracker) et Ajaccio (où sont, normalement, stationnés trois Canadair). L'ensemble de ces avions est de conception américaine.

Les Canadair, d'une capacité de 5 300 litres, sont les seuls appareils amphibies de lutte anti-incendie en service dans le monde. Ils ont entre quinze et vingt ans d'âge avec, en moyenne, 6 000 heures de vol et de 10 000 à 12 000 largages à leur actif. Les DC-6 (12 000 litres), d'anciens avions de ligne transformés en bombardiers d'eau à la fin des années 70, sont encore plus vénérables puisqu'ils ont commencé à voler en 1946. Les deux seuls survivants actuels de la base accusent 33 000 heures de vol. Les Tracker (3 500 litres) sont, par ailleurs, d'anciens avions embarqués de la marine américaine dans les années 60, et les Fokker-27 (6 300 litres), testés depuis deux ans, ont également, derrière eux, une carrière d'avions de ligne.

« Le problème, explique le capitaine de vaisseau François Lavaine, commandant de la base d'avions de Marignane, est de renouveler cette flotte à un rythme économiquement viable. Il est peu de la même façon partout dans le monde, et notamment aux Etats-Unis et au Canada où on emploie les mêmes avions qu'en France ».

La première décision prise a été de programmer la remotorisation des Tracker en remplaçant leur moteur à pistons par un moteur à turbine. Au rythme de deux appareils par an, cette modernisation sera achevée en 1994 (trois appareils ont été ou vont être livrés d'ici la fin juillet). Quant aux deux DC-6, ils accomplissent en principe leur dernière campagne et ont été remplacés d'ici à 1990 ou 1991 par quatre Fokker-27.

Situation critique

Cette dernière solution est loin d'être accueillie favorablement par les « pompiers du ciel » qui, en majorité, s'insurgent contre la disparition du seul « gros porteur » de la flotte. Le problème est qu'il n'existe pas, sur le marché, d'appareils de ce type, sinon, à l'état de projet, l'avion de transport américain Hercules C-130, qui, après transformation, pourrait emporter 14 000 litres d'eau. Les Fokker-27, c'est évident, ne sauraient rendre les mêmes services que les DC-6, même si l'administration de la Sécurité civile soutient - contre l'opinion des pilotes - qu'ils ont une efficacité de large supérieure à celle de leurs devanciers. « Il n'y avait pas d'autres solutions, estime le commandant Lavaine, pour assurer la continuité des DC-6 à l'échéance envisagée ». A tout prendre, pourtant, les pilotes de la base auraient préféré qu'on renforce, plutôt, la flotte des Canadair. « Avec onze appareils, affirme l'un de leurs représentants, on est dans une situation critique ».

Vendredi 21 juillet, cent d'entre eux étaient engagés sur le feu de Lacanau, dans les Landes, et quatre, seulement, étaient disponibles

sur la base de Marignane (un cinquième étant immobilisé par une panne). « Si, affirme ce même pilote, un seul feu de forêt s'était déclaré dans le Sud-Est avec 20 nuages de vent et des rotations toutes les vingt minutes, on ne s'en serait certainement pas rendu maître ».

Or, en ce qui concerne les Canadair, on est toujours dans le flou... Il n'est pas question, au demeurant, d'en augmenter le nombre mais, en principe, de renouveler la flotte actuelle par l'achat d'appareils neufs turbo-propulsés (C-125 T). Au coût de 70 millions de francs l'unité, l'investissement est extrêmement lourd et justifie des négociations serrées avec le gouvernement canadien. Pour les pilotes, le temps presse et ils se contentent volontiers d'une simple remotorisation - également possible - même s'il ne s'agit pas d'une véritable solution d'avenir. A leur avis, ces appareils, eux aussi mythiques d'une silhouette si rustique qu'on les a dit « taillés à la serpe par les bûcherons canadiens » et qui se pilotent « avec les fesses », sont irremplaçables... « Aucun, disent-ils, n'est aussi manœuvrant ni aussi efficace ». Ils déplorent « de ne pas avoir été entendus » et se disent, aujourd'hui « réellement inquiets », en estimant avoir eu, jusqu'ici, « beaucoup de chance ».

Sans doute plaident-ils pour leur chapelle (la controverse n'est pas nouvelle). Sans doute, aussi, aucun moyen n'est « décisif en soi », comme le rappelle le commandant Lavaine. Mais les menaces supplémentaires qui pèsent cette année sur les départements du Sud-Ouest - et particulièrement sur l'Aquitaine, où, depuis 1949, on croyait les grands feux conjurés - devraient pousser le gouvernement à mieux définir ses choix et à accélérer ses décisions.

GUY PORTE.

EN BREF

• Pas d'eau courante dans la banlieue de Londres. - Cent dix mille foyers des communes de Lewisham et Bromley dans la banlieue sud-est de Londres) sont privés d'eau courante. La baisse importante du niveau de l'eau dans les réservoirs consécutifs à la sécheresse qui persiste en Grande-Bretagne a, en effet, obligé la Thames Water Authority à prendre cette décision le 19 juillet. Depuis lors, la population est ravitaillée en eau - qu'il est recommandé de faire bouillir - par des citernes.

L'eau courante devait être rétablie le 24 juillet dans la matinée. Dans le reste du pays, la population est prise de restreindre au maximum la consommation d'eau. - (AFP).

• Quatorze mille cinq cents personnes évacuées au Canada. - Les incendies de forêts qui font rage depuis plusieurs jours dans les provinces canadiennes du Manitoba, du Saskatchewan et de l'Ontario, ont obligé à évacuer quatorze mille cinq cents personnes. - (AP).

(Publicité)

Université Robert-Schuman STRASBOURG

MAGISTÈRE COMMUNICATION

Inscription jusqu'au 7 août

Concours ouvert aux titulaires d'un DEUG ou équivalent

CUEJ

10, rue Schiller, 67083 STRASBOURG

Tél. : 88-36-30-32

مكاتب الأخبار

Société

Dans les plaines du Gard

La guerre de l'eau a commencé

NIMES de notre envoyé spécial

Monsieur le maire, je vous prie de bien vouloir me remettre, dans la semaine, le dossier de la réserve communale de l'Ardeche. Sinon, mes 10 hectares de vignes et de champs sont perdus ; et, pour moi, c'est la catastrophe.

Tout n'est pas si simple d'enfer, à côté du puits, au fond duquel il n'y a plus que la boue. Jean-Michel Guibal, un cultivateur de trente ans, brasse les feuilles parcheminées de maïs. Le thermomètre marque 30 degrés à l'ombre et un vent saharrien soulève la poussière. Ici, dans cette riche plaine agricole de la Garonne, à 20 kilomètres au nord-ouest de Nîmes, il n'est pas tombé une goutte de pluie depuis des mois.

D'ordinaire, la chaleur et la sécheresse ne font pas peur. Depuis longtemps, les paysans se sont organisés pour les combatter et même pour les tirer parti. Les racines de leurs vignes à gros rouge plongent profond dans le sous-sol et vont chercher l'humidité des nappes phréatiques. Les bêtes durs non plus ne craignent pas le soleil. Cette année, grâce à un hiver sec, ils ont atteint des rendements records. Mais les cultures qui rapportent vraiment, ce sont les melons, les asperges, les fraises et, surtout, les plantes à semence, qui sont devenues une spécialité de la région. Alors, depuis quinze ans, pour leur assurer les millions de litres d'eau nécessaires, on a strié le Gardon de trois micro-barrages, on a foré les puits au milieu des exploitations et chacun a acheté des lances et des tuyaux.

Mais, cette année, cet arsenal est bon à mettre à la ferraille. Les pompes, qui n'aspirent plus que du sable dans les sables souterrains, griffent les unes après les autres. Restent les étendues d'eau vertes, qui chauffent sous la canicule, derrière les petits barrages du Gardon. Mais ces étangs artificiels sont réservés à l'alimentation en eau des villages. Les uns après les autres, les forages commencent à s'épuiser en effet. Autour de ces dernières réserves, les convoitises s'exaspèrent.

« Ils vont me faire la révolution »

M. Jean-Louis Pelliquier, le maire de Saint-Genès, qui vient d'être interpellé par le jeune agriculteur, lève les bras au ciel. Lui-même est exploitant et, de surcroît, président du Syndicat des irrigants. Il est au cœur du conflit qui est en train de naître. Comme d'habitude, il doit l'avis potable à ses administrés : comme responsable de l'irrigation, il ne peut sacrifier les intérêts de ses syndiqués. « Réunion ce soir à la mairie, répond-il, il va falloir répartir la pénurie. Arrêtons à tour de rôle. »

En aparté, M. le président confie son scepticisme. « Nous avons déjà essayé ce système l'an dernier, dit-il, mais il y a des tricheurs. Certains continuent à puiser, même quand ce n'est pas leur tour ; d'autres achètent des tuyaux pour couvrir toute leur propriété et consomment trois fois plus que prévu. C'est la pagaille. »

Comme maire, M. Pelliquier ne se fait pas moins de soucis. On sait qu'en fin de ses administrés ont

pris des habitudes de luxe. Les maisons du village consomment en moyenne 220 000 litres d'eau par an, mais les villas, avec leurs piscines et leurs pelouses, en dévorent 400 000 litres. Comment les inciter à se restreindre ? Pour soulager le budget communal, M. Pelliquier, élu maire en mars dernier, a supprimé le bulletin de liaison. Pour faire appel au civisme de ses administrés, les dissuader de laver leurs voitures, leur recommander d'arroser la nuit et au goutte à goutte, M. le maire en sera réduit à faire passer des communiqués dans la presse.

Ses voisins des communes limitrophes ne sont pas mieux lotis. A Sauzet, le puits est à sec et les employés communaux ont installé une motopompe sur les bords du Gardon. Mais la rivière ne coule plus et ses eaux sont une bouillie de culture. A Sauzet, on a fait battre le tambour pour l'annoncer et, depuis dix jours, les habitants ne boivent plus que de l'eau minérale. « Et quand le Gardon lui-même sera à sec ? », se demande l'adjoint chargé de ce problème. Car, ici, on n'attend guère les pluies avant la mi-septembre.

A Saint-Genès, c'est encore pire. Il n'y a plus que quatre-vingts centimètres d'eau au fond du puits municipal et la pression n'est pas suffisante pour alimenter les quartiers hauts. Chaque jour, un camion-citerne va y distribuer quelques jerricans. « Jusqu'à présent, mes administrés ont pris leur mal en patience, dit le maire, mais si ça doit durer plusieurs semaines ils vont me faire la révolution. »

Déjà, autour des rares points d'eau qui restent encore, les pompiers commencent avec leurs engins, les cultivateurs avec leurs leurs et les vacanciers qui ramassent à l'épave les dernières écrivasses, se trouvent parfois nez à nez. On se regarde sans aménité. « Si le préfet n'intervient pas, annonce le maire de Saint-Genès, d'ici peu ça va commencer. » Dans la plaine de la Garonne, la guerre de l'eau a déjà commencé.

MARC AMBROISE-RENDU.

Manifestation contre un barrage dans les Cévennes

Les gens de la montagne contre la muraille de béton

SAINT-JEAN-DU-GARD de notre envoyé spécial

Accroché à un fil tendu d'une montagne à l'autre, un « non » gigantesque barre la pittoresque vallée du Gardon. A quelques kilomètres au nord de Saint-Jean-du-Gard, au lieu-dit La Borie. Ces trois lettres sont constituées de milliers de messages envoyés par ceux qui refusent qu'un barrage, haut de 46 mètres soit définitivement, et sur 8 kilomètres, ce site magnifique (Le Monde du 3 mai).

Ce fil de refus, ce contre-barrage, a été dressé, dimanche 23 juillet, en présence de plus d'un millier de manifestants, à l'appel d'un collectif de protection des vallées cévennoises. Ils avaient marché bravement sous le soleil et sous la pluie, sur plusieurs kilomètres, pour atteindre le lieu précis où doit être dressée la muraille de béton. C'était

une « manifestation » imaginative, ludique et bon enfant, qui ramenait les vieux « briscards » de l'écologie dix ans en arrière. Sur la route, s'élevaient des slogans, calembours comme « Faites-vous Lamoignon, pas le barrage », faisant allusion au fait que M. Philippe Lamour, fondateur et animateur de la Compagnie du Bas-Rhône-Languedoc, est l'un des plus chauds partisans de l'ouvrage. En se souvenant du Larzac, quelques Occitans criaient : « Gardarem lou Gardon. »

L'affaire de La Borie n'avait guère dépassé, jusqu'ici, les limites du département. Il s'agit d'écrire les crues, parfois catastrophiques, du Gardon (treize-cinq morts en 1956), et d'assurer en été un minimum de débit pour que les cultivateurs de la plaine puissent irriguer. Le projet, déjà vieux de dix ans, a été monté par la Compagnie d'aménagement du Bas-Rhône, qui

s'échoue, depuis des décennies, à sortir le Languedoc de la monoculture viticole et de ses crises. Des financements d'origines multiples ont été réunis et le conseil général du Gard a donné son aval au barrage, à quelques voix de majorité.

Mais on avait oublié les gens de la montagne, protestants pour la plupart, et d'autant plus attachés à leurs vallées qu'elles furent, il y a trois siècles, le refuge de leurs ancêtres, les camisards, persécutés par les dragons du roi. Dimanche, sur les bords du Gardon, on a écouté gravement la Cévenole, l'hymne des résistants de la foi. Pour beaucoup, le barrage est la dernière dragonnade technologique.

Une solution de bon sens

Or, ce conflit entre la plaine et les hautes terres, entre l'économie et l'écologie, entre les gros sous et la sensibilité religieuse, n'est peut-être qu'une bataille pour rien. On s'est aperçu, il y a peu, et bien tardivement, qu'il y avait une alternative : pomper l'eau précieuse dans le canal du Bas-Rhône, construit pour cela, et l'amener par des conduites souterraines là où les agriculteurs le souhaitent. Mieux que le barrage, les tuyaux assureraient l'approvisionnement des villages et des champs, quelle que soit la pluviosité de l'année. Cela coûterait-il vraiment plus cher ? Sûrement pas, si on consentait enfin à mettre dans la balance la destruction d'un site naturel, comme il en reste peu.

C'est pour cette solution de bon sens qu'on plaide les élus locaux, comme MM. Lucien Affort, le maire nouvellement élu de Saint-Jean-du-Gard ; Michel Monod, conseiller général de la Lozère (le réservoir de La Borie s'étendrait en grande partie sur ce département), et Antoine Weechter, député au Parlement européen, depuis un appel au conseil général du Gard pour que celui-ci réétudie sérieusement le dossier.

Dans la foule, circulait un livre sorti ces jours-ci et intitulé *Sauver La Borie et la vallée des camisards*. Ce n'est pas seulement un condensé de l'affaire, mais aussi une lettre ouverte au premier ministre. M. Michel Rocard ne manque pas de raisons de s'intéresser à une affaire qui n'est plus uniquement gardon-gardoise. Il est de famille protestante, il a des attaches dans le pays, il veut développer une politique de protection de l'environnement et il souhaite dénouer le conflit en trouvant des alternatives.

A la fin de la journée de manifestation, plusieurs délégations d'écologistes, qui, sur la Loire, le Tarn, la Garonne, le Lot et la Drôme vivent des conflits similaires à celui du Gardon, ont créé un « collectif national anti-barrage ». Comme l'a dit M. Weechter : « Il devient urgent que la France défende une nouvelle politique de l'eau qui, sans léser les intérêts économiques, garantisse la sauvegarde du patrimoine naturel. »

M. A.-R.

DROITS DE L'HOMME

Des jeunes de quatre-vingts pays tentent de rédiger la déclaration universelle du troisième millénaire

STRASBOURG de notre envoyé spécial

Plus de quatre cents jeunes originaires de quatre-vingts pays viennent de rédiger à Strasbourg une troisième déclaration des droits de l'homme. L'issue d'une convention extraordinaire de la jeunesse, qui s'est achevée dimanche 23 juillet. Celle-ci était organisée à Strasbourg par l'Association pour la déclaration du 26 août 1989 (AD 89), créée en 1985 par un triumvirat d'étudiants parisiens : Jean-Michel Blanquer, Richard Senghor, petit-neveu de l'ancien président sénégalais, et François Baroin, fils de Michel Baroin, premier président de la Mission du Bicentenaire et décédé en février 1987.

L'idée est simple. Pour eux la Déclaration universelle de 1948 a vécu, il est devenu nécessaire d'en rédiger une autre qui prenne en considération les interrogations actuelles. Trente thèmes (droit des femmes, des enfants, culture et éducation, droit pénal, informatique, information et communication, génétique et sciences de la vie, environnement, espace, développement, droits des minorités, travail et protection sociale, paix) avaient été retenus pour être discutés par des petits groupes, qui ont ensuite rédigé les articles proposés au vote lors de séances plénières dans l'hémicycle du Parlement européen.

« Les gens sont très motivés et très dynamiques », souligne François Baroin. Certains ont même fait des kilomètres à pied pour venir jusqu'ici. « Mais ce qui est extraordinaire, poursuit-il, c'est la présence de quatre-vingts nationalités. »

Ce qui ne va pas sans heurts au cours de séances de vote. La convention a reproduit en réduction

les conflits de la planète. Tibétains contre Chinois, camarades des bonhommes contre partisans de la perestroïka, ou Chypriotes grecs contre Turcs. Ces échauffés éphémères ont moins influencé les votes que les fossés entre civilisations. La convention n'a pas connu de débat plus passionnel que celui sur le droit des femmes, où il a fallu jouer du vocabulaire pour qu'un article soit adopté en dépit d'une opposition musulmane très présente : « Les femmes auront la libre disposition de leur corps », mais « en accord avec leurs convictions ».

En revanche, l'article 3 n'existera pas, qui stipulait clairement le droit à l'avortement gratuit. Il a fait l'objet d'un vote très conflictuel, alors que l'euthanasie, reconnue implicitement, a été acceptée sans difficulté.

La déclaration du troisième millénaire est, aux yeux de nombreux défenseurs des pays de l'Est ou en voie de développement, trop marquée par son origine. « C'est bon pour les Occidentaux », a déploré un Africain. « Il faudrait d'abord appliquer la première déclaration chez nous », explique un Hongrois de la Fédération des jeunes démocrates

(FIDESZ). Un Polonais de la NZS, composant d'étudiants de Solidarité, estime n'avoir « été invité que pour le show ». Des délégués de Hongrie, de Pologne, de Bulgarie, d'URSS et de Chine ont donc publié samedi 22 juillet un manifeste commun qui réaffirme les grands principes de 1789, mais en ajoute un autre : le respect de « l'indépendance de nos Etats ».

AD 89 ne dévoilera pas la version définitive de sa déclaration avant le 26 août. Il lui reste un mois pour parachever un texte qui devra être aussi limpide que celui de 1789.

CÉCILE LE COZ.

POINT DE VUE

Quarante mille enfants par jour

par Patrick Aeberhard

président de Médecins du monde

A Gorée, au Sénégal, à l'Initiative de Médecins du monde, cinquante-quatre enfants du monde entier sont actuellement réunis pour commenter et améliorer le projet de convention des droits de l'enfant qui sera soumis au vote des Nations unies en novembre 1989. Quarante d'entre eux, à bord d'un voilier, le *Message de Nantes*, rallieront New-York pour soumettre leurs propositions au secrétaire général de l'organisation, le 26 août. Au moment où l'on célèbre le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme et où l'on assiste à une certaine évolution de la situation politique de bien des pays, la condition faite aux enfants ne s'améliore nulle part, s'aggrave presque partout.

Même en Europe, région du monde où l'on pourrait penser que les conditions seraient douces, le

statut des enfants reste fragile : abandons, abus sexuels, mauvais traitements, travail au noir. Dans le tiers-monde, 200 millions d'enfants travaillent dans des conditions inhumaines : 30 millions d'entre eux, abandonnés, sont livrés à la rue, et, que ce soit à la suite de guerres, de famines ou de simple manque alimentaire ou de santé, 15 millions d'enfants meurent chaque année. C'est-à-dire quarante mille enfants par jour.

Tandis que demeurent en sursoi, ou marqués à jamais, les enfants mutilés des guerres du Liban ou du Mozambique, les enfants réfugiés qui grandissent derrière les barbelés du Proche-Orient ou du Sud-Est asiatique, les enfants condamnés à devenir des citoyens de seconde zone en Afrique du Sud, les enfants travaillant dans les mines du Bihar en Inde, les enfants vendus, prostitués de Thaïlande, des Philippines et de tous les pays où le tourisme est roi.

Nous qui sommes appelés Médecins du monde, citoyens du pays des droits de l'homme, nous nous devons d'aider à ce que soit réinventée la solidarité et l'entraide.

Les enfants qui débarqueront à New-York le 26 août se voudront les ambassadeurs de tous les enfants exclus du monde, auprès de l'Assemblée générale des Nations unies, dont la convention sur les droits de l'enfant s'inscrit dans la législation des pays qui l'auront votée. Cette convention portera sur des sujets aussi fondamentaux que la faim, le travail, la drogue, la prostitution, la guerre, les réfugiés, les brutalités, les bidonvilles, l'abandon, l'éducation, le droit aux soins.

Au moment où la Cour suprême des Etats-Unis d'Amérique autorise l'exécution des mineurs condamnés à mort, il n'est pas de plus grande urgence que d'enlever la peine des enfants et de lui donner, si faire se peut, force de loi.

AÉRONAUTIQUE

Il y a quatre-vingts ans

Blériot, ce merveilleux fou volant...

Le 25 juillet 1909, à 5 h 13, l'Angleterre cessait d'être une île. A bord d'un monoplane de sa fabrication, l'aviateur français Louis Blériot achevait de survoler avec succès les quelques quarante kilomètres de mer qui séparent Calais de Douvres. Cette première eut à l'époque un impact considérable, comparable à l'émotion suscitée, par l'atterrissage d'Apollon XI, soixante ans plus tard.

La traversée de la Manche par les airs ? Une folie ! Un journal britannique, le *Daily Mail*, a pu lancer le défi et offrir une somme de 25 000 francs-or à l'insensé qui parviendrait à réaliser ce qu'il convient alors d'appeler l'impossible. Apparemment, le quotidien ne prend pas beaucoup de risques : en ce début de siècle, les aéroplanes, dotés de moteurs capricieux, possèdent une fiabilité très relative, et leurs pilotes, prudents, s'éloignent rarement de leur terrain. De là à se hasarder au-dessus de la mer !

Deux Français relèvent le gant, à commencer par Hubert Latham, un concurrent sérieux : le 6 juin 1909, il a remporté le prix Gignou en parcourant cinq kilomètres en ligne droite, en pleine campagne. De son côté, Louis Blériot n'est pas non plus un inconnu : le 31 octobre 1908, il a établi le premier record du monde de distance en circuit

fermé, sur 30 kilomètres. Originaire de Cambrai, ce passionné d'aviation, constructeur de plusieurs prototypes, y a déjà englouti sa fortune acquise dans l'industrie automobile. Il n'en persévère pas moins.

Cependant, c'est Latham qui prend les devants : le 18 juillet 1909, il décolle de Sangatte, près de Calais, aux commandes de sa frêle Antoinette, avant de piquer sur Douvres qu'il n'atteindra pas. A une dizaine de miles des côtes françaises, une défaillance de son moteur le contraint à l'amerissage.

La nouvelle de cet échec trouve un Blériot mal en point, à Paris, où il soigne une cheville cruellement brûlée le 18 juillet précédent, à Douai, au cours d'un meeting aérien. S'il souffre de sa blessure, la mésaventure de Latham heureusement sain et sauf lui met tout de même du baume au cœur : elle lui laisse le champ libre. Toutefois, après un voyage pénible, son installation à Calais n'a rien de glorieux. Les traits croulés par la douleur, il doit s'allonger, à peine arrivé à l'hôtel dont le nom sonne comme un funeste présage : *Tennison*. Malgré son handicap, Blériot s'obstine. Une pensée le galvanise : Latham pourrait bien repartir, une fois son appareil remis en état. A la certitude qu'il lui faut agir vite succède le doute lié à sa condition physique. De fait, quand aux

premières heures du 25 juillet son ami Alfred Lablanc tambourine à sa porte pour le réveiller, Blériot réprime l'envie de tout plaquer. Mais Lablanc vient à bout de son indécision. D'ailleurs, une fois à pied d'œuvre aux Baraques, le hameau qu'il a choisi pour son départ, il oublie sa faiblesse.

Quelle direction pour Douvres ?

A 3 h 40, dans une lumière plutôt timide, le Blériot est halé doucement hors de son hangar. Debout à l'écart, Blériot, monothèque et silencieux, paraît se recueillir. Si la réglementation lui interdit de s'envoler militairement pour Douvres — il fait trop sombre, — rien ne s'oppose à un essai. Il teste d'abord le moteur d'Arzani qui tourne rond, puis décide d'effectuer un vol de dix minutes. Là encore tout se passe bien, si l'on accepte la mort d'un chien happé par l'hélice.

Vient le moment du vrai départ, un moment attendu et surgit un problème délicat. Lorsque Lablanc lui lance un ultime encouragement, Blériot l'interrompt, sans rire : « Quelle est exactement la direction de Douvres ? » Des bras se tendent vers l'ouest, vers la mer. Il peut donc décoller. Il est 4 h 41.

Au début, le Français éprouve un sentiment de plénitude. Mais il y a un hic. Tout d'abord, Blériot, qui vole à 60 kilomètres à l'heure, ne tarde pas à s'apercevoir que l'Escolette, son navire d'escorte ; ensuite, il ne dispose d'aucun repère sur cette étendue liquide. Enfin, comble de malchance, l'aiguille de sa boussole se bloque... Et puis il y a cette impression désagréable de ne pas avancer, jusqu'à cette seconde de frayer où le régime de l'hélice change brutalement, l'appareil perdant plusieurs mètres. Blériot pâlit. Par-dessus tout il redoute le contact avec l'eau pour la simple raison qu'il ne sait pas nager ! Pour l'heure, il se raisonne. Voici une vingtaine de minutes qu'il vole ; par conséquent, le but est proche. Une brume épaisse l'empêche de distinguer quel que ce soit. Le miracle se produit alors. Là, cette ligne grise et indécise... la terre... l'Angleterre ! Il a réussi. Enfin, presque...

Un exemple pour Lindbergh

Séminale désolée sur le bord de la falaise, Charles Fontaine, l'envoyé spécial du *Matin*, aperçoit le monoplane qu'il identifie avec difficulté, puis il découvre un drapeau tricolore pour indiquer au pilote comme il en était convenu, le meilleur site d'atterrissage.

Pris dans des turbulences, Blériot ne voit rien. Il lutte pour maintenir son équilibre. Qu'importe la fatigue, qu'importe la souffrance. Il sent la victoire à sa portée. Soudain, du coin de l'œil, il capte une tache rouge qui se déplace et s'agite. Fontaine, se souvient-il. Avec force gestes, celui-ci lui désigne une bande de terre longue de quelques dizaines de mètres seulement et assez plane. Blériot s'apprête à rejoindre cette piste improvisée lorsqu'une saute de vent soulève l'appareil qu'un remous déporte par le travers. Le pilote joue alors son va-tout. Il coupe les gaz à 20 mètres d'altitude, au risque de tout casser. L'avion va pour se poser en douceur quand une ultime rafale de vent le plaque au sol. Cette arrivée brutale occasionne quelques dégâts mineurs au Blériot dont le pilote s'extirpe indemne.

Au chronomètre de l'Histoire, la grande aiguille vient de s'arrêter sur le chiffre 13. Il est 5 h 13... Pour mesurer la portée d'un tel exploit, il suffit de se référer à une anecdote. En 1927, au maréchal Foch qui lui demandait quel Français il désirait rencontrer en particulier, Charles Lindbergh, cet autre héros taillé dans la même étoffe, répondit sans hésiter : Louis Blériot ! L'aviateur français recevait un hommage et devenait un symbole.

BERNARD MARCK.

Société

JUSTICE

Au tribunal correctionnel de Tours

Une garde à vue abusive

TOURS
de notre correspondant

Le tribunal correctionnel de Tours vient de juger l'arrestation par la gendarmerie, le 8 novembre 1988, de M. Alain Montoussé, PDG de l'entreprise Overvan de Chambray-lès-Tours, une société spécialisée dans l'aménagement et la vente de camping-cars.

A l'origine de l'affaire, une série de plaintes pour escroqueries déposées par des clients contre M. Montoussé. Alors que celui-ci avait écarté les gendarmes venus, le 8 novembre, au siège de la société enquêter sur ce dossier, il se vit notifier une mesure de garde à vue et fut transféré à la gendarmerie locale, subissant les formalités antiterroristes comme un malfaiteur.

Le PDG fut ainsi gardé à vue pendant vingt-quatre heures et interrogé durant près de quatre heures. Ses avocats ont souligné, à l'audience, que leur client avait subi la contrainte inadmissible puisque, légalement, on ne pouvait l'interroger, de force, à la gendarmerie. « La garde à vue », ont-ils relevé, ne

s'imposait pas puisqu'il n'y avait pas de procédure de flagrant délit. L'article 304 du décret du 20 mai 1903 précise en effet que, hors le cas de flagrant délit déterminé par les lois, la gendarmerie ne peut arrêter aucun individu si ce n'est en vertu d'un ordre ou d'un mandat décerné par l'autorité compétente. Et tout officier, sous-officier ou gendarme qui, en contravention de cette disposition, donne, signe, exécute ou fait exécuter l'ordre d'arrêter un individu ou l'arrête effectivement est considéré comme complice de détention arbitraire.

A l'audience, le représentant du ministère public a soutenu, au contraire, que, agissant dans le cadre d'une enquête préliminaire, les gendarmes étaient parfaitement fondés à placer M. Montoussé en garde à vue, « ce qui le mettait sous ordres du parquet ». Et si le substitut admettait qu'il y avait bien en fait une saisie des documents, il l'expliquait comme le souci de vouloir trop bien faire de la part des représentants de l'ordre.

Le tribunal n'a pas suivi ce raisonnement. Il relève, dans son juge-

ment, que l'audition du 8 novembre était « illégale » et que la saisie des documents pratiquée le lendemain pouvait être considérée comme nulle. Il a donc ordonné un supplément d'information dans l'affaire d'escroquerie proprement dite, qui sera jugée plus tard, si elle doit l'être.

Fort de cette décision, M. Alain Montoussé a fait savoir son intention de poursuivre la gendarmerie. Il avait d'ailleurs déjà déposé plainte au mois de décembre 1988 pour arrestation illégale, séquestration de personnes et acte attentatoire à la liberté individuelle. La chambre criminelle de la Cour de cassation avait saisi l'attendu l'issue de la procédure pénale pour pouvoir se prononcer sur ce cas.

Quand au gendarme qui avait assumé la responsabilité de cette interpellation et du placement en garde à vue de M. Montoussé, il a quitté son corps, récomposé, après quinze années de service. Ses supérieurs ont indiqué que cette décision, signifiée avant novembre dernier, n'avait aucun lien avec l'affaire.

ALEXIS BODDAERT.

La mort d'un enfant en colonie de vacances

Le parquet de Bordeaux ouvre une information pour homicide volontaire

Un enfant de dix ans a été trouvé mort, samedi 22 juillet, sur une plage de la commune de Lège-Cap-Ferret (Gironde) sur le bassin d'Arcachon. Alexandre, dont le corps a été retrouvé tard dans la nuit, passait ses vacances dans une colonie de vacances Oler au Boudin, près du Porge, mais les enfants avaient été évacués, mardi dernier, lors de l'incendie de Lacanau. La colonie s'était alors installée dans une maison de vacances de la mutuelle du spectacle, à la pointe du Cap-Ferret.

Samedi soir, les moniteurs avaient organisé sur la plage une veillée, interrompue à 22 heures par l'orage. Ils se sont aperçus de l'absence d'Alexandre en revenant au camp, lors de l'appel du soir, et ont immédiatement alerté la gendarmerie.

Les moniteurs pensent qu'Alexandre a pu succomber à une crise d'asthme mais son corps portait au cou des traces sombres, qui pourraient venir d'une strangulation. Le parquet de Bordeaux, qui a ouvert, le 23 juillet, une information judiciaire pour homicide volontaire, estime, lui, que la mort du jeune garçon est « apparemment d'origine criminelle ».

Une fillette de cinq ans retrouvée étranglée à Saint-Denis. — Une fillette de cinq ans a été retrouvée, lundi 24 juillet, étranglée, sur le parking d'une grande surface proche de la basilique royale de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Le corps déshabillé de l'enfant a été découvert à 8 heures du matin par un employé du magasin.

L'âne de B.B.

Brigitte Bardot a fait castrer l'un de ses pensionnaires, un âne prénommé Chery, parce qu'il était trop tendre avec sa jument Duchesse, une came de trente-deux ans, qui, d'après un vétérinaire, n'aurait pas survécu à des saillies répétées.

Un industriel lyonnais avait placé Chery au mois de mai dernier chez l'ami des bêtes. Les attentions de Chery se portèrent au début sur Mimosa, une ânesse de l'actrice, mais, quelque diable le poussant, il devint assidu auprès de la jument, expansif et obstiné.

Brigitte Bardot a alors coupé l'élan de Chery sans avoir averti son propriétaire qui vient de porter plainte. « L'opération s'est faite sous anesthésie », a précisé le star de Saint-Tropez.

EN BREF

● Mise en liberté d'un détenu basque. — M. Gilles Rivière, juge d'instruction à Paris, a signé, vendredi 21 juillet, une ordonnance de mise en liberté en faveur de M. Frédéric Larcabal, cinquante ans, enseignant. Ce dernier, arrêté le 11 janvier 1988 à Bayonne, après l'interpellation, à proximité de son domicile, de José-António Urruticoechea-Bengoechea, dit « Josu Ternera », trente-huit ans, dirigeant du mouvement séparatiste basque (ETA), avait été inculpé d'association de malfaiteurs, en relation avec une entreprise terroriste.

● Agression dans un tramway à Grenoble. — Deux hommes ont été blessés, samedi 22 juillet, dans une rame du tramway de Grenoble, alors qu'ils tentaient de protéger une jeune femme importunée par un passager. Celui-ci a d'abord blessé au bras, d'un coup de couteau, le premier témoin qui tentait de s'interposer, M. Henri Duval, quarante-cinq ans. Une seconde personne, M. Fernando Ferrer-Acosta, vingt-trois ans, a cherché alors à calmer l'agresseur, qui lui a porté plusieurs coups de couteau. M. Ferrer-Acosta a été transporté à l'hôpital Michallon de Grenoble, où son état était jugé préoccupant. Un suspect, correspondant aux descriptions des voyageurs, a été interpellé peu après par la police et devait être présenté, lundi 24 juillet, au procureur de la République.

● Vol d'un tableau à la faculté de médecine de Paris. — Un tableau de l'Ecole de Sienne a été volé, probablement au début du mois de juillet, dans les locaux de la faculté de médecine de Paris (6^e). La disparition du tableau, estimé à 10 millions de francs, a été constatée le 21 juillet et l'enquête confiée à la brigade de répression du banditisme.

● Double évadition à la prison de Varces (Isère). — Deux détenus de la maison d'arrêt de Varces, dans la banlieue de Grenoble se sont évadés, dimanche après-midi 23 juillet, vers 16 heures en escaladant, à l'aide d'un grappin et d'une corde, le mur d'enceinte de la prison. L'un des deux évadés Daniel Perrin, trente-six ans, en détention préventive depuis le 4 novembre pour une prise d'otage, a été arrêté dans la soirée par les forces de l'ordre à 3 kilomètres à l'est de l'établissement pénitentiaire. En revanche l'autre fugitif, Selim Cherouane, vingt-neuf ans, condamné le 24 janvier par la cour d'assises de la Savoie à douze ans de

réclusion criminelle pour vol à main armée avec violence, n'a pu être retrouvé.

● L'affaire des parachutistes de Toulouse : deux des victimes étaient des mineurs. — Les deux cadavres retrouvés carbonisés près de la base aéroportée de Toulouse-Francazal, le 13 juillet, et qui n'avaient pas été identifiés étaient ceux de deux mineurs âgés de treize et dix-sept ans, originaires de Toulouse. Les deux jeunes filles, qui avaient été violées et torturées avant d'être tuées par plusieurs parachutistes inculpés et écroués depuis (le Monde du 22 juillet), s'étaient entières du domicile familial vers le 10 juillet.

● Manifestation juive devant le cimetière d'Auschwitz. — Une centaine de militants de l'Union européenne des étudiants juifs ont manifesté, dimanche 23 juillet, devant le cimetière d'Auschwitz pour protester

contre le départ différé des caravanes installées près du camp. Plusieurs centaines de Polonais du voisinage sont venus, parfois en famille, pour « défendre » les caravanes. Des insultes ont été échangées, mais il n'y a pas eu d'incidents : plusieurs dirigeants du syndicat Solidarnosc, présents sur les lieux, ont veillé au bon déroulement de la manifestation.

● Le MRJC a fêté ses soixante ans. — Plus de 10 000 jeunes, venus de France et de plusieurs pays européens, se sont réunis, samedi 22 et dimanche 23 juillet à Nantes, pour fêter, au cours des Etats généraux des jeunes ruraux d'Europe, le soixantième anniversaire du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC), créée en 1923, revendique aujourd'hui 10 000 adhérents permanents en France et 40 000 participants chaque année à ses activités.

Admissions aux grandes écoles

Ecole supérieure de commerce de Lyon

(Par ordre alphabétique.)

Valérie Abouza (89^e), Catherine Affalo (142^e), Laurence Agostini (143^e), Olivier Allehand (127^e), Sylvie Aloy (80^e), Farid Assal (108^e), Florence Azoulay (44^e), Catherine Barthelemy Saint Maurice (60^e), Sylvie Marie Barthelemy des Couriers (107^e), Olivier Barthelemy (19^e), Isabelle Barthelemy (56^e), Sophie Baudiller (89^e), Christian Beaudry (160^e), Rodolphe Belmer (20^e), Sandrine Benoit (121^e), Cécile Benoit (96^e), Sophie Berthelot (72^e), Christophe Bille (149^e), Jacques Billy (17^e), Béatrice Bissquet (48^e), Emmanuel Bin (151^e), Sophie Bogdelin (102^e), Cédrick Bontemps (159^e), Olivier Bouvalot (22^e), Pierre Boute (144^e), Patrice Bouteaume (52^e), Elodie Bourdieu (69^e), Agathe Brailon (55^e), Cécile Brancourt (115^e), Michel Breg (50^e), Isabelle Briancon (7^e), Ghislain Brodeur (de) (109^e), Ghislain Buffet (154^e), Marion Sauxaux (105^e).

Mamad Catepali (139^e), Christophe Cases (114^e), Pascal Cassacouelle (134^e), Claudine Chéreau (98^e), Pierre Cluzel (84^e), Hélène Combe (146^e), Cyril Conte (27^e), Jean Commaros (112^e), Frédéric Court (32^e), Nathalie Corveaux (99^e), Agathe Courvoisier (125^e), Seymourianis Craucé (46^e), Benoît Dambre (31^e), Laurence Darthos (64^e), Philippe Delety (101^e), Anne Defontaine (59^e), Benoît Dejean (93^e), Claire Delapalme (136^e), Christine Delant (57^e), Jean-Baptiste Der-

che (153^e), Pascale Desplanches (145^e), Georges Destrieux (68^e), Phos Le Do (81^e), Emmanuelle Doideau (111^e), Bruno Douvrou (113^e), Alain du Bruck de Rouvroy (134^e), Sophie Dufouleur (150^e), Valérie Dupuyrat (96^e), Isabelle Dupuy (83^e), Philippe Durand (70^e).

Judith Fargot (77^e), Julien Fancher (25^e), Julien Faye (12^e), Jean-François Felix (28^e), Valérie Féliz (94^e), Geneviève Flaven (152^e), Xavier Foullet (130^e), Cécile Gabizon (2^e), Marie Gardon (161^e), Patricia Garreau (159^e), Cécile Gayet (48^e), Jean-Michel Gaudin (78^e), Lucile Gaudin (62^e), Marek Gladyszczak (74^e), Hélène Grégoire (52^e), Fatiroz Guadina (56^e), François Guennard (118^e), Corinne Hamon (53^e), Pascal Hauger (147^e), Jérôme Heilmann (110^e), Karin Jesin (9^e), Christelle Joux (117^e), Géraldine Judon (123^e), Stéphanie Karsenty (54^e), Régine Kaufmann (1^e), Jaela Ketsam (122^e), Anne Kyriakos-Saad (116^e), Marie-Diane Labryère (23^e), Frédérique Lambert (42^e).

Valérie Latour (34^e), Antoine Le Rouge (43^e), Hervé Le Guennec (21^e), Hélène Leffevre (73^e), Fabienne Lienk (38^e), Laurence Loubières (8^e), Emmanuelle Lucas (119^e), Alberto Mantegna (134^e), Christine Mammeli (58^e), Luis Marín-Portugal (49^e), Emmanuelle Martin (13^e), Beatriz Martinez (75^e), Francis Martinon

(67^e), Lionel Masse (71^e), Sandrine Maubert (129^e), Cyril Médard (61^e), Sandrine Mercier (66^e), Anne-Cécile Mervel (16^e), Patricia Michel (149^e), Alexandre Montet (132^e), Carole Morvan (89^e), Grégoire Morel (40^e), Stephen Morgan (29^e), Eric Mortard (24^e), Sandrine Neuzeret (158^e), Florence Nguyen (18^e), Christelle Nicola (55^e), Jean-François Nini (124^e), Véronique Olivier (100^e).

Dominique Palas (128^e), Magali Pajus (33^e), Christophe Parisot (47^e), Florence Payen (86^e), Laurent Perrais (133^e), Gaëlle Pétitjean (26^e), Agnès Phéas (120^e), Nicolas Ponceau (41^e), Hélène Poulet (163^e), Marine Quenard (51^e), Mathias Ranko (3^e), Franck Ravet (111^e), Cyril Rayer (137^e), Agnès Régimont (10^e), Valérie Revault (65^e), Cécile Rochette (164^e), Emmanuelle Rossi (35^e), Agnès Rousseau (76^e), Alexandre Sagot (106^e), François Salme (140^e), Sabine Sauvet-Golchon (165^e), Olivier Schwartz (139^e), Valérie Serrier (131^e), Joëlle Serrin (129^e), Caroline Sozzi (6^e), Frédéric Tondron (5^e), Jean-Philippe Touffut (82^e), François Ulrich (141^e), Jean-Charles Valette (157^e), Christophe Van-Hamme (14^e), Armand Vaquie (162^e), Didier Vélus (149^e), Christine Vello (79^e), Richard Vénus (103^e), Cyrille Verdier (4^e), Nathalie Vigier (60^e), Laurent Vuillet (39^e), Alain Weiss (64^e), Anne Williamson (50^e), Anne Wrobel (91^e), Borisana Yatchev (87^e), Hédia Zannad (30^e).

Le Carnet du Monde

Naissances

— Marc PEDELLEZ, Florence, Vanina, Charles-Edouard CRAVENNE,

sont heureux de faire part de la naissance de

Théo,

le 4 juillet 1989.

Décès

— M^{me} Henri Chetel, son épouse, M. Jean-Claude Chetel, son fils,

M^{me} Karin Chetel-Pilow, sa belle-fille, M. Nicolas Chetel, M^{me} Julia Chetel, ses petits-enfants,

M. et M^{me} Jean Rodol et leur fils, Et tous la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri CHETEL,

survenu le 19 juillet 1989, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Selon la volonté du défunt, l'inhumation aura lieu le mercredi 26 juillet, à 14 heures, au columbarium du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20.

6, rue d'Astorg, 75008 Paris.

— Les familles Demaison, Bourde, Favier et Raguin, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean Albert DEMAISON,

inspecteur général de l'Aviation civile,

survenu le 17 juillet 1989, à l'âge de cinquante-neuf ans, à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne).

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M^{me} Norbert Deny, Marie-Odile et Jean-Louis Nachury, Pierre et Janick Deny, Madeleine Deny, Laurence, Maria, Adrien, Juliette et Pauline, ont la douleur de faire part du décès de

M. Norbert DENY,

inspecteur général de la Jeunesse et des sports,

leur époux, père et grand-père,

survenu le 19 juillet 1989, à Paris.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, à Vernes-le-Duc (Pyrénées-Orientales).

Une cérémonie religieuse aura lieu ultérieurement à Paris.

162, rue de la Convention, 75015 Paris.

— M^{me} Elisabeth Doyon-Puzelat, son épouse, Son fils Jérôme, Ses frères et sœurs, Sa belle-fille, Les familles Doyon, Marchand, Puzelat, Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard DOYON,

survenu le 20 juillet 1989, à l'âge de quarante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 25 juillet, à 16 h 30, à Saint-Hilaire-de-Roche (Isère).

7, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris.

Not abonnés, bénéficiez d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur ordre de taxe une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Mireille Zolty-Sicari Et Liliane Zolty, ont la douleur de faire part du décès de leur mère

Ethel DREIFUSS,

née Langham, survenue le 28 juin 1989.

Les obsèques ont eu lieu le 30 juin au cimetière de Bagneux.

Elles associent à leur deuil le souvenir de leur père

Jacques ZOLTY,

fuillé par les Allemands le 1^{er} avril 1944.

— Le docteur Marcel ECK

a vécu sa mort, cette autre naissance, le 21 juillet 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Forges-les-Bains (Seine-Maritime), le mardi 25 juillet, à 15 heures.

De la part de M^{me} Marcel Eck,

son épouse, Jean-Pierre et Evelyn Eck,

Mario-Claude et Nicolas Novikoff, Michèle et René-Marc Charpentier, Danièle et Régis Bonnet, François et Sabine Eck, ses enfants,

Rémi et Sophie, Sophie et Alain, Cécile, Fabrice, Pierre et André, Jean et Isabelle, Anne-Sophie, Frédéric, Nathalie, Florence, Stéphane, Coralie, Laurent, Marie-Camille, ses petits-enfants,

Anne-Charlotte, Anne, Elodie, ses arrière-petits-enfants, François Eck, sa sœur.

Une messe sera célébrée en septembre à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le comité d'action de la Résistance,

a la douleur de faire part du décès de sa présidente,

Marie-Madeleine FOURCADE,

ancien chef de réseau de la France combattante, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, avec palmes, médaille de la Résistance avec rosette, O.B.E.

survenu le 20 juillet 1989, dans sa quatre-vingtième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 26 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

45-47, rue Lacépède, 75003 Paris.

(Le Monde du 22 juillet.)

— M^{me} Raymond Guilloré, Et David Vojovick-Anclair, Et les familles Guilloré, Caspar, Et ses amis,

font part du décès de

Raymond GUILLORÉ,

survenu le 5 juillet 1989, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

83440 Saint-Paul-en-Forez.

— M^{me} Cyrille Laurent, son épouse, Augustin, Grégoire et Raphaëlle, ses enfants,

Le professeur et M^{me} Daniel Laurent, ses parents, M. et M^{me} Pierre Mouillot, ses beaux-parents, Angélique et Sébastien Laurent, ses frères, sœur, beau-frère et belle-sœur, Sylvie, Jean-Philippe et Benoît Mouillot, ses neveux,

M. André Fontaine et M^{me} Claude Wasse, ses parents et marraines, Et M^{me} Jean Winkler, ont la douleur de faire part du décès, en service sériel commandé, le 21 juillet 1989, de

Cyrille, André, Marie, LAURENT.

Les obsèques auront lieu le mardi 25 juillet, à 11 heures, sur la base aérienne Guyanver de Dijon.

La cérémonie religieuse sera suivie d'une cérémonie militaire.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montreuil (Nièvre), vers 16 h 30.

Les Plagues, 15, rue Lecocq, 21000 Dijon.

10, avenue Eugénie, 75116 Paris.

Les Plagues, 71118 Saint-Martin-Belle-Roche.

— Paris, le 18 juillet 1989

— M. et M^{me} Jean Bloch, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur et M^{me} Jacques Bernheim, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paul HAAS,

née Germaine Entinger,

dans sa quatre-vingt-troisième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue Philibert-Delorme, 75017 Paris.

— Paul et Monique Lemerle, Stéphanie, Juliette, Marie et Jean Anguier de la Beaumelle, Jean et Sophie Lemerle, Mathieu, Marion, Hélène et Olivier, nous prient de faire part du décès, le 17 juillet 1989, dans sa quatre-vingt-septième année, de

M. Paul Emile LEMERLE,

professeur honoraire au Collège de France.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le 21 juillet, à Paris.

84, rue Vergniaud, 75013 Paris.

(Le Monde du 22 juillet.)

Remerciements

— M^{me} André Abranson Et ses enfants remercient très sincèrement tous ceux qui leur ont témoigné affection et sympathie lors du décès de

André ABRANSON,

leur époux et père.

— M^{me} Pierre Chirou Et ses enfants, très émus par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées à l'occasion du décès de leur époux et père, le

colonel Pierre CHIROU,

remercient chaleureusement tous leurs amis et connaissances.

Les Fontaines, 89440 Talayrac.

Anniversaires

— Le 25 juillet 1987,

Jean DELBÈQUE, président de tribunal administratif, nous quitte.

Pour ce deuxième et douloureux anniversaire, une pensée pour tous ceux qui ont aimé et à tous ceux qui l'ont estimé et aimé.

Il y a neuf ans, le 25 juillet 1980, disparaissait

Olivier DURLEMAN.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

Pour nos parents adorés,

Flavis et Jacques NIESZAWER,

nos pensées sont adressées à tous ceux qui les ont aimés.

FESTIVAL D'AVIGNON

Un Québécois découvre Avignon : Michel Tremblay. Il n'est pas resté assez longtemps pour voir les spectacles. Suffisamment longtemps pour s'étonner de la compétition féroce qui règne entre eux. Pas de compétition entre le conservateur du Palais des papes et la direction du Festival. Seulement une négociation pour la meilleure utilisation possible du monument. Edipe à Colone. Plus qu'une compétition entre Edipe et les Dieux, une guerre sans merci qui dit l'histoire de l'homme.

Rencontre avec le conservateur du Palais des papes

Les plans d'une reconquête

Avec 520 000 visiteurs par an, le Palais des papes n'est plus qu'au septième rang des monuments les plus visités hors Paris. Jean-Pierre Blanc, son conservateur, explique ici les moyens de redorer le blason des papes.

Curieux sort que celui du Palais des papes, prestigieux monument du quatorzième siècle, trésor religieux, civil et militaire du patrimoine mondial. Seuls 20 % de ses 130 000 mètres carrés sont aujourd'hui accessibles aux 520 000 visiteurs qui le découvrent chaque année. Près du quart de ce bâtiment est devenu aux archéologues départementales de Vaucluse qui se sont installés dans deux ailes, trois tours et la chapelle du pape de Benoît XII; la cour d'honneur est occupée deux cent soixante-dix jours par an — du 1^{er} février au 31 octobre — par les gradins du Festival, réduits au montage, lourds au démontage; la grande chapelle est devenue le lieu des expositions temporaires; dans la partie sud, l'aile du concubinaire, on a construit un palais des congrès qui rend impossibles certaines circulations des visiteurs.

Jean-Pierre Blanc, un enfant de la ville, qui, après des études d'histoire du Moyen Âge, a commencé de travailler ici avant de s'en aller faire un périple dans le théâtre français — aux côtés d'Antoine Bourgeois, du groupe TSE, de Stéphane Lissner et d'Alain Robbe-Grillet, d'Henri de Montebello avec qui il a créé le Théâtre Paris-Ville. Il a été nommé le 1^{er} février, par la ville, propriétaire du palais, conservateur en chef de cette splendeur architecturale mutilée.

Patrimoine mondial

Certains Avignonnais qui souhaitent ouvertement chasser le Festival du Palais pour y organiser d'hypothétiques cavalcades en costumes... Ceux qui avaient en tête de le transformer en Disneyland du Moyen Âge, tous en seront pour leurs frais. Jean-Pierre Blanc aime le Festival autant que son domicile : «Avignon n'est pas une ville industrielle, elle n'est plus vraiment agricole mais dispose d'une image culturelle très forte. En raison de son passé — de son patrimoine exceptionnel — et en raison de son Festival, tous deux uniques.

« Je défends la présence du Festival dans la cour depuis toujours car je suis sûr que si on le renvoyait dans le verger d'Urban V, comme en 1947, il ne s'en remettrait pas. Mais je demande qu'on modifie certaines installations en fonction de nos besoins. Le moment est venu de créer un dispositif tel que, du montage au démontage, en passant par les répétitions et les représentations, il ne se passe pas plus de deux mois et demi... Je voudrais utiliser la cour pour d'autres activités : au quatorzième siècle, elle était une sorte de place publique; si je pouvais en disposer et en ouvrir les portes, on pourrait à nouveau la traverser, se promener avec lui. Je voudrais aussi l'ouvrir la nuit et la faire visiter illuminée. Enfin, je voudrais y organiser des concerts et des expositions en dehors des dates du festival.

« J'ai donc demandé aux organisateurs du Festival d'étudier la possibilité d'organiser les expositions dans le grand promenoir situé au-

Michel Tremblay, hors compétition

Le plus universel des Québécois

Un grand barbu massif, à la démarche souple, au regard malicieux, Michel Tremblay, romancier et auteur dramatique, le plus universel des Québécois. Il a été invité à la chartreuse de Villeneuve dans le cadre des « lectures ». A lire, donc, une de ses pièces, inédite en France, mais déjà représentée deux cents fois au Québec, le *Vrai Monde*. Pour la première fois il promène sa carcasse vachalante dans les rues avignonnaises, jonchées d'affiches de spectacles arrachées par les troupes concurrentes.

« Dès mon arrivée j'ai été frappé par l'abondance et l'agressivité. C'est la guerre. Une guerre de bonne compagnie, mais tout de même. C'est vraiment palpable, c'est dans l'air. La première chose que j'ai vue, c'est comment tout le monde se demande, c'est comment tout le monde se sent pour avoir chacun une personne à leur spectacle. Ils font des parades, distribuent des tracts, plus la journée avance, plus l'atmo-

sphère devient électrique. Et on me dit que chaque année c'est pire. Je pense que cette compétition féroce tient ses courtes menues du Festival. Partout ailleurs, en tout cas un peu partout, on va de par le monde choisir les meilleurs spectacles. C'est un aboutissement. Ici, c'est un départ pour des créations françaises dans le seul but est de se faire entendre à Paris. D'accord, les spectacles du « off » sont généralement déjà coproduits par des institutions. Dans le « off », les troupes sont avides de public, bien sûr, mais surtout du journaliste qui écrira le papier grâce à quoi ils seront invités à Paris. Les gens vont à Avignon pour en sortir.

« Je ne devrais pas être aussi surpris, parce que, naturellement, je connais le Festival, même sans y être allé. Je lis un maximum d'informations dans les journaux. Mais le lire et le vivre, ce n'est vraiment pas la même chose, et je trouve que les journalistes ne parlent pas de cet état de violence. Habituellement, à cette date, je reste à Montréal pour mon dernier « sprint » d'écriture, car je dois rendre mon manuscrit en septembre. Cette fois, puisque j'étais invité, j'ai terminé en juin.

« Je n'aurais jamais lu une de mes pièces complètement. Je ne suis pas acteur, alors je me suis longuement préparé. J'ai retrouvé ma voix intérieure, celle du temps de l'écriture, il y a trois ans. Je ne parle pas en dérivant, mais j'imagine des voix dans ma tête. Des voix différenciées selon les personnages. Pour le théâtre, il faut entendre les mots dans sa tête, sinon on produit des dialogues parfaitement concordants. Je me partage entre tous les personnages, mais j'ai une voix pour chacun.

« Le *Vrai Monde* se passe sur deux plans. C'est l'histoire d'un garçon qui écrit une pièce sur sa famille. Il y a le langage réaliste de la famille, d'aujourd'hui, plus son interprétation théâtrale, dans le style des années 60, car la pièce dans la pièce est censée se passer en 1965. J'ai gardé mon vrai accent de Montréal, et l'attention des spectateurs m'a émerveillé. Il y a quinze

ans, nous représentons un folklore, l'attitude du public a évolué. Il ne s'arrête pas à ce qui lui échappe. Il s'est habitué à sauter par-dessus les mots, à écouter la phrase au complet. En lisant, enfin, je regardais les gens. Je ne voyais aucun point d'interrogation dans leurs yeux. Ils acceptaient l'avance de ne pas tout comprendre.

« C'est important, parce qu'on ne sait plus quoi faire. Faut-il ou non adapter nos textes pour qu'ils puissent être joués par des acteurs français? A mon avis, c'est la bonne solution, sinon on en est réduit à venir visiter de temps en temps. Il n'y a pas que le langage à adapter. Nous sommes Américains, nous vivons le théâtre différemment. Par exemple, chez nous et aux Etats-Unis, à part des phénomènes comme Elizabeth Taylor ou Madonna, il n'y a pas au théâtre le même engouement pour la star, pour le titre même de star. Ainsi, j'ai vu sur Broadway une pièce avec Meryl Streep, et trois cents personnes dans la salle. Ici, la star est au sommet de toute hiérarchie; tout est hiérarchisé. Dans une conférence de presse, vous savez tout de suite l'importance que l'on vous accorde selon le siège où l'on vous place, selon le moment où l'on vous donne la parole. Les plus importants d'abord, la pétite à la fin. Chez vous, même quand on dine entre amis, on attend de savoir où on doit s'asseoir, et nous ça nous amuse. »

« C'est important, parce qu'on ne sait plus quoi faire. Faut-il ou non adapter nos textes pour qu'ils puissent être joués par des acteurs français? A mon avis, c'est la bonne solution, sinon on en est réduit à venir visiter de temps en temps. Il n'y a pas que le langage à adapter. Nous sommes Américains, nous vivons le théâtre différemment. Par exemple, chez nous et aux Etats-Unis, à part des phénomènes comme Elizabeth Taylor ou Madonna, il n'y a pas au théâtre le même engouement pour la star, pour le titre même de star. Ainsi, j'ai vu sur Broadway une pièce avec Meryl Streep, et trois cents personnes dans la salle. Ici, la star est au sommet de toute hiérarchie; tout est hiérarchisé. Dans une conférence de presse, vous savez tout de suite l'importance que l'on vous accorde selon le siège où l'on vous place, selon le moment où l'on vous donne la parole. Les plus importants d'abord, la pétite à la fin. Chez vous, même quand on dine entre amis, on attend de savoir où on doit s'asseoir, et nous ça nous amuse. »

« C'est important, parce qu'on ne sait plus quoi faire. Faut-il ou non adapter nos textes pour qu'ils puissent être joués par des acteurs français? A mon avis, c'est la bonne solution, sinon on en est réduit à venir visiter de temps en temps. Il n'y a pas que le langage à adapter. Nous sommes Américains, nous vivons le théâtre différemment. Par exemple, chez nous et aux Etats-Unis, à part des phénomènes comme Elizabeth Taylor ou Madonna, il n'y a pas au théâtre le même engouement pour la star, pour le titre même de star. Ainsi, j'ai vu sur Broadway une pièce avec Meryl Streep, et trois cents personnes dans la salle. Ici, la star est au sommet de toute hiérarchie; tout est hiérarchisé. Dans une conférence de presse, vous savez tout de suite l'importance que l'on vous accorde selon le siège où l'on vous place, selon le moment où l'on vous donne la parole. Les plus importants d'abord, la pétite à la fin. Chez vous, même quand on dine entre amis, on attend de savoir où on doit s'asseoir, et nous ça nous amuse. »

« C'est important, parce qu'on ne sait plus quoi faire. Faut-il ou non adapter nos textes pour qu'ils puissent être joués par des acteurs français? A mon avis, c'est la bonne solution, sinon on en est réduit à venir visiter de temps en temps. Il n'y a pas que le langage à adapter. Nous sommes Américains, nous vivons le théâtre différemment. Par exemple, chez nous et aux Etats-Unis, à part des phénomènes comme Elizabeth Taylor ou Madonna, il n'y a pas au théâtre le même engouement pour la star, pour le titre même de star. Ainsi, j'ai vu sur Broadway une pièce avec Meryl Streep, et trois cents personnes dans la salle. Ici, la star est au sommet de toute hiérarchie; tout est hiérarchisé. Dans une conférence de presse, vous savez tout de suite l'importance que l'on vous accorde selon le siège où l'on vous place, selon le moment où l'on vous donne la parole. Les plus importants d'abord, la pétite à la fin. Chez vous, même quand on dine entre amis, on attend de savoir où on doit s'asseoir, et nous ça nous amuse. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.



Michel Tremblay.

« Edipe à Colone », par Jean-Pierre Vincent

Sans la poussière d'Athènes

Après la révélation du crime d'Edipe, voici la déchéance du vieux roi aveugle et sa fuite, accompagnée de ses filles. Voici la terrible histoire de l'homme.

« Ne pas être né, voilà le meilleur des destins. Et la seconde, de loin, si l'on est né, c'est de retourner au plus vite là d'où l'on est venu. » Ce propos tout de même un peu défaitiste, c'est le Chœur qui le tient à Edipe, dans l'*Edipe à Colone* de Sophocle. Et tout à l'heure le Chœur sera le premier à présenter à Edipe ce qui est de deux doigts de la mort, et à l'annoncer.

Mais qui est-il, enfin, ce Chœur? S'adressant à lui, Edipe l'appelle : « O chef de ce pays ! » Mais il n'y a ni chef, ni pays, le roi d'Athènes, Thésée, Edipe est bien placé pour le savoir.

En ce voyageur âgé, usé, qui irradie cependant les signes d'une grandeur en altère, dit que le Chœur comprend qu'il est Edipe en personne, c'est avec une curiosité vorace, grossièrement, comme un badaud quelconque, qu'il demande à cette célébrité de lui raconter son histoire, son « fait divers », sans en rien omettre.

La scène est frappante. Edipe n'ose pas refuser de front, car il arrive là comme un vagabond qui doit se faire admettre. Alors il se défend. Il y a une cascade de courtoisies de dialogue. Et c'est le Chœur qui, peu à peu, par ses questions mêmes, raconte l'histoire d'Edipe, tout au moins le peu qu'il sait, et de travers. Dès les premiers jours de l'histoire du théâtre, Sophocle s'annonçait là un auteur dramatique achevé, ne serait-ce que dans l'alternance des paroles absentes, des réquisitoires, des faits bruts, des éloges, des coups brusques de poêle, et, tout à coup, de l'accrochage d'un conflit qui s'exprime par une suite rapide de répliques brèves. Peu de dramaturges auront cette dimension, plus tard.

Entre Edipe et Thésée aussi, touches fines d'accords et de désaccords. Voici deux grands dirigeants. L'un, Thésée, détiend le pouvoir, il est roi d'Athènes, et il est ici chez lui à Athènes. L'autre, Edipe, a été roi dans un autre pays, Thèbes, et il

ne l'est plus, il est un errant, sans escorte, sans victoire. Et Thésée l'accueille avec toutes les marques de l'estime et de la confiance les plus nettes, et abondamment exprimées. Et Edipe exprime, abondamment lui aussi, sa reconnaissance, humblement. Et comme cette reconnaissance a lieu en plein bois (« Les tours qui veillent sur la ville sont lointaines », remarque Antigone), le roi Thésée invite Edipe à résider dans son palais. Mais, surprise : Edipe refuse, aussi sec. Et, comme si cela n'était de rien, Thésée enchaîne. C'est étonnant, c'est l'affaire de trois secondes :

Thésée. — Veux-tu venir dans mon palais ?
Edipe. — Ah ! que ne puis-je... Moi, c'est ici.

Thésée. — Que dois-tu y faire ? Rien de ma part ne s'y oppose. Et néanmoins, plus tard, plus d'une fois, quand Thésée estimera qu'Edipe a un mot de trop ou un mot à côté, il réagira du ton à ce : « Ne me dis pas les choses deux fois », ou : « Cela, c'est mon affaire. » Ainsi va le dialogue, par ruptures, par éclats coupants.

Il est curieux de noter que l'un des propos majeurs d'*Edipe à Colone* est, déjà, il y a si longtemps, la défense du droit d'asile, les droits et devoirs de la « territorialité ».

La tension des libertés

Créon a chassé Edipe de Thèbes, a pris le pouvoir à sa place, mais, à la réflexion, compte tenu de nouvelles oracles, il veut remettre la main sur lui, et le ramener par la force, par un rapt, non pas dans Thèbes même, mais à la frontière. Créon, avec une escorte en armes, vient donc à Athènes, où s'est réfugié Edipe. Créon déclare à Thésée : « L'ennemi que je m'approprie... » Mais non, Créon n'est pas chez lui. Thésée ne l'autorise pas à s'emparer d'Edipe.

Très belle est la fin d'Edipe. Un orage d'une couleur et d'un timbre singuliers l'avertissent soudain qu'il va cesser de vivre, dans un instant. Il s'attarde à quitter ses deux filles. Mais la voix d'un dieu s'élève : « O toi, Edipe, pourquoi hésites-tu à aller ? » (appreciez le ton de ce rappel à l'ordre, l'interrogatif, l'emploi du pluriel, mais toute la pièce est écrite de cette eau). Et

Edipe « va », en effet. Et c'est un message qui nous raconte : Edipe a fait quelques pas, il s'est arrêté près d'« un poirier sauvage et un ombre de pierre ». « Nous tournons la tête, juste un moment, et nous ne le voyons plus, là où il était. Seul est là le roi Thésée, qui tient sa main sur le front, comme pour faire de l'ombre à ses yeux. »

« Couvriront-ils mon corps de la poussière de Thèbes ? », avait demandé Edipe à Créon, qui voulait le kidnapper. Et Créon avait dit que non, que ce n'était pas l'usage, pour les parricides. Et, ici, Edipe n'est pas couvert de la poussière d'Athènes : c'est plus beau, il est happé par l'au-delà. Comme la déesse Proserpine l'avait été, juste au même endroit. Il y a ici, vers l'ailleurs, une fracture immatérielle. Les Athéniens y apportent un pain fait de blé, de sel et de miel. L'une des dimensions éternelles de Sophocle est l'alliance de l'illusion, de l'image, de la lumière, de monde réel, de la fabule, et de la tension des libertés.

Quel de plus ingrat, pour un témoin que de rendre compte d'un événement qu'il n'a pas saisi ? Pourquoi Jean-Pierre Vincent, mettant en scène *Edipe à Colone*, a-t-il présenté Edipe non pas comme l'enjeu d'un combat des divinités, mais, avec son masque en caoutchouc de monstre de Mardi gras, et ses loques sortant d'une poubelle, et ses braillements de brute avide, comme une déchéance d'homme, par exemple comme un personnage de film d'épouvante caméléon, un de ces garçons de laboratoire d'un quelconque Dracula qui fait mijoter dans une cave les restes des fiancées vampirisées ? Pourquoi Créon, roi de Thèbes, a-t-il l'air, le ton, d'un tueur à gages d'un thriller de Chicago ? Pourquoi Antigone a-t-elle la poitrine bandée comme une grande brûlée et, aux pieds, des croqueuses taille 52, comme il n'en existe que dans les magasins de l'armée ?

On plût ; pourquoi imposer à Sophocle un tel accompagnement de carnaval, profane, laid, qui jure avec le texte, si cet accompagnement n'est qu'un caprice, si un art suprême ne sauve pas ces éclats, ne les impose pas comme un éclairage attachant ?

MICHEL COURNOT.

* *Edipe à Colone*, dernière série, gymnase Aubanel, 28, 29, 30 juillet, à 21 h 30.

FESTIVAL D'AVIGNON

Les cinq cents premières commandes recevront en prime l'affiche du Festival (affiche de 40 x 59 cm dessinée par Jean-Paul Chambas, reproduite ici en noir et blanc avec son aimable autorisation).

LE MONDE ACTES SUD-PAPIERS OFFRE SPÉCIALE
jusqu'au 3 août 1989

SOUSCRIPTION

Le Monde, le festival d'Avignon et Actes Sud-Papiers publieront dès septembre prochain l'album du Festival d'Avignon 1989.

Un livre de 160 pages très largement illustré (plus de 100 photos) vous fera vivre ou revivre les grands moments du Festival 1989. Rédigé par les journalistes, écrivains et personnalités présents à Avignon du 12 juillet au 3 août, cet album sera le témoignage sur le vif des passionnés satisfaits par les spectacles. Vous pouvez commander cet ouvrage en bénéficiant dès aujourd'hui d'un prix de souscription de 35 FF au lieu de 55 FF (port et emballage compris).

Livre disponible dès septembre 1989

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

à renvoyer avec votre règlement à :

ACTES SUD-PAPIERS
18, rue de Savoie, 75006 Paris

NOM : _____
PRENOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____

Le groupe Dunes filme la vie

« Il y a les étoiles filantes et puis il y a les escargots, nous, on se sent plus proches des escargots... » Cette modeste profession de foi introduit assez bien au travail de Madeleine Chiché et Bernard Misrahi, leaders du groupe Dunes, qui vient d'ouvrir son livre la carte blanche à Daniel Larrieu.

Leur originalité est d'associer le film à la danse, mais de ne pas filmer la danse : il s'agit « d'élargir le champ de vision à des manifestations diverses du réel ». Alors ils filment des villes — Naples, Barcelone, Marseille — des gens dans la rue, des embouteillages de voitures, des pigeons, des HLM, une grosse femme qui sourit, des visages d'enfants, une fille qui téléphone, une vache. Notre quotidien le plus commun.

Quatre petits appareils de projection sont placés à l'avant-scène, les images sont projetées sur des supports divers : deux bidons, des panneaux de toile ondulée. L'imperfection de ces supports et la mauvaise qualité des images font sans doute partie de cette volonté de banalité, d'enrichissement de son sort. Le décor est pauvre ou plutôt il n'y a pas de décor, la cage de scène est nue, il y a seulement ces plaques de toile, une balance, deux grosses fiches rouges qui ne mènent nulle part, des papiers ou coupures de journaux poussés sur le mur de droite, et à gauche, entassés, des postes de télévision qui ne servent pas. Pas de musique non plus : le doux vomissement des appareils de projection, des voix « off », probablement la radio (une femme donne en italien une recette de cuisine), les avertisseurs, des bruits de conversation indistincts. Il y a aussi beaucoup de silence.

Les mouvements des danseurs sont simples, doux et tranquilles, ils refusent la virtuosité, le théâtral. Chacun danse sa petite vie à lui. On ne se relève pas la nuit pour en parler dans huit jours, mais il se dégage de tout cela un climat discret fait d'honnêteté, d'attention aux toutes petites choses du monde, de dignité et de pudeur dans la solitude.

SYLVIE DE NUSSAC.

Culture

MUSIQUES

« Le Rouge et le Noir », de Claude Prey

Jeu de miroirs

Un étincelant spectacle pour une œuvre trop intelligente et problématique, créée au Festival d'Aix-en-Provence.

Claude Prey tient une trop grande place dans notre paysage lyrique depuis plus de vingt ans (*Le Cœur révélateur*, *Fêtes de la faim*, *Les Liaisons dangereuses*, etc.) pour qu'on ne soit pas désolé de l'annuler que dégage le *Rouge et le Noir*, véritable opéra de deux heures vingt que La Péniche de Mireille Laroche a créé jeudi soir au Grand Théâtre d'Aix.

Mais c'est la faute à Stendhal ! Comment le compositeur peut-il se passionner si longtemps pour savoir : si Julien va décider d'abord de prendre la main, puis de coucher avec Mme de Rênal ? 2^e si, après une première nuit, Mathilde de La Môle va à nouveau recevoir Julien dans sa chambre ; avec en intermède, un séminaire de Beauchamp, une joyeuse tranche d'anticléricalisme en latin qui aurait ravi nos pères, et, pour finir, les dernières heures assez confuses de Julien entre rêve et réalité, roulant avec Mme de Rênal sur le plancher de la prison juste avant d'être guillotiné ?

Tantend bien que Claude Prey a voulu faire un condensé ou un « précipité » d'opéra du dix-neuvième siècle avec « ses héros (ou plutôt ses rôles), ses décors, ses costumes, ses scènes de plein air, d'église et de bal », et en plus un opéra-roman, une grande partie de l'action étant racontée ou chantée par un récitant ou une récitante comme « une sorte de prière d'insérer », dit le compositeur.

Peut-être est-ce dans ce jeu de miroirs perpétuel que l'œuvre se dissout. Et si « le destin de Julien Sorel est de se donner à vivre sa vie comme un livre d'opéra, sa mesure en scène comme un héros d'opéra, vivre ses sentiments comme des passions d'opéra », selon l'excès de Mireille Laroche, on n'est pas étonné d'être exaspéré par la fastuosité fondamentale de l'œuvre.

L'habileté diabolique de Claude Prey se retourne contre lui-même. Le film musical est sacré sans cesse par des arrêts sur image où l'intelligence admette sa distanciation. La musique se plait aux caricatures du romantisme, de l'opéra classique, voire d'Offenbach, mais souvent le style vocal paraît dévoré par les réticences et les parodies en lignes brisées où Claude Prey jadis brocardait le sérialisme.

Orages et feux sacrés

Les chefs qui dirigent les opéras dans la cour de l'Archevêché sont aussi les artisans des superbes concerts spirituels donnés à Saint-Sauveur : Jordan, Tate, Christie.

Midi dans la cathédrale ; une foule ardente qui vient s'abreuver, communier dans la musique ; un public d'une autre tonalité que celui des opéras.

Les interprètes sont pourtant les mêmes que la veille : Armin Jordan et le merveilleux Ensemble orchestral de Paris, qu'il a façonné à sa ressemblance, jouent les *Sept Paroles de Christ*, une suite de mouvements lents et majestueux composés par Haydn pour le chapitre de Cadix.

Lourde, tragique, grandiose, la main de Jordan plane sur les musiciens, marque de puissantes accentuations et, du même mouvement, pacifie l'expression, largement ouverte. Nul ne peut résister à cette impulsion qui oblige chacun à puiser dans les profondeurs de son talent.

A travers ces grondements sourds d'orage lointain, cette rudesse abrupte et cette sobriété, cet accent de terroir authentique, c'est l'essence du génie de Haydn que nous communiquent Armin Jordan. On les retrouvait dimanche dans les *Saisons* et ils resplendissent, le 30 juillet, dans la *Messe en temps de béatitude*.

Elle est la prophète du feu : le feu du ciel qu'il faut pleuvoir sur les impies, le feu de la sécheresse martienne qu'il doit vaincre, le char de feu qui l'envlève au ciel. Et c'est bien dans une fournaise que nous plongeront Jeffrey Tate, l'English Chamber Orchestra et les chœurs de Richard Wistreich avec *Elías*, de Mendelssohn.

Avec les gestes les plus simples, sans aucun effet, Jeffrey

L'orchestre est le lieu des jongleries les plus folles, mais parfois les plus savoureuses ; on plait les orchestres, car il y a « l'orchestre rouge » (bois et cuivres) et « l'orchestre noir » (cordes), et en sus deux claviers, deux harpes et des percussions.

Le clou de cette parodie est un bal chez le marquis de La Môle, auquel le compositeur superpose une scène de *Guillaume Tell*, comme un symbole magistral des « dialogues de sourds, des conversations qui se placent sans se rencontrer... les véritables dialogues intéressants du théâtre lyrique », selon Prey. Pour lui, l'idée même du spectacle, c'est « l'impossibilité de communiquer ».

Ce n'est pas faute d'avoir été parfaitement servi par la mise en scène pétillante de Mireille Laroche, les musiciens d'Aix-Nova, excellents sous la direction de Philippe Nabin et la troupe rassemblée par La Péniche-Opéra, dans de charmants décors et costumes romantiques de Marc Boissac, avec toujours la double dimension en miroirs d'un petit théâtre sur la grande scène.

Tout le monde se donne à fond pour essayer de transcender le « rôle » auquel Claude Prey l'a voué, sans pouvoir réellement devenir un personnage, y compris le séduisant Julien de Jean-Jacques David, voué à observer contraintes et attitudes, perpétuellement en représentation. Géraldine Ros mériterait mieux que le rôle de poupée chantante de Mathilde : Liliane Mazeron est mieux partagée avec l'éternelle victime qu'est Mme de Rênal, comme Béatrice Cramois en lecture malicieuse et perfide, tandis que Jacques Bona, Paul Gérôme et Antoine Sicut s'échouent avec bonheur dans les rôles fats et conventionnels des nobles et des infâmes curés. Enfin Dominique Viss (surprenant avec cette coiffure plate et gonflée) domine le lot de sa voix sifflante d'espion *deus ex machina*, et chante à plusieurs reprises une merveilleuse chanson paysanne. Les notables, séminaristes et autres marquis sont très bons, comme les trois enfants de la maîtrise du conservatoire de Tours.

Domage qu'un aussi étincelant spectacle n'ait pu décaler un public de plus en plus restreint.

JACQUES LONCHAMPT.

* Donné trois fois à Aix, le *Rouge et le Noir* sera repris les 12 et 14 janvier au Grand Théâtre de Tours, diffusé sur France-Culture le 20 août, à 21 h 35. Commande de l'Etat avec le soutien de la Fondation Louis-Vuitton.

Tate, retroqu岸 sur sa chaise, déchaîne les déluges, gère les musiques d'émotion, attise les orages et puis calme la tempête, pour une prière confiante, un chœur de paix et d'espérance.

Mais quel quatorze de solistes avec lui ! Charlotte Margiono, soprano au timbre ferme des cantatrices d'oratorio ; Nathalie Stutzmann, beau contralto aux couleurs consolatrices et dramatiques ; Hans Peter Blochwitz, qui déploie toute la fermeté et l'édar de son timbre de ténor mozartien ; enfin, José Van Dam, qui est l'homme-même, personnage et voix formidables, prophète porté par ces flux de couleurs consolatrices et dramatiques ; Hans Peter Blochwitz, qui déploie toute la fermeté et l'édar de son timbre de ténor mozartien ; enfin, José Van Dam, qui est l'homme-même, personnage et voix formidables, prophète porté par ces flux de couleurs consolatrices et dramatiques.

Troisième de ces grands chefs qui sont ces jours-ci la joie d'Aix-en-Provence : William Christie, qui, à côté de Purcell, illustre son cher Marc Antoine Charpentier, patron des Arts florissants. Après la *Messe Assumpta est et le Te Deum*, il a repris samedi *David et Jonathan*, dont il fait un admirable enregistrement pour Harmonia Mundi (1).

L'apogée, le naturel, le piquant, la fraîcheur de ses musiciens et de ses chanteurs rendent vivante et actuelle une musique apparemment engoncée dans son siècle. Le dextre et tendre David de Gérard Lesne, l'adorable Monique Zanetti-Jonathas, avec leurs doubles roulements de flûtes à bec, le Sall grandiose et noir de Jean-François Gardell, et bien d'autres, illustrent cette soirée. Dix ans déjà, les Arts florissants n'ont jamais été si florissants.

J. L.

* Rappels (le Monde « Arts et spectacles » du 20 juillet) qu'un bel ouvrage de Jean-François Labie vient de paraître : *Sonate baroque*. Ed. Albin, 184 pages, 89 francs.

MODE

La couture de l'hiver 89-90

Christian Lacroix fait son cirque

Vingt-trois griffes, de Balmain à Yves Saint Laurent présentent, cette semaine les collections couture du prochain hiver. Deux nouveaux rendez-vous cette saison : avec Gianfranco Ferré qui remplace Marc Bohan chez Dior ; avec Angelo Tarlazzi, successeur du couturier Guy Laroche disparu en février dernier. Dimanche, Christian Lacroix, trente-huit ans, ouvrira le bal devant 1 500 invités. Sa collection-maison, la cinquième depuis juillet 87, date de l'ouverture de sa maison de couture par le groupe Agache.

« Un immense patchwork ». Voilà Christian Lacroix définir sa collection, annoncée par des robes-paris coupées dans du satin duchesse aux couleurs profondes (pourpre, chocolat, bronze), des « cardigans » en vision, des vêtements d'inspiration militaire ou militaire (veste, combinaison de mécanicien) qui semblent avoir été trempés dans un bain d'or, de velours et de pierres baroques. Le défilé ne s'organise pas selon la progression journalière, après-midi, cocktail, etc. Seule l'Histoire sert de fil directeur.

Les époques se télescopent, se retrouvent comme de vieilles amies autour d'un souvenir : la simplicité, le confort correspondant aux périodes d'émancipation, quand le corps « bouge » dans ses robes sans taille. Ce sont les Amées Folles, avec ces robes en crêpe parme drapées librement, ces femmes aux casques de velours, petites têtes, longues jambes sorties d'un baguette, silhouette. Ce sont encore les années 60, l'ère du neuf et de mouvement marqué par le jersey, les couleurs pop art (orange, jaune citron...) et les robes trapèzes à la Dolly Parton en bouclette montante. On ajoute là des manches de velours bourgeois, car le goût de la reconstruction se métamorphose en plaisir : « J'aime mélanger les citations, tout chambouler. Et c'est dans ce désordre que je trouve une unité ».

Il y a toujours les Arlésiennes, offertes comme des bagues de fiançailles, coquilles, plus qu'hier, moins que demain, coiffées dans des tailleurs à encolure fielle, et parfois prisonnières d'artifices, gros nœuds en taffetas rose, poches en jais et passementerie, qui encombrant les modèles.

La nuit est un théâtre. Et Christian Lacroix, pris dans un tourbillon de lamés, de tulle dégradés, de somptueuses guirlandes vieill or, (beaucoup de tulle ont été refaits en Italie à partir de documents anciens), a mêlé les fastes de la Renaissance à ceux de la parade et du cirque. Sur une musique d'Hector Sanguet en fond sonore, les numéros se succèdent.

Le point de départ, ce sont les toiles des maîtres flamands, du Prado, visité pour la première fois en printemps, en pleine préparation des costumes de *Carmen* à Madrid (le Monde du 6 juillet). « J'ai eu envie de rentrer dans ces tableaux, de me perdre dans leurs détails ». De là ces applications de fleurs enrichies de chenilles et de fil de soie sur une casaque de velours, ces cristaux taillés et sertis sur cuir or, ces



BOHANNES

boléros travaillés comme des décors, dans la superposition, le trompe-l'œil : on découvre une double manche, l'une en velours de perles illuminées de bijoux, l'autre, plus volumineuse, en velours.

Enfin, ces accessoires : parures de reine imaginaire, boucles d'oreilles en branche de gui, colletterie de terre cuite dorée, mules de brocart, sacs en crocodile ou en satin à fermetures « art nouveau », catogan de faille.

Sommes-nous vraiment en 89 ? « Plus répète est violente, plus l'on se réfugie dans le genre ». LAURENCE BENAIM.

Communication

Un entretien avec Jacques Rigaud et Jérôme Monod

« Le gouvernement méconnaît ce qu'est une entreprise privée de télévision »

Les deux projets de décret réglementant la programmation des chaînes aux heures de grande écoute ainsi que les rapports entre producteurs et diffuseurs divisent la profession. Généralistes bien accueillis par les producteurs, les textes, soumis actuellement au Conseil supérieur de l'audiovisuel,

« Le ministre de la communication, Mme Catherine Tasca, se défend de vouloir étrangler la télévision commerciale. Qu'en pensez-vous ? »

M. Jacques Rigaud : Même en cette année de Bicentenaire, personne n'imagine Mme Tasca, telle Charlotte Corday, vouloir tuer M. Robert Hersant dans son bain. Mais il y a des homicides involontaires tout comme, en droit pénal, existe la notion de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner. L'accumulation de règles, et de contraintes, imposées aux chaînes privées depuis deux ans se range, à s'y méprendre, dans cette catégorie-là. Faut-il les rappeler ? L'interdiction de la publicité pour les boissons faiblement alcoolisées en juillet 1987 ; la définition restrictive du concept d'œuvre en juillet 1988, le plafonnement de la publicité à 10 minutes 48 secondes un mois plus tard ; la diminution du nombre de films autorisés à 20 h 30 en janvier 1989 ; la limitation à une seule coupure publicitaire qui nous frappe depuis le 1^{er} juillet et, pour finir, les restrictions qui nous sont infligées sur les films interdits aux moins de treize ans. Aujourd'hui, le gouvernement voudrait fixer de nouveaux quotas d'œuvres françaises aux heures de grande écoute. Qu'inventera-t-on demain ?

« Les entreprises, pour se développer, ont besoin de règles simples et stables. Parlant des chaînes publiques, Mme Tasca souhaitait récemment qu'elles se projettent dans l'avenir, fassent des projets à cinq ou dix ans, s'engagent sur des objectifs et un calendrier précis. Nous aimerions pouvoir en faire autant. Le ministre demandait également qu'on laisse du temps aux lois. Pourquoi n'en laisserait-on pas à nos entreprises ? »

M. Jérôme Monod : La France avance à reculons dans l'Europe audiovisuelle. Le gouver-

nement méconnaît ce qu'est une entreprise privée de télévision. Il empêche les chefs d'entreprise de prendre leur responsabilité en leur interdisant de préparer l'avenir et de se fixer des objectifs à moyen ou à long terme. Il tourne le dos à l'Europe de demain, en introduisant des règles qui n'existent et n'existeront jamais chez nos voisins.

A la lumière du droit européen

« Peut-on reprocher au gouvernement de tout mettre en œuvre pour renforcer l'identité culturelle des programmes télévisés ? »

M. Rigaud : L'objectif est noble et personne ne s'en prive de le constater. Mais encore faut-il se garder de la tentation de faire le bonheur du public malgré lui. L'audience cumulée de la Cinq et de M6 est aujourd'hui équivalente à celle d'Antenne 2. Dois-on en déduire qu'une large part des téléspectateurs se moque de ces problèmes d'identité ? Ou bien que ces deux chaînes ont su, dans des registres différents, proposer une gamme d'émissions suffisamment attractives ? Celles-ci étaient souvent américaines, parce que c'étaient les seules disponibles. En exigeant une rémunération prohibitive, les artistes français ont freiné le développement du marché national de la redistribution. Réglementer la programmation des chaînes n'est pas forcément une réponse appropriée.

« N'êtes-vous pas en train de dramatiser ? M6 est-elle réellement menacée ? »

M. Rigaud : Oui, car il n'avait jamais été prévu que M6 soit une chaîne généraliste. Ce devait être une télévision différente, de complément : pas de grand journal du soir, mais un rendez-vous de six minutes tout en images : pas de grille patchwork, mais une priorité donnée à la fiction, à la musique, et aux magazines. A l'époque de la CNCL, M6 Tasca, qui faisait preuve alors de plus de mansuétude à notre égard, en avait pris acte.

Aujourd'hui, les projets de décrets peaufinés dans son cabinet d'appropriation de façon indifférenciée à toutes les sociétés sans prendre en compte leur couleur d'antenne et la

spécificité de leurs engagements. Notre cahier des charges prévoit de ne produire des films qu'à partir de 1991. Les textes nous contraindraient, dès leur adoption, à consacrer 3 % de notre chiffre d'affaires annuel. Cette nouvelle mesure porterait à plus de 30 % de notre budget le total des sommes préafféctées au compte de soutien, aux droits d'auteurs, à la production.

« Pourquoi ces récriminations, aujourd'hui. Certaines de ces obligations existaient dès le départ.

M. Rigaud : Je ne mets pas en cause les prélèvements résultant des engagements que nous avons souscrits. Je m'élève contre les nouveaux qui nous tombent dessus, mois après mois. Nous avions prévu 700 millions à 800 millions de pertes pour les premiers exercices. Nous en avons eu un milliard et la différence provient des surcoûts que l'on nous a infligés.

M. Monod : Nous ne sommes pas des chefs d'entreprise pleurnichards sollicitant l'aide de l'Etat. Nous savons prendre nos responsabilités, gérer, investir. La production de programmes français est tout naturellement l'une de nos priorités. A condition de ne pas enfanter tous nos efforts en voulant brûler les étapes. Les nouveaux quotas de diffusion que l'on prétend nous infliger sont chose extrêmement grave.

« En avez-vous chiffré le coût ? »

M. Monod : Bien sûr. Ajoutés aux restrictions sur la publicité, ils nous placent dans une situation financière catastrophique !

« Catastrophique ? »

M. Monod : Un homme d'affaires n'a pas l'habitude de révéler ses prévisions d'exploitation. Mais je maintiens mon appréciation : catastrophique.

« Au point de renoncer à l'exploitation de la chaîne ? »

M. Rigaud : Absolument. Si les pouvoirs publics devaient définitivement compromettre tout espoir de rentabilité, nous y serions évidemment contraints. Je ne peux engager les actionnaires de la CLT à poursuivre une exploitation indéfiniment déficitaire. Mais nous sommes résolus à défendre nos droits et à donner sa chance à la chaîne que nous avons créée.

M. Monod : Tout chef d'entreprise confronté à une telle situation

CINÉMA

A Prades

La cinéphilie à l'état pur

On croit tout savoir de la passion du jeune public pour le cinéma, et puis on découvre dans un coin cédébre des Pyrénées, Prades, une des plus anciennes manifestations cinématographiques, née en 1959 dans le sillage du Festival de musique Pablo Casals. René Clair et Pablo Casals eux-mêmes patronneront la naissance de ces Rencontres internationales du film.

Elles faillirent mourir en 1994 après la disparition de son principal animateur, Marcel Tardieu, spécialiste de Robert Bresson. Une nouvelle équipe prit alors la relève, avec l'aide de la Fédération française des ciné-clubs. Sous l'impulsion d'un autre universitaire, activiste du cinéma, Robert Cortes, les années 80 virent se développer des rétrospectives haut de gamme (Kazan, Allen).

La cuvée 1989 — en fait la trentième, si l'on tient compte de l'inter-ruption de 1974 — marque l'entrée du Festival dans un cinéma de la ville, en plus du CES qui l'accueille habituellement. Une rétrospective Kurosawa, préparée et présentée par le critique italien Aldo Tassone (auteur d'un *Kurosawa* aux éditions Edilg) s'accompagne d'une compétition avec une dizaine de films nouveaux et des courts-métrages.

Ici le public cinéphilique est roi, les discussions n'ont rien d'académiques et traduisent une curiosité, un enthousiasme devenus rares. Outre l'immense succès de la rétrospective Kurosawa, la soirée, entre neuf heures du soir et quatre heures du matin, consacrée à *Hôtel Terminus*, en présence du réalisateur Marcel Ophüls, restera mémorable.

L.M.
* Jusqu'au 25 juillet. Renseignements : (06) 68-96-25-37.

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

LES FILMS NOUVEAUX

LES FILMS NOUVEAUX

LES FILMS NOUVEAUX

LES FILMS NOUVEAUX

LES FILMS NOUVEAUX

LES FILMS NOUVEAUX

LES FILMS NOUVEAUX

Lundi 24 juillet

20.30 **Cinéma** : *L'Animal* ■ Film français de Claude Zidi (1977). Avec Jean-Paul Belmondo, Raquel Welch, Charles Gérard. 22.05 *Flash d'Informations*. 22.10 *Tournauché*. *Corrida* enregistrée à Séville, avec Julio Robles, Thomas Campuzano, Victor Mendes. 23.40 **Cinéma** : *Fils ou Zouave* ■ Film américain de Mark Goldblatt (1987). Avec Treat Williams, Joe Piscopo, Vincenz Price. 1.00 **Cinéma** : *Une nuit à l'Assemblée nationale* ■ Film français de Jean-Pierre

20.30 Carte blanche, Thomas and Sally, d'Arne ; Les saisons, op. 37b, de Tchaïkovski. 21.30 Concert (donné le 20 juillet au jardin de l'Évêché d'Uzès) : Concerto pour piano et orchestre n° 5 en mi bémol majeur op. 73 de Beethoven ; Symphonie fantastique op. 14 de Berlioz, par l'Orchestre national de Lyon, dir. Emmanuel Krivine ; sol. : Gerhard Oppitz (piano). 6.30 Jazz. En direct de Montpellier : le Workshop de Lya.

15.30 Cinéma : Contrainte par corps □ Film français de Serge Leroy (1987). Avec Marianne Basler, Vittorio Mezzogiorno, Catherine Wilkening. 17,05 Documentaire : Rapaces

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF 1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	28,3	Harry Fox 7,5	Journal du Tour 9,4	Loi McCain 3,2	Station noir 1,4	Films Hémuli 3,2	Devils connect. 1,9
19 h 45	26,8	Harry Fox 10,1	Pique-assiettes 7,1	Loi McCain 2,4	Ronde serruca 1,4	Films d'Aussil 4,0	Devils Connect. 1,8
20 h 16	40,9	Journal 15,7	Journal 11,3	Bahay Hill 7,7	Catoh 1,2	Journal 2,9	Cosby show 2,3
20 h 55	44,4	Adieu poulet 22,8	Négligence 9,0	Optique 2,9	Mépiéro 0,6	Les graciés 5,3	Les endosseus 3,0
22 h 8	39,7	Adieu poulet 28,2	Charlie Chaplin 3,1	Sol 3 2,8	Mépiéro 0,4	Puffinori 3,9	L'ange... 1,8
22 h 44	23,1	Tigre du ciel 8,9	Charlie Chaplin 3,9	Fortitude 1,8	Fish 0,4	La bataille... 5,7	L'ange... 2,9

0.30 Carte blanche. **21.30** Concert (donné le 23 juillet au festival d'Aix-en-Provence) : Les saisons, oratorio de Haydn, par l'English Chamber Orchestra et le chœur du Festival. **22.15** **0.30** Jazz. En direct de Montpellier : le trio de Thierry Jacot.

SUR MINTEL
Prévisions complètes
Météo marine
Temps observé Paris, province, étranger
06.15 Tapez LEMONDE puis METEO

PARIS.....	31	18	N	LEBORGNE.....	31	18	N
DIJON.....	32	19	N	LONDRES.....	32	19	N

A	B	C	D	N
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux

★ TU = temps universel, c'est-à-dire 2 heures en été ; heure légale moyenne

Prévisions complètes
Météo marine
Temps observé Paris, province, étranger
66.15 Tapez LEMONDE au METEO

هكياتم، الأحم

Légion d'honneur

Ministère de la défense

Sont élevés à la dignité de grand officier :

MM. Pierre Chérier, contributeur général des armées ; Michel Barthès, général d'armée ; Jean-Claude Collin, général d'armée ; Pierre de Quengo de Ransé, général de corps d'armée ; Alain Costantini, vice-amiral d'escadre ; Jean Fleury, général d'armée aérienne.

Sont promus commandeurs :

MM. Pierre Digard, Philippe Pirelli, Guy Rousseau, Pierre Devaux, Paul Parnasse, Raymond Sibaud, Yves Béchu, Daniel Billot, François Collignon, Michel de Courcès, Paul Font, François Jacquet, Jean Kirschner, Robert Lemaire, Yves Lefèvre, François Lesclapart, Jacques Rissler, Yann Rousseau, Dumarcet, Jean Teit, Antoine de Vitière, Pierre Avon, Claude Doussan, Jean Fribourg, Guy Jaminet, Jean Jost, Jacques Lestre, Claude Savary, Yves Pouillard, Jean Bourc, Charles Hiltner, Jean Pons.

Sont promus officiers :

MM. René Ruggieri, François Fobiano, Alain Volckel, Jean-Claude Watremont, Léon Fuhmann, André Hantouille, Jacques Hérisson, Pierre Mariotti, Jean Allis, Michel Franquet, André Lachour, Daniel Lera, Claude Pillet, André Portet, Jean Rivet, Georges Hugot, Bruno Aleson de Boiron, Michel Le Carpentier, Jean Puyol, Philippe Azéma de Castet, Labouche, René Bachelard, Jean Barthe, Bernard Bury, Michel Carlier, Maurice Castagne, Marie de Chergé, Louis Gervais, Bernard Guillaume de Serres, Jean-Louis Hermet, Guy Messager, Dominique Pennacchi, Jacques Paillet, Christian Cassot, Marc Terasson, Jean Tite, Jean Abadie, Michel Bain, Philippe Berthier, Daniel Bonneton, Raymond Bonchet, René Bouillet, Sylvain Bourassier, Bourachot, Bernard Buisson, Jean Burel, Jean-Claude Cloup, Hubert Chet, Guy Codi, Mario Cray Labouche, Dominique Delort, Philippe Desvieux, Olivier Desvieux, Yves Devény, Christian Donati, Claude Dorte, Joël Dupont, François Ducloux, Jean-Louis Dufour, Michel Duport, André Faure, Jean-Pierre Faure, Jean-Louis Faverot, Jean-Claude Faval, Jean-François Gin, Amédée Giudicelli, Marcel Gloguen, Michel Godéau, Philippe Goussier, Jean-Pierre Gombard, Pierre Goussier, Ernst Hentzel, Jean Joseph,

Yves Karjane, Jean Le Gall, Pierre Le Roux, Jean Lullier, Claude Liomet, Pierre Malézieux, Jean-Claude Mantion, Jean-Marie Marouge, Philippe Martin, Jean-Jacques Marty, Jean-Claude Méstayer, Robert Monon, Dominique Monti, Elie Odehmat, Jacques Olive, Robert Pallé, Michel Perraud, Jean Fichot-Duclos, Xavier Frévat, François Quilichini.

MM. Jacques Raymond, Jean-Michel Raymond, Roger Riffard, Guy Rissler, Jean-Paul Rivier, Jacques Sarret, Charles Scherle, Charles Sèbe, Rémi Simonet, Bernard Sirac, Christian Sout, François Soudreau de Beauregard, Claude Sout, Hubert Spadiner, Michel Tardy, Michel Tominio, Jean Tychevsky, René Villalon, Claude Viot, Jean Bourlot, Jean Cadour, Philippe Maréchal, Yves Pichon, Max Rabeyrolles, Philippe Rissler, Jean Rissler, Claude Faloux, Jean de France, Bernard Lecomte de Montjumeau, Jean Pellerier Doisy, Bernard de Diamant de la Paroisse, Yvelin Loubes, Louis Vistin, André Senn.

MM. Georges Althart, François Desmoulin, Guy Labouche, Régis Mercier, Jean Vignaux, André Noégué, Francis Orini, Gérard Pagle, Jacques Pignatelli, François Avril, Daniel Castellan, Jean-Claude Caillet, Pierre Deloye, Jean-Paul Devos, Eric Escoubert, Robert Godard, Yvon Guinard, Jacques Lapoyade-Deschamps, Gérard Laroque, Michel Le Carpentier, Jean Mignot, Bertrand de Roquefeuil, Claude Sève, Régis Guéin.

MM. Michel Adam, Yves Aubert, Bernard Bayle, Alain Bernier, Yves Bui, Jean-Baptiste Casabianca, Rido Champey, Yves Glanville, Jean-Marie Grasse, Gustave Jourdan, Roger Mathias, Jean-Marie Menn, Jean-Claude Pichon, Yves Brozier, Claude Chevreux, Alain Puche, Hervé Longuet, Alain Ouraud, Jean-François Pichon, Marcel Fouchet, Jean-Louis Reix, Jack Tournier, Serge Vadon, Michel Albert, Jacques Rolland, Bruno Cade, Jacques Mézard, Jean-Claude Veinmont, Jean-Marie Debruge, Jacques Labouche, Bernard Maistre, Raphaël Beldenger, Jean-Baptiste Bonaldi, Jacques Bonnet, Jackie Bruneau, Paul Burd, Delacour-Olivier, Pierre Deviller, Carle Douthen, Christian Dubourg, Jean-Pierre Hanna, Pierre Isard, Marcel Jea, Serge Lochet, Claude Lequerrec, Canchez, René Maistrebert, Christian Maurice, Pierre Moutin, Yves

Pauze, Claude Perrot, Jean-Jacques Piquet, Roger Prat, Daniel Ravanelle, Patrick Tardif, Yves Timpler, Claude de Martin, Joseph Zamboni, Gilbert Mord, Jean-Pierre Jacot, Gérard Bonnevill, Jacques Bousquet, Claude Buhé, Roger Dejo, Michel Dumast, Michel Gerdard, Michel de Lemaud, André Miché, Jean-Marc, Gilbert Noël, Jean Pasquay, Bernard Schramm, François Simon, Henri Baquet.

Sont nommés chevaliers :

MM. Jean-Paul Edoche, Bernard Chéron, Paul Freimuth, Gérard Abi-von, Jean Aubertin, Jean-Claude Bou-langer, François Baret, Georges Cay-sial, Charles Cazelle, Daniel Chalmou, Pierre Coello, Jean-Louis Empré, Yves Georges, Jean-Claude Gillot, Jean Girard, Yves Guarnat, Thié-ppe Huron, Christian Innocent, Pierre Jancou, Maurice Lallemand, Jean Le-droit, Yves Legrand, Michel Lemer, Michel Louis Collard, Jean-Pierre Loe-rier, Pierre Mas, Michel Molé, Jean-Pierre Morin, Yvon Nourdin, Alain Péglioso, Marie-Pierre Perrin, Gérard Pessu, Jean-Jacques Pignatelli, Pierre Potier, Bernard Querry, Jean-François Reiss, Paul Rissler, Jean Rissler, Jacques Roux, Gérard Salmes, Robert Sarriot, Nicolas Spillmann, Alain Tost, Jean-Pierre Villermont-Leclerc, Jean Zamboni, André Zamboni, Roger Zamboni, Alphonse Robert, Auguste Simon, Guy Allays, Robert Abribat, Roger Agudo, Lucien Pfeiffer, d'Alger, Georges Allet, Pierre Anton-mat, Jean Aubert, Philippe Avenel, Robert Babonneau, Jean Bachasse, Marcel Bady, Gérard Ballefin, Jacques Barbel, Denis Barot, Gérard Barrot, Gérard Besseli, Pierre Boudin, Domi-nique Boudry, Pierre Bayle, Christian de Beaumont, Jacques Bégué, Henri Benet, Paul Bernhart, Raoul Bern-hart, Roger Agudo, Lucien Pfeiffer, Henri Buz, Jean Buz, Pierre Bougna, Joël Bollen, Jean Bodelle, Eric Bos, Jean Boudet, Michel Boudet, Maurice Boudet, René Boudet, Jean-Paul Boutin, Jean-Luc Bouty, Michel Bouzy, Jean Boy, Jean-Constant Brantche, Hubert Breg, Jean-Pierre Briss, Eric Brich, Daniel Brillet, Olivier Bug, Claude Burschell, Hugues Busch, Claude Carré, Dominique Camous, Gilbert Cervera, Mario Chamberlain, Dominique Champêtre, Philippe Char-vrier, Jean Chopard, Jean-Pierre Chouard, Jean-Claude Claverie, Gérard Chomagne de Bellefleur, Bernard Colmait, René Collot, Michel de Colnet, Claude Colombet, Alfred Corniger, Xavier de Courcès, François Cousin, Jacques Desmoulin, Serge Dalmont, Jacques Dampierre, Phi-lippe Dehecq, Pierre Dejean, Michel Delabie, Charles Deléris, Rémi Del-puech de Commaux, Marcel Desfont, Jacques Desm, Henri Desmoulin de Médrano, Jacques Digne, Henri Drach, Bernard Druget, Jean Dupla, Guy De Plessis de Grésois, Alain Dussac, Michel Duval, Yves Duvalard, Zahed El Inan, Robert Elles, Bernard Emoud, Nicolas Estringer, Jacques Etienne, Jacques Fichon, Paul Fichon, Xavier Fichon, Michel Fichon, Christian Florentin, André Fournon, Loup Fran-cart, Jean-Jacques Franceschini, Jac-ques Fray, Jean Frison, Pierre Frome-gier, Gabriel Fumei, Michel Gay, Jean Faurou-Vassil, Jean-François Gerar-d, Brie Goujon, Jean-Claude Gros, Jean-Marie Guillemet, Alain Guilleu, Gilles Guisart, Philibert d'Har-

court, Claude Herbreteau, Bernard Hil-lomeyer, Daniel Huguel, Guy Imbert, Patrick Jardin, Marcel Joly, Jean Kel-ler, Georges Kiehl, Jacques Kolb, Paul Kutz, Christian L'Hallier, Jacques de Laforcade, Guy Laforgue, Jacques Lait, Michel Lallemand, Laurent Laloue, Pierre Lang, Joachim Lassalle, Henri Lasserre, Jacky Laurence, Bruno Lau-ron, Jean Lavie, Daniel Lavigne, Bruno Le Flan, Pierre Le Gall, Gilbert Le Guen, Louis Le Mire, Jean-Paul Lobourg, Denis Loebe, Robert Lode, François Lefebvre, Richard Lefèvre, Jean-Pierre Lejeune, Jean-Claude Lemaire, Thierry Lepelletier, Jean Baric, Claude Bergmann, Dominique Maurice Lesbaches, Claude Lespe, Peter Lichterfeld, André Limesat, Jean Locher, Etienne Loriot, Jean-Claude Lucas, Christian Lureau, Jean-Pierre Malé, Jacques Manoeuvre-Dumas, Claude Martin, Alain Masson, Michel Massou, Bernard Mamoury, Amar Menadine, Michel Ménard, Jean Merle, Jacques Milla, Jean-Claude Mil-lot, Jean-Marie Miffre, Jean-Claude Didier Moche, Louis Moncaux, Charles-Henri de Monchy, Alain Mon-tagny, Yves Montara, Joseph-Marie Moreau, Maurice Morin, Jacques Mor-veau, Jean-Marie Mougin, Paul Mounaix, François Moura, Lucien Navazo, Yvon Nédrick, Jean Néri, Daniel Nury, Yves Oberlin, Patrick Olmer, Pierre Ormanno, Jean-Louis Pablaux, Guy Padellaro, Raymond Paquereau, Didier Pascolo, Patrick Pas-lin, François Pennon, Lucien Pfeiffer, Pierre Piffert, Jacques Pignatelli, Pierre Piron, René Poirion, Jacques Poullet, Daniel Pradié, Charles Pignatelli, Guy Rago, André Ramon, François Ra-bia, Walter Reich, Jean-Claude Reau, Jean-Marie Remond, Alain Reppinger, Henri Ribes-Dumas, Alain Richard, Jacques Riché, Hugues Rion, Edmond Rommelaere, Olivier Rostin, Jean-Victor de Robin, Marie Salé, Michel Sandon, André Schill, Pierre Schwalm, Jean-Yves Sévère, Jean-Pierre Senez, Paul Siegfried, Jean-Pierre Soyard, Jean-Marie Stief, Michel Subpity, Yvon Tallo, Patrick Thiriet, Jean-Guy Tier-collin, Bernard Travallo, Robert Tri-vallo, Lolo de Vismes, de Blavac, Gérard Vansteene, Marcel Vasco, Jean Veau, Jean Verdier, François Vial, Christian Via, Jean Villeroand, Daniel Vigneas, Jacques Villero, Jean Vivier, Jean Wock, Jean-Claude de Wilde, Jean Wark, Louis Zelle.

MM. Bernard Coulon, Jean Menet, André Noir, Claude Rivet, Pierre Girard, André Vergne, Jean-Claude Mollat, Jean-Claude Vial, Jean-Pierre Gelin, François Ait Amer, Bernard Bine, Jean Breuil, Théodore Elenheimer, Germain Gellio, Chris-tian Jatteau, René Lopez, Antoine Pel-legrino, Bernard Postillon, André Serr, Abdoumanou Pissani, Nicolas de Looz, Wladyslaw Pielon, André Ary-damas, Van Cao, Jacques Gandin, Michel Abautret, Thierry d'Arbouneau, Gérard Aublet, Luc Barbier, Michel Bandoimère, Michel Bec, Gérard Be-zac, Christian Biano, Patrick Bouteille, Claude Borygouze, Michel Brette, Dominique Brion, Bernard Brun, Fran-çois Chazet, Pierre Collot, Bernard Combe, Jean-Pierre Delforge, Georges Dénel, Philippe Des Arcis, Louis Dubucq de Contenson, Patrick Dupuy-ron, Jean-Claude Fama, Nicolas de Faurou-Vassil, Jean-François Gerar-d, Salotti, Hervé Giraud, Serge Hébert, Nicolas Heilmann, Alain Jose, Jean Laurent, Jean-Pierre Leoglet, Henri

Léard, Gérard Le Trequeux, Philippe Loheloux, Bertrand de Loutal, Jean Mailloux, Gilles Matras, François Pan-sari, Jean-Pierre Pinal, Jean-Patrick Piorist, Bernard Questin, Philippe Revest, Jean Robert, Renaud Rollin, Yves Romé, François Roussin de la Touche, Jean-François Sancen, Jean Tauxy de la Caze, Philippe Tauxat, Robert Tauxat, René Voin, Bruno Waymel.

MM. Jean-Claude Champeau, Robert Lail, Robert Meriau, Guy Michalak, Yvon Noël, Claude Vallier, Joseph Boussemec, Aimé Cellier, André Baric, Claude Bergmann, Dominique Vandier, Alain Kertant, Marc Le Bel-lor, Raymond Abjean, Louis Lafan-cher, Philippe Delquie, Marc Mathieu, Pierre Allégret, Christian Arnaud, Fran-çois Beck, Adrien Besombes, Alain Bevilard, Guy Bochet, Michel Boisse-net, François Bonnet, Yves Bonny, Chris-tian Braun, Denis Bugnot, Jean Camus, Edouard Castagne-Castell, Pierre Charnout, Daniel Chavaroche, Edouard Crespig, Jean-Jacques Cury, Emmanuel Delgove, Thierry Destre-man, Claude Dorthum, Patrick Felten, Sylvain Filippi, Patrick Gullas, Jean-François Gigué, Guy Giron, Robert Gosset, Pierre Goupy, Jean-Louis Grandvalet, Jacques Guichard, Jean-Tony Guignou, Jean-Pierre Haigueré, Jacques Ikéni, Jean Imard, Jean-Luc Lagaden, Jean-Marie Launay, Jean-Pierre Laurent, Bernard Lavigne, Jean Le Floch, Hervé Le Riche, Christian Lebonay, Michel Lodercoq, Bernard Libat, Pierre Lorenz, Jean-Claude Louis Caliste, André Marché, Yves de Metz, François Monnau, Marcel Parat, Bernard Peyre de Fabregues, Yves Rioulet, Jean Rosellin, André Ruiz, Dominique Simon, Patrick Thévenaz, Jean Tardif, François de Vaichère, Philippe Vergely, Jean-Jacques Wagner.

MM. Michel Asencio, Jacques Cebellac, Georges Donadey, Daniel Guibé, Patrick Houppert, Daniel Jan-vier, René Lestemont, Jean-François Meunier, Jacques Origas, Claude Pachet, Georges Pagny, Robert Pey-rou, Jean-Marie Pichon, Gérard Ray-naud, Robert Riss, Christian Rodriguez, Alain Roussillon, Jean-Yves Tédri, Alain Venaille, Jacques Bicy, Pierre Bont, Claude Brion, François Dutoit, André Dufour, Antoine Esposito-Langella, Pierre Evano, Paul Gagnier, Georges Gille, Michel Le Gall, Jean-Claude Pégis, Roger Pommier, Alain Raux, Claude Simon, Alain Stogbe, Georges Thillier, Jean-Paul Vinciguerra, Bruno Wilczynski, Hervé Creff, Charles Deville, Jean Gantier, Jean Kroc, Henri Mulotto, Pierre Pommereux, Michel Bonvillet, Michel Marie, Jacques Agabriel, Pierre Angelini, Domi-nique Arnaud, Maurice Andry, Robert Barthomieu, Patrick Capdeville, André Chagnon, Jean Chateau, Pierre Cheva-

lier, Christian Corbé, Michel Delage, Jacques Devantour, Pierre Dexample, François Doucet, Roland Fossier, Yves Ginel, Pierre Gélbert, Jérôme Gouffin, Julien Hardein, Henri Julien, Jean Langlois, Michel Larive, Christian Laure, Roger Le Deniffic, Patrick Legros, Léon Lemaire, Marc Mété, Georges Nédélec, Maurice Pagny, Jean Rouvenne, Paul Roux, Jean Thomas, Jean-Pierre Traband, Jean-Marie Veil-lard, Alain Gervais, Maurice Lefon, Henri Senteau-Roussier, Michel Vri-nat, Jacques Breton, Roger Dubois, Fabien Font, Jean-Charles Legendre, Raymond Leyt, Gilbert Morant, Jean-Claude Riffault, Gérard Mainguy, Jean-Claude Perrom, Gérard Evau, Daniel Essoulet, Jean Marc, Bernard Thouvenin, Jean-Pierre Abelain, Salim-Paul Benkheir, Claude Berge, Daniel Berthaut, Bernard Beson, Jean Chan-mont, Roger Chérier, Philippe Comille, Jean Devaux, Bernard Doin, Yves Duhi, Robert Finauc, Claude Fran-çois, Lyonel Goussard, Jean-Claude Guignat, Alain Jodet, Michel Kervella, Jean-Louis Labandère, Georges Lau-ras, Marie-Joseph de Maistre, Raoul Mozin, Jean Moret, Philippe Overt, Hubert Pastean, Jean-Claude Pédar, Jacques Pochanot, Daniel Pichoud, Yvan Pivet, Roger Serra, Patrick Sou-quiere, Jacques Wéinich, Bruno Borri, Pierre Bochet, Claude Chapoulaud, Paul Gubert, René Lepervot, Félix Poulhier, Pierre Rigotti, Michel Vistin, Jean-Claude Trossat, Edouard Viscat.

● PRÉCISION. — Dans la liste des promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur publiée dans le *Monde* du 15 juillet, une coupe malencontreuse nous a fait omettre de préciser la qualité de M. Roger Carassonne, parvenu à son titre de ministre de l'Intérieur. M. Roger Carassonne est secrétaire honoraire des Bouches-du-Rhône et président d'honneur du conseil général de ce département.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 22 juillet :

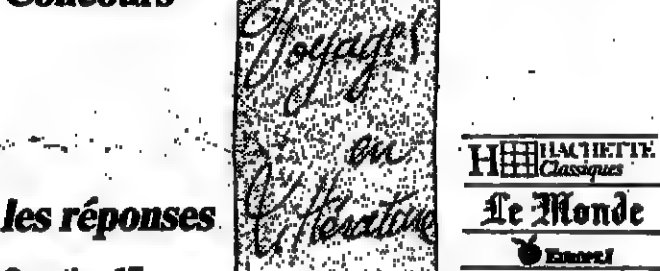
UN DÉCRET

● N° 89-510 du 20 juillet 1989 relatif au financement du régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles pour 1989, ainsi qu'à certaines dispositions d'ordre permanent.

UN ARRÊTÉ

● N° 9 mai 1989 portant création du Conseil national scientifique du patrimoine des bibliothèques publiques.

Concours



les réponses

Question 17 :

Nombreux sont les titres qui contiennent un chiffre dans leur intitulé, comme les *Trois Mousquetaires*. Or, les indications que voici, retrouvez deux chiffres qui figurent dans les titres de deux romans.

a — Dans les airs le temps de congés payés.

⇒ « Cinq semaines en ballon » (Jules Verne)

b — Quelques mois chez les inventifs.

⇒ « Cent vingt journées de Sodome (Marquis de Sade) »

Question 18 :

Le souverain écrit : P A 6

6 heures 100

L'écrivain répond : « G a »

Qui sont-ils ?

⇒ Frédéric II de Prusse et Voltaire

Question 19 :

La capitale a souvent été la cible des écrivains. Rendez la citation ci-dessous à son auteur.

« C'est peut-être la ville du monde où les fortunes sont les plus inégales, et où, à la fois, la plus somptueuse opulence et la plus déplorable misère. »

⇒ Roussseau

Question 20 :

Certains auteurs ont immortalisé leur lieu de résidence. Quels sont les deux écrivains qui habitèrent :

a — Saint-Etienne-le-Molard, Bots-sur-Lignon.

⇒ Honoré d'Urfé

b — Château de Coppet.

⇒ Madame de Staël

Question 21 :

Certains auteurs ont donné à leurs œuvres, avant qu'elles ne soient publiées, un titre définitif, un autre titre.

Quelles œuvres se cachent sous les titres que voici :

a — « La Télégraphie. »

⇒ « Lucien Leuwen »

b — « Les Intermittences du cœur. »

⇒ « A la recherche du temps perdu »

c — « Mélantholia. »

⇒ « La nausée »

Question 22 :

Certains titres d'ouvrages sont en latin : saurez-vous retrouver celui-ci parmi les cinq titres suivants :

Cette publication fit condamner à mort son imprimeur, mais l'auteur, par bonne aventure, s'en tira...

⇒ « Cymbalum mundi » de Bonaventura Des Périers

Exposition-Jeu « Le Monde » Relais H

Du 5 au 18 juin, le *Monde* a organisé avec les Relais H une exposition-jeu sur le thème « Europe 93 : ce qui va changer pour les Français ». Les participants étaient invités à classer par ordre d'importance huit conséquences liées à la construction du marché unique européen, et à retrouver le classement-type des Français, issu d'un sondage réalisé par IPSOS. Ce classement-type, de 1 à 8, a été établi selon le pourcentage de personnes ayant répondu « très important » pour chacune des thématiques.

La question posée était la suivante :

« Voici une série de conséquences liées à la construction du marché unique européen de 1993. Pour chacune, vous indiquerez si elle vous paraît très importante, assez importante, peu importante ou pas du tout importante ? »

1. Amélioration de la protection de l'environnement de l'Europe des Douze par l'adoption de normes communes : 53,2.
2. Renforcement du potentiel commun de recherche technologique pour mieux concurrencer les USA et le Japon : 50,8.
3. Suppression des frontières pour les diplômés : les diplômes universitaires ou de qualité professionnelle seront reconnus par l'ensemble des douze pays européens : 49,1.
4. Renforcement du SME afin de rendre la CEE moins dépendante du dollar : 48,6.
5. Harmonisation des différents systèmes fiscaux des douze pays de la CEE afin de rendre les Européens plus égaux devant l'impôt : 45,4.
6. Renforcement des pouvoirs du Parlement européen, notamment comme porte-parole de l'opinion publique. Par exemple, en ce qui concerne la protection de l'environnement et la défense du consommateur : 41,2.
7. Suppression des barrières techniques afin de faciliter la libre circulation des échanges commerciaux d'un pays à l'autre : 38,5.
8. Accroissement de la liberté de circulation des capitaux au sein de la CEE. (Un Français pourra ouvrir un compte dans le pays de son choix : 31,2.

* Neuf cents personnes constituant l'échantillon ont été représentatives de la population française âgée de quinze ans et plus ont été interrogées du 22 au 25 mai 1989.

Avec Le Monde sur Minitel

Commandez vos disques et vos livres

3615 LM

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 850572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

André Fauriol (1969-1982)

André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wous

Rédacteur en chef : Daniel Veret

Correspondant en chef : Claude Salot

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVUEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Sports

CYCLISME : l'arrivée du Tour de France

LeMond, l'élus des Champs

Événement sans précédent, dimanche 23 juillet, à l'arrivée du Tour de France, Greg LeMond, qui devait remonter un handicap de 50 secondes sur le porteur du maillot jaune, a remporté la victoire avec huit secondes d'avance, le plus faible écart jamais enregistré depuis la création de l'épreuve en 1903. Le coureur américain renouvelle ainsi son succès de 1986. En revanche, Delgado, troisième, n'a pu combler son

retard initial. Quant à Sean Kelly, il remporte pour la quatrième fois le maillot vert du classement par points. Un record. Jean-Marie Bockel, vainqueur de la troisième étape, a remporté le Tour de France féminin devant l'italienne Maria Canins après avoir gagné cinq étapes de montagne consécutives. La Néerlandaise Monica Knol, championne olympique sur route, a obtenu pour sa part un quatrième succès dimanche sur les Champs-Élysées.

Le Tour de France que vient de remporter Greg LeMond à la suite d'un fantastique coup de théâtre final rebasculera fortement l'image du sport cycliste, en perte de vitesse face au football, au tennis ou à la Formule 1. Tous les sondages le confirment. Si le public n'a pas été plus dense au bord des routes que les années précédentes, en revanche, le taux d'écoute de A 2 a fortement augmenté.

Les raisons de ce succès qui restitue à la grande épreuve une part de son prestige sont évidentes. Le Tour a donné lieu cette année à une course de qualité, mieux, à un combat implacable dominé par un duel fort contrasté et indécis jusqu'à la dernière étape, nous devrions écrire jusqu'au dernier kilomètre, puisque Laurent Fignon, encore en possession du maillot jaune aux portes de la capitale, l'a perdu sur les Champs-Élysées.

LeMond-Fignon en 1989, c'était un peu Anquetil-Poulidor en 1964, la confrontation de deux styles exceptionnels, aux caractères différents, mais de valeur sensiblement équivalente et dont l'antagonisme ne pouvait que susciter la passion. Une nuance cependant, et elle est essentielle, cette fois c'est le challenger qui a gagné. En moins de 25 kilomètres, il a repris 58 secondes à son rival qui le précé-

rait de 50 secondes, une demi-heure auparavant. Pour réaliser cet exploit jugé impossible, l'Américain a roulé à 54,545 kilomètres/heure de moyenne et sa vitesse-record suffit à expliquer l'un des retournements de situation les plus extraordinaires qu'ait connus le Tour de France.

Le Tour de France de toutes les incertitudes s'est donc terminé par la victoire du favori sentimental sur le favori logique, et du coureur de charme sur l'atletique agresseur. Il ne fait aucun doute que la décontraction et la sérénité de l'Américain se sont révélées déterminantes à l'heure, ou plutôt à la minute, de la décision. Réalité qui masque un paradoxe. Après 3250 kilomètres d'une course ardente et sans cesse relancée, le faux plat de la Concorde à l'ère de Triomphe a totalement effacé l'effort, le Galibier, l'Alpe d'Huez et la redoutable montée du Vercors.

Deux miracles Par le passé, Jean Rotie s'était imposé dans la dernière étape de Jan Janssen avait exécuté Van Springel contre la montre, le dernier jour également, mais jamais le round final — c'est le mot qui convient — n'avait connu une telle intensité. On pense à Laurent Dau-

(Suite de la première page.)

Le commun des mortels ne le mesure pas, mais les spécialistes, eux, ont jugé et jugé depuis longtemps, qu'ils soient du camp LeMond ou du camp Fignon. L'Américain, lui aussi, jugeait. D'un coup, avant même que se soit passé le temps fatidique, dès qu'il a mesuré que la distance restait à accomplir pour son adversaire est une mission impossible, il laisse aller le naturel qui le met le plus au comble du bonheur. La foule, elle, mêle joie et déception.

Une blessure d'amour-propre

Alors, on découvre l'autre image. Au-delà de cette ligne blanche qu'il avait voulu croire celle de son triomphe, celle où il allait signer sa troisième victoire dans le Tour de France, après 1983 et 1984, Laurent Fignon est allongé sur le dos, à même le pavé parisien, héros fourbu et épuisé. Il se laisse tomber là, d'un coup, non loin de son vainqueur. Que voulait-il lui faire dire? Que pouvait-il d'ailleurs dire? Le sort avait été contraire. Il n'y avait qu'à l'enregistrer.

Etait-ce par l'effet d'une blessure (inflammation du péritoine) qui, depuis trois jours déjà, le tourmentait? Était-ce seulement la conséquence d'un retour en forme encore insuffisant pour permettre un double Tour d'Italie-Tour de France? Lui n'avait rien à dire. Cette blessure d'amour-propre, il ne lui restait qu'à la laisser, elle aussi, se cicatriser puis à la rager d'avoir été vaincu. A-t-il vraiment pleuré? Ses yeux rougis l'étaient-ils de la poussière de

la route ou des effets d'un vent sahar-

rien ou d'un coup de chagrin humain trop humain? Ceux qui vivent dans le sillage constant de ces vaincus, s'ils sont vraiment de la trempe des grands, ne pleurent jamais. Alors, il convient d'être formel : Laurent Fignon n'a pas pleuré.

C'est qu'il a fait son chemin. L'adolescent blond qui, nouveau professionnel de vingt-deux ans, débarquait en 1982 dans l'équipe Gitanes que dirigeait Cyrille Guimard et sur laquelle reposait alors en souverain Bernard Hinault, appliqué à figurer ses très riches heures. Le jeune Fignon, aux allures de page florentin, montrait déjà qu'il en fallait davantage pour l'impressionner. Chacun avait pu mesurer que celui-ci n'entendait pas demeurer un gagnant-petit. Le bonhomme ne tarda guère à faire savoir qu'il était doué. Avant d'être coureur cycliste professionnel, ce n'est pas au prétexte qu'il se trouvait binoculaire qu'il allait se laisser cantonner dans la fonction de « l'intellectuel du peloton ». L'expression, il est vrai, tenait souvent le chroniqueur, même si le temps est aujourd'hui révolu où le coureur cycliste ne savait que dire, en recevant son bouquet, qu'il était « bien content d'avoir gagné ».

Une première victoire dans le Tour 1983 où débarrassait le jeune Fignon fit parler de lui; elle était acquise sur un abandon de Pascal Simon, alors membre de l'équipe Peugeot, un maillot jaune victime d'une fracture de l'omoplate et dans une épreuve à laquelle Bernard Hinault, après son opération au genou, ne pouvait participer. Certains avaient fait la moue. Laurent Fignon devait leur clouer le bec l'année suivante au point que la chronique voyait en lui un Mexicain à la française, tellement devenait surprenante cette manière qu'il avait d'emporter pile-à-terre les victoires dans les étapes contre la montre individuelles ou par équipes ou de finir seul des que la route s'élevait.

Bernard Hinault, convalescent, mais ayant choisi, pour sa résurrection, de quitter Cyrille Guimard pour Paul Koechli et Bernard Tapie, alors tout feu tout flamme pour le cyclisme avec son équipe de La Vie Claire n'en put mais. Le cruel Fignon eut même ce mot en voyant l'idole émue conduire pour lui seul des raids de kamikaze : « Hinault, il me fait rigoler », avait tranquillement proclamé l'insolent.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

Rêve brisé pour 8 secondes

Las! l'année suivante, en 1985, c'était au tour de Fignon d'abandonner et de voir Hinault gagner le Tour de France. Le pays cycliste, après s'être soucie du genou de l'un, devait s'enquérir du tandon d'Achille de l'autre.

Cependant, les phrases assassines se succédaient. Si Bernard Hinault avait « fait rigoler » Fignon, Fignon fit dire un jour à Bernard Hinault : « Laurent ne fait pas du vélo par goût, lui présentera l'addition ». N'allez surtout pas aujourd'hui rappeler ces perditions à l'un ou à l'autre. Ils ont appris, l'un comme l'autre, que trop parler nuit. Il faut d'ailleurs en ce domaine comme en d'autres, savoir oublier.

Nouvelle personnalité

Aujourd'hui, c'est le Fignon de demain qu'on essaie d'imaginer. La silhouette a changé. L'approche de la trentaine, le visage a mûri, le chignon se fait rare. La queue de cheval, serrée dans un élastique bleu comme le sont toujours les yeux, affirme une nouvelle personnalité. Le sourire, lui, n'est plus tout à fait ce qu'il était. Dans son livre *Seigneur et Maître du vélo*, Olivier Dazat écrit de Fignon qu'il demeure trop familier, qu'il était « un champion palpitant qui ressemble comme deux gosses d'eau à un beau-frère ou à un copain de régiment ».

Si ce temps-là fut vrai, il est aujourd'hui dépassé. Laurent Fignon a déjà préparé l'avenir avec cette société « maxisport » dans laquelle il est associé à Cyrille Guimard. Il est déjà entré dans le cercle de ceux qui se sentent faits pour durer. Il ne faut pas chercher ailleurs la raison de ses humeurs, de ses aigreurs à l'endroit des journalistes. Mais, en revanche, il peut frayer sereinement avec les hommes de pouvoir. Lorsqu'il aura abandonné le sport, il est certain qu'on ne le reverra pas dans un Tour de France comme chauffeur de luxe. Un signe d'ailleurs, ne trompe pas : l'idée n'est venue à personne de l'affubler de ces surnoms qui firent « Biquette » de Robic, « Le Cannibale » de Merckx, ou encore « Le Bâtard » de Bernard Hinault. De lui, on s'attend à établir une fiche d'état civil qui dirait : « Nom : Fignon; prénom : Monsieur ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

FOOTBALL : la reprise du championnat de France

Le FC Mulhouse et ses filets percés

La première journée du championnat de France n'a pas été favorable aux clubs venus de Toulouse division.

Vendredi 21 juillet, Lyon avait été battu à domicile par Marseille (1-4).

MULHOUSE de notre envoyé spécial

De son propre aveu, M. Jean-Marie Bockel (PS), maire de Mulhouse et député du Haut-Rhin, reconnaît avoir mis le nez dans un « dossier pourri ». De ceux qui vous feraient presque regretter d'avoir mis un terme, le 11 mars 1989, à huit ans de règne de M. Joseph Klifa (UDF-PSD). Un scandale politique? La débauche? Une grave des employés municipaux? Non. Plus grave que tout cela : des histoires de football et d'argent. Les pires!

Tout commença logiquement sur un stade. Samedi 13 mai, à Mulhouse, l'équipe alsacienne domine le Stade de Reims (2-0) et accède à la première division, six ans après une première expérience mulhousienne en 1982-1983. Joie dans les tri-

Samedi, Brest s'est incliné à Sochaux (1-0). Les Mulhousiens ont quant à eux été dominés à Toulouse (3-0).

Le club alsacien est en proie à une profonde restructuration à la suite de

l'annonce d'un déficit de 42,2 millions de francs. Le maire de la ville, M. Jean-Marie Bockel (PS), éprouve bien des difficultés à se débarrasser d'un dossier qu'il qualifie de « pourri ».

Le personnage Goerig est attachant, tout en rond et en adhésion. Il est d'ailleurs apprécié par l'ensemble du football français pour avoir fait du FC Mulhouse un club de première division. Mais, même s'il trouve son maire « très courageux et soucieux de bien faire », et s'il adopte un profil bas, ses jours en tant qu'homme de terrain sont comptés. « Il est dans la sècheresse », entre nous, c'est un mariage de raison », reconnaît M. Bockel. Il reproche à l'ancien président ses « affabulations » et ses « contradictions ».

Mais les ennemis du nouveau maire de Mulhouse ne se sont pas arrêtés à ces problèmes de gros sous. Il s'est heurté de plein front aux gens du football, sans doute soucieux d'aider leur ami Goerig. M. Jean Fournier (Fédération) et Jean Sadoul (Ligue nationale) lui auraient imposé une « incroyable pression », selon ses proches. Il ne semble pas avoir apprécié leurs méthodes : « Ils m'ont fait comprendre : « Ecoute, Coco, soit tu te donnes les moyens de bâtir quelque chose de sérieux, soit tu ne montes pas en première division ». En clair, il fallait que je paye! Tout cela sous couvert de respect de l'éthique sportive. Intérieurement cela m'a fait beaucoup rire. Je leur ai fait comprendre que, si je voulais, je pouvais tout arrêter ».

Les deux camps ont finalement trouvé un terrain d'entente. Les Alsaciens jouent en première division. Cette année, le football coûtera leur ami Goerig, M. Jean Sadoul (Fédération) et Jean Sadoul (Ligue nationale) lui auraient imposé une « incroyable pression », selon ses proches. Il ne semble pas avoir apprécié leurs méthodes : « Ils m'ont fait comprendre : « Ecoute, Coco, soit tu te donnes les moyens de bâtir quelque chose de sérieux, soit tu ne montes pas en première division ». En clair, il fallait que je paye! Tout cela sous couvert de respect de l'éthique sportive. Intérieurement cela m'a fait beaucoup rire. Je leur ai fait comprendre que, si je voulais, je pouvais tout arrêter ».

Les deux camps ont finalement trouvé un terrain d'entente. Les Alsaciens jouent en première division. Cette année, le football coûtera leur ami Goerig, M. Jean Sadoul (Fédération) et Jean Sadoul (Ligue nationale) lui auraient imposé une « incroyable pression », selon ses proches. Il ne semble pas avoir apprécié leurs méthodes : « Ils m'ont fait comprendre : « Ecoute, Coco, soit tu te donnes les moyens de bâtir quelque chose de sérieux, soit tu ne montes pas en première division ». En clair, il fallait que je paye! Tout cela sous couvert de respect de l'éthique sportive. Intérieurement cela m'a fait beaucoup rire. Je leur ai fait comprendre que, si je voulais, je pouvais tout arrêter ».

En attendant ces partenaires, il a encore bien du mal à se débarrasser de ce dossier. Il veut tout contrôler. Les trois joueurs engagés à l'inter-saison — le buteur australien d'origine yougoslave Edi Krncevic (Anderlecht), le milieu de terrain yougoslave Blaz Slikovic (Olympique de Marseille) et l'arrière latéral Marc Andrieux (Strasbourg) — l'ont été avec son accord. A eux seuls, les deux étrangers lui ont coûté 16 millions de francs. Chaque jour il découvre un peu plus ce milieu et va jusqu'à signer les commandes de merguez ou de canettes de bière pour la buvette du stade! Samedi 22 juillet, il a aussi découvert l'amertume des surs de défaite : Mulhouse a été battu à Toulouse (3-0) pour ses débuts en première division.

PHILIPPE BROUSSARD.

GOLF : Open de Grande-Bretagne

Surprise américaine

L'Américain Mark Calcavecchia a remporté l'Open britannique de golf, dimanche 23 juillet, sur le parcours de Troon, en Ecosse. La victoire de l'Américain, récompensée par un chèque de 850000 francs, est son premier titre majeur. Les Australiens Greg Norman et Wayne Grady, qui avaient terminé les quatre journées à égalité avec Calcavecchia, sur un score de 275 (13 au-dessous du par), se classaient dixième et septième en termes de nombre de trous joués sur la distance de quatre trous supplémentaires. Emmanuel Dussart, qui se classait 52^e, fut le premier Français depuis un quart de siècle à s'y qualifier pour la dernière journée.

TROON correspondance

On scrutait désespérément le ciel. On guettait le premier mouvement interstellaire des drapeaux. Rien. Deux brèves averse, et ensuite le soleil, toujours et encore, le grand beau temps tranquille aux drapeaux indolents et aux paysages jaunés par une sécheresse longue de deux mois. L'Open britannique a failli sans doute cette année à sa réputation orageuse, mais il a conservé sa capacité de surprendre, et cela jusqu'au bout, et au-delà, de ses quatre par-

courses. Euphorie en ville. Les flonflons se sont à peine tus lorsque, lundi 22 mai, M. Bockel et le président du club, M. André Goerig, demandent un audit financier à deux cabinets d'expertise comptable. Chargé à ces experts de dresser un bilan détaillé de la situation financière du club afin, selon le maire de « partir sur des bases saines en première division ».

Samedi 27 mai, M. Bockel révèle les premiers résultats de l'audit : le club accuse des pertes cumulées de 42,2 millions de francs! Inquiétude dans les tribunes. Colère en ville. « Je m'attendais à un trou, mais certainement pas à un gouffre. Sans compter qu'il restait encore des zones d'ombre », avoue le maire alsacien. Il prend vite conscience des difficultés qui l'attendent, lui qui, à trente-neuf ans, ne voue pas

un amour effréné au ballon rond : « J'ai commencé à aller au stade en 1988 parce que en période électorale, il faut bien se montrer. Mais à Mulhouse, je me suis toujours battu contre mes amis socialistes, foncièrement anti-foot ».

Devant l'importance du déficit, il prend les destinées du club en main. Mercredi 31 mai, il demande à M. André Goerig de passer le bilan de la SAEMS, arguant qu'elle est en cessation de paiement. Une nouvelle structure est mise en place, qui ne sera officialisée que quelques semaines plus tard. M. Bockel est président et M. André Goerig président délégué. Le pouvoir change donc de mains, l'ancien président devra se cantonner à un rôle de contact auprès d'un milieu du foot qu'il connaît bien.

Le maire et son adjoint aux sports, M. Christian Debrève, se plongent dans un sport professionnel dont ils ignorent tout. Et le dossier remis par les experts-comptables n'est pas fait pour les rassurer. Ils découvrent plusieurs documents que M. Bockel qualifie d'« ahurissants ».

C'est ainsi qu'à la veille du dépôt de bilan il reçoit une télécopie envoyée par la direction de la Banque Barclays à Paris : une lettre signée par son prédécesseur, M. Joseph Klifa, datée du 20 avril 1988. Ce dernier cautionne, au nom de la municipalité, un emprunt de 12 millions de francs demandé à cette banque par le club. « La ville de Mulhouse assure le remboursement des avances de l'emprunt sollicité », promet-il. Aujourd'hui, M. Bockel refuse de tenir les engagements de M. Klifa, expliquant que celui-ci aurait effectué cette requête sans en référer au conseil municipal. Le dossier suit son cours. La justice devra établir les responsabilités et définir la procédure du remboursement des dettes de l'ancienne SAEMS. Le procureur de la République de Mulhouse, M. Jean Wolff, a demandé, vendredi 7 juillet, l'ouverture d'une enquête judiciaire sur le dépôt de bilan et sur la gestion de l'ancienne SAEMS afin de déterminer s'il y a eu ou non banqueroute. Le principal accusé, M. André Goerig, plaide non coupable : « Je suis responsable dans le sens où c'est moi qui ai engagé les joueurs. Mais en dehors de cela, je n'y suis pour rien. Au contraire! Nous avons réussi un miracle permanent avec une comptabilité en ordre. Les aides que nous recevions de la mairie servaient uniquement à combler le déficit. Or, alors, il s'agissait de simples cautions bancaires. Tout était fait sous le contrôle de la mairie. Et puis ces 42 millions sur huit ans, c'est une vaste fustierie! »

MARC BALLADE.

Les résultats

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIERE DIVISION (première journée)

Marseille b. Lyon	4-1
Nantes b. Auxerre	2-1
Toulouse b. Mulhouse	3-0
Nice et Paris-SG	3-3
Metz et Bordeaux	0-0
Montpellier b. Cannes	4-1
RP 1 et Monaco	0-0
Sochaux b. Brest	0-0
Lille b. Caen	1-0
Toulon b. Saint-Etienne	2-0

DEUXIEME DIVISION (première journée)

Bastia b. Lorient	3-0
Amiens et Red Star	1-1
Montpellier b. Orléans	2-1
Nancy b. Reims	4-1
Nîmes b. Istres	2-0
Alès b. Grenoble	1-0
Strasbourg et Gueugnon	2-2
RP 1 et Chamois	1-0
Martigues b. Avignon	2-0

Groupe B

Lens b. Abbeville	1-0
Creteil b. Saint-Seurin	1-0
Quimper et Guingamp	0-0
Quimper et Reims	1-1
Tours b. Le Havre	3-2
Rennes b. Lorient	4-1
Niort et Laval	1-1
Beauvais b. La Roche-A-Yon	2-1
Valenciennes b. Angers	3-1

TOUR DE FRANCE VINGTIEME ETAPE (Demi-Finale)

1. Giovanni Fidanza (It.-Châteauneuf)	4:03
2. Jelle Nijsen (P.-B.)	4:03
3. Sean Kelly (Irl.)	4:03
4. Mathieu Hermans (P.-B.)	4:03
5. Carlo Bomaso (Bel.)	4:03

VINGT ET UNIEME ETAPE (Versailles-Paris)

1. LeMond (E.-U., ADR)	27 km en 26 min 57 s (moyenne : 54,545 km/h)
2. Marie (Fr.)	à 33 s
3. Fignon (Fr.)	à 58 s
4. Nijdam (P.-B.)	à 1 min 7 s
5. Yates (G.-B.)	à 1 min 10 s

Classement général final

1. LeMond (E.-U.), en 87 h 38 min 35 s	2. Fignon (Fr.), à 8 s
3. Delgado (Esp.), à 3 min 34 s	4. Thomson (P.-B.), à 7 min 30 s
5. Lejaudret (Esp.), à 9 min 39 s	

TOUR FÉMININ DIXIEME ETAPE (Aix-les-Bains-L'Isle-d'Abeau)

1. Monica Knol (P.-B.)	127 km en 3 h 16 min 3 s (moyenne : 39,857 km/h)
------------------------	--

2. Stella Friskina (URSS); 3. Jutta Nielsen (RFA); 4. Viola Paulitz (RFA); 5. Lucien V. Mores (P.-B.), même temps.

ONZIEME ETAPE (Champs-Élysées)

1. Monica Knol (P.-B.), les 60 km en 1 h 26 min 42 s (moyenne : 41,868 km/h)	2. Viola Paulitz (RFA); 3. Stella Friskina (URSS); 4. Jutta Nielsen (RFA); 5. Valérie Simonnet (Fr.), même temps.
--	---

Classement général final

1. Jean-Marie Bockel (Fr. France - A-2), 21 h 59 min 38 s	2. Maria Canins (It.), à 9 min 44 s
3. Inga Thompson (E.-U.), à 12 min 24 s	4. Susan Elias (E.-U.), à 14 min 48 s
5. Cécile Odin (Fr.), à 15 min 28 s	

CHAMPIONNATS DE FRANCE (Trois records de France, dignes des tablettes internationales, ont été battus lors des championnats d'état de natation, qui se sont achevés dimanche 23 juillet, à Paris. La préparation des prochains championnats d'Europe semble, pour le moment, s'être déroulée dans les meilleures conditions. Les meilleurs olympiques, Stéphane Caron et Catherine Plewinski.

Deux noms sont cependant à retenir de ces rencontres, celui du Toulousain Christophe Fournier, qui a amélioré son propre record du 100 m brasse (1 min 35 s) et s'est placé parmi les meilleurs mondiaux en 200 m brasse, et celui de Franck Schott, qui a réussi le meilleur chronomètre mondial sur 100 m dos (56 s 32).

Tennis

COUPE DAVIS (Demi-Finale)

● A. Mankin (RFA) b. Este-Uste par 3 victoires à 2	● Gilbert (E-U) b. Stob (RFA), 6-2, 6-4, 6-4, 6-4
● Becker (RFA) b. Agassi (E-U), 6-7 (4-7), 6-7 (5-7), 7-6 (7-4), 6-3, 6-4	● Becker (RFA) b. Flach-Seguso (E-U), 3-6, 7-6 (7-5), 6-4, 7-6 (7-3)
● Stob (RFA) b. Agassi (E-U), 4-6, 6-4, 6-2	● Gilbert (E-U) b. Kuhnert (RFA), 6-4, 1-6, 6-4

● A. Brestad : Sable b. Yougoslavie par 4 victoires à 1

● J. Svecinovic (Youg.) b. Ivanisovic (Youg.), 6-4, 7-6 (7-5), 3-6, 6-4

● Wladimir (Sable) b. Prpic (Youg.), 7-6 (7-5), 6-1, 6-0

● Prpic-Ivanisovic (Youg.) b. J. Svecinovic (Sable), 4-6, 6-4, 6-4, 6-3

● Svecinovic (Sable) b. Prpic (Youg.), 6-7 (3-7), 6-4, 7-6 (7-5), 3-6, 6-3

● Wladimir (Sable) b. Ivanisovic (Youg.), 6-3, 6-3

La finale, organisée les 15, 16 et 17 décembre, aura probablement lieu à Moscou.

مخبر الانجلی

Le Monde

ECONOMIE

L'EMPLOI DES ÉTRANGERS EN EUROPE

Une mosaïque mouvante

L'EMPLOI des étrangers dans les pays de la Communauté européenne va-t-il se transformer dans les années qui viennent ? Les réstructurations économiques, le redémarrage de l'activité, comme la constitution du marché unique et le déclin démographique dans certains pays peuvent modifier les situations, déjà diverses, voire contrastées.

Dans plusieurs pays paraît s'amorcer une reprise de l'immigration depuis 1985-1986 : c'est le cas en Allemagne, mais aussi, hors de la CEE, en Autriche, en Suisse ou en Suède, comme le note une étude récemment publiée par l'OCDE (1).

En principe, la plupart des Etats de la Communauté ont adopté depuis les années 80 des politiques restrictives limitant l'entrée de travailleurs étrangers. Mais cela n'empêche pas dans certains cas une immigration clandestine qui a amené récemment l'Italie et l'Espagne - qui furent longtemps des pays d'émigration - à prendre des mesures de régularisation. S'y ajoute, en RFA comme en France, un gonflement des demandes d'asile. Ces flux ne sont évidemment pas comparables à ceux des travailleurs de naguère, mais ils peuvent, avec le temps, faire nombre.

La plus importante source d'entrées, cependant, c'est l'immigration familiale (soit par réunion de familles déjà constituées soit par la recherche d'un conjoint dans le pays d'origine). Elle tend à stabiliser les migrants dans les pays d'accueil, même si dans certains, comme l'Allemagne, les mouvements restent importants, puisqu'on a compté en RFA, en 1987, 335 000 sorties pour 473 000 entrées, plus de dix fois plus qu'en France.

Inégale ascension

La féminisation et la stabilisation des groupes d'étrangers contribuent à transformer l'emploi des immigrés. Le phénomène le plus marquant dans la plupart des pays est leur passage dans le secteur tertiaire (« le Monde de l'économie » du 21 février). Celui-ci prend bien des formes. D'abord, les étrangers occupent une place de plus en plus grande dans les services domestiques, à mesure que les femmes autochtones prennent des emplois salariés. Mais les industries, les commerces, les administrations, font aussi de plus en plus appel, pour l'entretien et le gardiennage, à des centaines de spécialistes qui emploient des étrangers de deux sexes.

Cela n'offre sans doute que des emplois faiblement qualifiés, et n'améliore guère la situation rela-

tive des immigrés, appelés dans la plupart des pays pour occuper des postes d'ouvriers non qualifiés dans des industries consommatrices de main-d'œuvre (métallurgie, automobile) ou dans le bâtiment : rares encore sont ceux qui ont pu (comme dans le bâtiment en France) y acquérir une qualification. Les différentes communautés profitent inégalement des possibilités d'ascension sociale ; ainsi, en RFA, les Yougoslaves s'en tirent mieux que les Italiens, pourtant installés depuis longtemps.

Autre phénomène majeur : le passage des étrangers dans les emplois non salariés. Leur présence est inégale : elle est plus importante en France, et surtout en Grande-Bretagne, où les réglementations sont plus libérales qu'en RFA, où le *Meisterbrief* nécessaire dans l'artisanat n'est accordé qu'avec parcimonie. Mais, souligne le document de l'OCDE, « la concentration des étrangers dans l'industrie et l'agriculture a longtemps occulté cette diffusion » dans le commerce et l'artisanat.

Les exemples les plus frappants sont ceux des Pakistanais et des Chypriotes dans tous les petits commerces en Grande-Bretagne, des artisans du bâtiment portugais et maghrébins en France, mais même en RFA on commence à voir des Turcs dans l'alimentation ou le commerce de l'électronique.

La recherche de la flexibilité par les entreprises, qui font de plus en plus appel à la sous-traitance ou à des services extérieurs, encourage aussi les créations d'entreprise par des étrangers : cela répond au désir d'ascension sociale de la jeune génération. Cette forme d'investissement matériel et moral contribue en retour à rendre durable l'installation des étrangers, et à favoriser leur intégration.

Au cours des dernières années, les immigrés ont souvent été frappés par le chômage, plus fortement que les « nationaux ». Ils ont en particulier été touchés de plein fouet par les crises ou les restructurations industrielles, notamment en France et en RFA. Dans ces deux pays, comme aux Pays-Bas, ce chômage paraît difficile à résorber. Toutefois des

évolutions divergentes peuvent se dessiner. Ainsi les mesures prises pour l'emploi des jeunes en France ou en Belgique jouent aussi en leur faveur : le taux de chômage des étrangers de moins de vingt-cinq ans a diminué. Mais, parallèlement, le chômage des femmes étrangères s'accroît, à mesure qu'elles entrent sur le marché du travail. Aux Pays-Bas et en RFA, la situation des étrangers s'est plutôt dégradée alors que celle des nationaux s'améliorait.

Les différentes communautés ne sont pas exposées de la même façon au chômage : aux Pays-Bas, Antillais, Turcs et Marocains sont les plus vulnérables, comme les Turcs et les Italiens en RFA. En France, des groupes nationaux plus récemment installés comme les Turcs ou les travailleurs venant d'Afrique noire ont une durée moyenne de chômage inférieure à celle des Français comme des autres étrangers, tandis que les Vietnamiens ou les Laotiens détiennent un peu enviable record de durée !

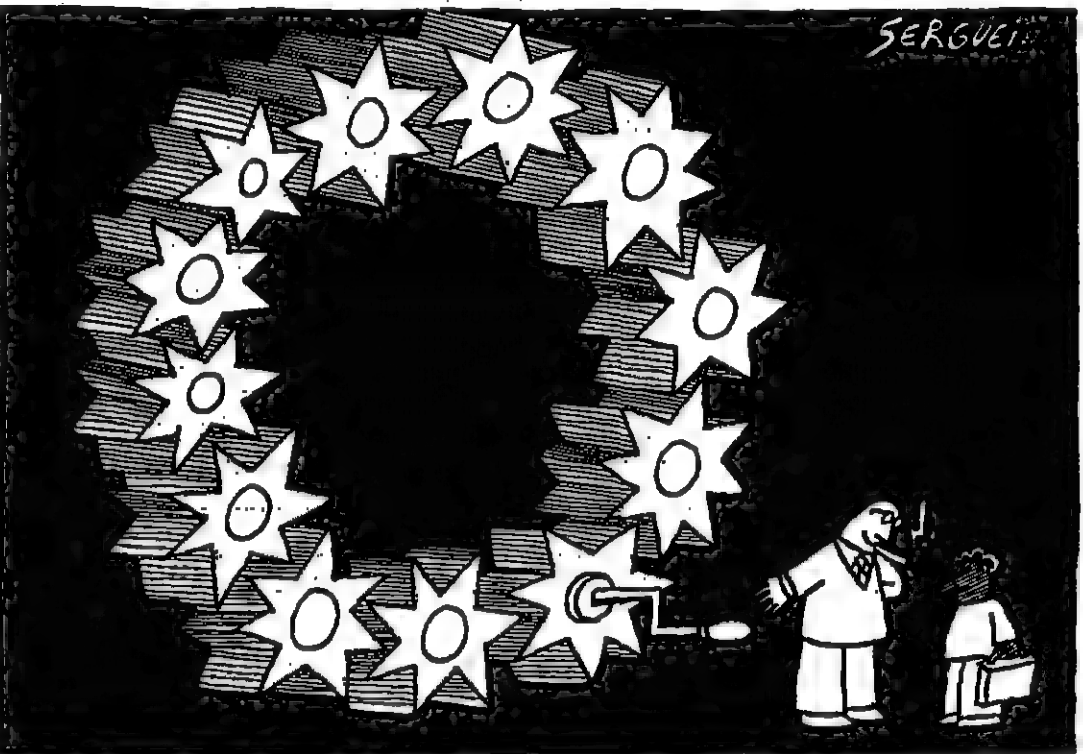
De près et de loin

La perspective du marché unique européen suscite de nombreuses spéculations et inquiétudes. Va-t-elle créer un « appel d'air » vers les pays les plus industrialisés ? En principe, les étrangers « hors CEE » ne disposent pas du droit de libre circulation. La présence de groupes de même nationalité dans d'autres pays peut faciliter les déplacements.

Mais c'est surtout le redémarrage de la croissance économique qui peut apporter des bouleversements dans la composition des communautés étrangères comme dans leur emploi. Il peut créer une nouvelle demande pour des activités traditionnelles, comme le bâtiment : en France, dans certaines régions, seule la main-d'œuvre immigrée a permis de faire face. Mais elle peut aussi ouvrir de nouveaux emplois à des immigrés qualifiés. Ceux-ci peuvent venir d'autres pays de la CEE : la Grande-Bretagne recourt déjà à des infirmières irlandaises ou à des institutrices danoises, comme à des ébénistes grecs. Mais ils peuvent aussi venir de plus loin : n'envisage-t-on pas en Grande-Bretagne de faire appel à des enseignants de Hongkong (voir l'article de Vincent Bord). Même en France, ne rencontre-t-on pas parmi les nouveaux immigrants (peu nombreux il est vrai) des cadres japonais attirés par la CEE ?

GLY HERZLICH.

(1) SOPEMI (Système d'observation permanente des migrations internationales, ed. 1988, OCDE).



Grande-Bretagne : nouveaux visages

Le monde du travail britannique, déjà riche en nationalités, n'en finit pas d'accueillir de nouveaux visages. Depuis des décennies, les Britanniques se sont habitués aux épiciers indiens et pakistanais, aux infirmières irlandaises et aux pompiers de métro antillais. Maintenant, des nouveaux venus aussi inattendus que des maçons français, des ébénistes grecs ou des institutrices danoises viennent tenter leur chance en Grande-Bretagne.

Les travailleurs étrangers d'aujourd'hui ont peu en commun avec ceux d'hier. Ils arrivent un par un, souvent d'Europe, alors que leurs prédécesseurs étaient venus en masse des anciennes possessions britanniques pendant la décolonisation. Les ressortissants de la Communauté européenne employés en Grande-Bretagne sont pourtant déjà plus nombreux que ceux originaires du Pakistan, et encore sans compter la forte communauté irlandaise.

L'immigration de l'après-guerre ressemblait à celle que connaissent les autres pays européens en pleine croissance et en mal de bras. Mais, au moment où l'Allemagne fédérale ne sait que faire des réfugiés de l'Est et où la France se bat contre le chômage, le Royaume-Uni a toujours besoin de main-d'œuvre.

Le pays compte maintenant moins de 2 millions de demandeurs d'emploi, une forte proportion de personnes âgées, et son système de formation professionnelle est un désastre national. Selon une étude du patronat, près de la moitié des firmes ont du mal à trouver du personnel et un cinquième d'entre elles doivent en conséquence réduire leur production. Même si très peu des immigrés actuels prévoient de s'instal-

ler à vie en Grande-Bretagne, leur contribution économique devient peu à peu indispensable.

Au total, 1,2 million d'étrangers occupent un emploi sur plus de 25 millions d'actifs. Les travailleurs des plus anciennes communautés sont encore les plus nombreux, avec 330 000 Indiens, 305 000 Irlandais, 290 000 Antillais et 135 000 Pakistanais ou Bengladais. Les expatriés des pays de la CEE, Irlande non comprise, sont 155 000.

Cette population est majoritairement urbaine, et concentrée dans le Sud-Est prospère ou dans les vieilles régions industrielles des Midlands.

Les ressortissants du nouveau Commonwealth (l'ex-empire britannique moins les dominions blancs tels que l'Australie et la Nouvelle-Zélande) sont à 80 % des gens de couleur et connaissent le niveau de vie le plus bas. Néanmoins, leur activité économique ressemble peu à celle des *Gastarbeiter* turcs de RFA ou des immigrés nord-africains de France.

Ces immigrés travaillent relativement peu dans l'industrie, exception faite des communautés indienne et pakistanaise du nord industriel de l'Angleterre, dans des villes telles que Bradford, la capitale de la laine. Ils sont plus nombreux dans le tertiaire, sous toutes ses formes. Beaucoup sont condamnés à la restauration collective, au nettoyage industriel ou à la manutention mais, plus que dans d'autres pays, les étrangers ont réussi à se mettre à leur compte.

De Londres, VINCENT BORD.

(Lire la suite page 18.)

Allemagne fédérale : bons salaires, promotions aléatoires

LA République fédérale d'Allemagne a connu pendant vingt ans un afflux d'étrangers venus appuyer la force de travail locale en nombre insuffisant pour répondre aux besoins en personnel liés au « miracle économique » des années 50 et 60. Privée, pour des raisons historiques et politiques, de son réservoir traditionnel de main-d'œuvre qu'était la Pologne, la RFA s'est tournée vers d'autres pays exportateurs de main-d'œuvre avec lesquels elle a signé des conventions gouvernementales de recrutement : l'Italie, l'Espagne, la Grèce, le Portugal, la Turquie et la Yougoslavie. Ce recrutement massif dura jusqu'en 1973, date à laquelle on mit un terme à l'importation de main-d'œuvre en raison de la crise économique et de la montée du chômage. Désormais, seuls peuvent s'installer sur le territoire de la RFA pour exercer une activité les ressortissants d'un pays membre de la Communauté européenne, à l'exception des Portugais, qui devront attendre le 31 décembre 1992.

Le nombre des étrangers s'est donc stabilisé aux alentours de 4 500 000 selon les derniers chiffres disponibles, soit 7 % de la population totale. Mais, dans le même temps, on assistait à une baisse sensible de la proportion d'étrangers dans la population active. Après avoir atteint un sommet en 1973 avec 2 600 000 travailleurs (11,6 % de la population active), elle a régulièrement baissé depuis, pour n'être plus que de 1 500 000 (7 % de la population active).

La structure démographique de cette immigration s'est également transformée. Le poids des jeunes, des femmes et des personnes âgées s'est accru au détriment de

la tranche d'âge des vingt-cinq/quarante-cinq ans. En ce qui concerne les nationalités, les Turcs, avec près de 1 500 000 personnes, constituent le groupe le plus important, suivi des Yougoslaves (600 000) et des Italiens (550 000) et des Grecs (280 000).

Une étude réalisée par le ministère du travail en 1985 donne un tableau de la situation de ces travailleurs immigrés dans le monde des entreprises. On constate tout d'abord le vieillissement de la main-d'œuvre immigrée.

La proportion des plus de quarante-cinq ans s'est accrue pour toutes les nationalités. L'arrêt de l'importation de main-d'œuvre se fait ici sentir. On constate aussi une augmentation des jeunes en formation ou en apprentissage. Les enfants de ceux qui sont arrivés dans les années fastes entrent maintenant sur le marché du travail, après avoir effectué le parcours classique de la formation générale et professionnelle allemande. L'analyse des qualifications montre une grande stabilité : entre 1980 et 1985, la proportion des travailleurs sans qualification a légèrement

augmenté, de 34,1 % à 35 %, alors que celle des ouvriers qualifiés diminuait de 39,5 % à 35,1 %. On notait cependant une augmentation de la proportion des employés qui passe dans le même temps de 9,4 % à 12,9 %.

L'ambition des Yougoslaves

Les immigrés ont-ils une chance d'ascension sociale en acquérant des qualifications leur permettant de gravir les échelons au sein des entreprises ? Théoriquement oui, au même titre que les ouvriers allemands, qui font un large usage des possibilités offertes par le système très efficace de formation continue. Mais dans la pratique les immigrés qui « font carrière » sont l'exception. Dès qu'il s'agit de pourvoir des postes de maîtrise, les employeurs d'outre-Rhin marquent une très nette préférence pour les Allemands, décourageant les immigrés de faire des efforts de formation. Des différences très nettes sont cependant perceptibles selon les groupes nationaux : les immigrés les plus « ambitieux » sont les Yougoslaves, les plus « sta-

gnants » les Turcs. Cela tient en grande partie au niveau de formation acquis dans les pays d'origine : les Yougoslaves qui choisissent de venir travailler en Allemagne fédérale ont fréquenté l'école plus longtemps que les Turcs, dont beaucoup sont arrivés quasiment analphabètes en RFA.

La structure des rémunérations en RFA, où l'éventail est beaucoup moins ouvert qu'en France, n'incite pas non plus les travailleurs à s'engager dans la voie de la qualification et de la formation. Ainsi la moyenne des rémunérations mensuelles des immigrés était en 1985 de 1 700 deutschemarks par mois contre 1 900 deutschemarks pour les Allemands, en dépit d'une qualification moyenne plus élevée pour ces derniers (1). L'étranger venu travailler en RFA est aussi beaucoup plus attaché à son entreprise que ses collègues allemands qui changent volontiers d'employeurs pour obtenir soit un meilleur salaire, soit de meilleures conditions de travail. L'objectif d'un retour au pays, pour jouir d'une retraite ou d'une pension amassée en RFA, reste la règle : en Allemagne on n'assiste pas comme en France à un phénomène d'intégration progressive dans la société d'immigrés qui choisissent de demeurer dans leur pays d'accueil. Les naturalisations, très difficiles et coûteuses, restent l'exception, et l'application du *jus sanguinis*, le droit du sang en matière de code de la nationalité, prive les enfants d'immigrés de la possibilité d'acquiescer automatiquement la nationalité ouest-allemande.

De Bonn, LUC ROSENZWEIG.

(1) 1 DM = 3,40 F.

Bert McClure et Bruno Régner

Promenades d'architecture à Paris

PARIS reste à découvrir. Avec ses six itinéraires, illustrés et abondamment commentés, ce guide original invite à une promenade savante aux sources de l'architecture moderne.

En vente en librairie

La Découverte / Le Monde

La chronique de Paul Fabra

Le retour du balancier politique

Il se pourrait bien que le récent sommet de l'Arche ait contribué à mettre en évidence un nouveau rapport des forces politiques dans les grands pays industrialisés. Si M^{me} Thatcher n'a pas tenu la vedette à laquelle elle était habituée, la raison, semble-t-il, dépasse de loin sa personne, qui n'a pas changé. Bien que les idées « libérales » aient servi autant qu'à l'occasion des réunions précédentes de point de référence obligé, tout se passe comme si un phénomène déjà perceptible en Europe avait trouvé sa traduction à l'échelle plus grande du monde capitaliste tout entier.

Au lendemain des élections du Parlement européen du 18 juin dernier, à l'occasion desquelles les partis de droite avaient perdu la majorité, Jacques Delors avait brièvement parlé à la télévision d'un retour du balancier politique. On a le sentiment, avait dit en substance le président de la Commission européenne, que les idées sociales démocrates qui avaient exercé une influence prépondérante pendant les années 60 étaient en train de faire leur réapparition. A partir des années 70, on avait vu la doctrine libérale regagner du terrain. On assiste aujourd'hui, concluait-il, au rétablissement d'un certain équilibre.

Aux Etats-Unis, les discours de George Bush n'ont plus les accents de M. Reagan vantant les mérites quasi magiques de l'économie de marché. L'attitude beaucoup plus posée de la nouvelle administration laisse le premier ministre britannique seul dans le monde à tenir des propos aux résonances fortement idéologiques.

Il n'y a pas si longtemps pourtant que les libéraux semblaient triompher, exhibant le scepticisme fondamental des meilleurs théoriciens conservateurs quant à l'existence d'un sens de l'Histoire. Ils reprenaient ce thème à leur compte après la pitoyable déconfiture de leurs adversaires marxistes. D'où vient le brusque changement de ton ?

L'explication ne serait-elle pas — précisément — qu'à leur manière les libéraux ont rempli leur mission historique ? Plus personne ne contestait sérieusement la supériorité des mécanismes de marché sur les pseudo-

techniques de planification, les électeurs dans leur ensemble inclinaient à penser qu'on n'a plus tellement besoin des militants du réaganisme de la première heure ou du thatcherisme. Ces derniers ont fait passer, et avec quel succès, leur message essentiel, la suite de leur discours ne serait plus que littérature (pas nécessairement de la meilleure veine), ou satisfaction de leur ego, lequel par définition n'intéresse qu'eux-mêmes.

Sur cette première interrogation s'en greffe immédiatement une autre qui s'adresse plus spécifiquement à la gauche. Si tant est que les idéologies sont, comment interpréter les derniers glissements d'opinion ? Faut-il croire que les gens se déterminent sur des critères artificiels auxquels ils ne croient plus qu'à moitié dans le meilleur des cas ? Ou bien la gauche, qui fut jadis et naguère le lieu privilégié de l'idéologie, devrait-elle paradoxalement ses nouveaux succès au scepticisme ambiant sur les prétentions du politique à « changer la vie » (slogan des partisans de François Mitterrand en 1981) ?

Pour en revenir au début des années 70, il est relativement facile d'identifier l'obstacle sur lequel est venue buter, à ce moment-là, l'idéologie dominante. La modeste social-démocratie des années d'avant la crise reposait comme on l'a dit et redit sur la croyance dans la capacité quasi illimitée de l'Etat à prendre en charge la satisfaction des besoins les plus fondamentaux : santé, éducation, retraites, auxquels s'ajoutaient mille autres revendications sectorielles ou locales, toutes plus justifiées les unes que les autres.

Ce dogme n'a pas résisté à l'arrêt brutal de la croissance consécutif à la première vague d'inflation mondiale (1971-1973). L'incapacité manifeste de l'Etat à protéger à tenir ses promesses a provoqué une profonde remise en question des hypothèses, jusque-là retenues pour des certitudes, sur lesquelles s'appuyait le

consensus social. Le « moins d'Etat » est apparu comme une nécessité avant de devenir un nouveau leitmotiv politique se substituant aux anciens préjugés. Les thèses libérales ont trouvé l'occasion d'un renouveau inespéré.

Que ce soit en Angleterre avec M^{me} Thatcher, aux Etats-Unis avec Ronald Reagan, en France avec la victoire électorale de Jacques Chirac en mars 1986, les partis conservateurs, forts de leur prestige intellectuel, politique, moral, retrouvent, exécutant leur programme sur deux ou trois thèmes qui concentraient les préoccupations d'une majorité de l'opinion publique.

Ce qui confère à l'entreprise annoncée tout son attrait et sa grandeur propres à séduire bon nombre d'électeurs est qu'il s'agitait ni plus ni moins que de s'attaquer à des phénomènes aux allures de quasi-fatalité. L'un des encheînements qu'on se promettait de briser était l'incessante montée des dépenses publiques dans la vie nationale et corrélativement l'augmentation constante des impôts pesant sur les individus. Un autre était l'inflation.

Les conservateurs, s'ils ont incontestablement marqué des points, se sont montrés, surtout les plus dogmatiques d'entre eux, au-dessous de leur tâche.

Cependant, celle-ci était énorme et l'insuffisance des résultats par rapport aux ambitions proclamées ne leur est pas nécessairement imputée à échec. Sur ce terrain, l'opinion publique, instruite par l'expérience, est sans doute prête à faire la part des choses.

Plus compromettante pour la cause libérale est l'inconsistance de prises de position des partis conservateurs qui s'y sont pris de telle manière qu'au lieu d'analyser en termes clairs les problèmes posés, comme leur doctrine leur aurait permis de le faire, ils ont, au contraire, contribué, souvent par dénigrement, à les embrouiller. Ce faisant, ils ont pris le risque de ne plus

nécessairement apparaître comme les mieux placés pour les résoudre.

En ce qui concerne l'emprise de l'Etat, un étonnant transfert a eu lieu que la notion ambiguë de prélèvement obligatoire a permis d'opérer en douceur. On a fait croire à l'opinion publique que moins d'Etat, cela pouvait s'obtenir tout de suite et dans la joie par un abaissement immédiat de la pression fiscale. Or — on n'insistera jamais assez là-dessus — c'est en dépensant que l'Etat prélève, et cela pour une raison simple : *rien ne peut faire que la totalité des dépenses publiques ne soit d'une façon ou d'une autre financée par la population active, ou bien par l'impôt, ou bien par l'emprunt, ou bien par le prélèvement occulte que constitue l'inflation monétaire.*

A cause de cette ambiguïté, le déficit budgétaire s'est révélé intraitable. Là encore, la pensée des meilleurs théoriciens libéraux aurait dû mettre en garde contre l'illusion commune : le budget de l'Etat, comme le faisait remarquer Jacques Rueff dans l'Ordre social, publié en 1943, n'est pas l'équivalent d'un compte d'exploitation. Un budget en équilibre peut masquer un déficit. C'est le cas chaque fois que l'équilibre n'a été acquis qu'au prix d'une décapitalisation systématique du domaine public. Tel est bien le cas en Grande-Bretagne, le seul pays qui, sur le papier, soit passé du déficit à l'excédent de ses finances publiques. Quand on n'entretient plus les ponts, le ministre des transports et de l'équipement cesse d'apparaître budgétifère. Mais, en réalité, la nation tout entière s'appauvrit par un processus que Michel Rocard désigne par la forte expression de paupérisation du secteur public.

Cependant, les adeptes de la « révolution conservatrice », si féroces soient-ils de théorie, n'ont apparemment cure de ces distinctions qui les conduiraient à reconnaître un rôle plus grand que prévu dans leur analyse aux services publics. Ils sont d'autant plus

impardonnables qu'il existe aux Etats-Unis, le seul pays dont ils lisent les livres, tout un courant de pensée, illustré notamment par le Prix Nobel James Buchanan (Ecole dite de Virginie), en train de ressusciter sous des formes modernes les analyses de Rueff et d'autres maîtres de la génération ayant immédiatement précédé Milton Friedman et ses « boys ».

Enfin, en ce qui concerne la lutte contre l'inflation, la persistance d'un niveau élevé des taux d'intérêt aurait dû convaincre qu'une bataille avait été gagnée, pas la guerre. C'est ici que l'échec, par ses conséquences, est le plus grave. Si un ordre monétaire digne de ce nom avait été restauré, on aurait vu de nouveau la quasi-totalité des investissements publics financés à bon compte par l'emprunt, comme c'était le cas pendant le siècle de la stabilité. Le problème apparemment insoluble du déficit budgétaire aurait disparu du même coup. Les particuliers auraient pu de nouveau emprunter à long terme à des taux bas. Aujourd'hui, malgré ou à cause de Ronald Reagan et de M^{me} Thatcher, seul l'Etat est présent sur le marché des capitaux à dix, vingt ou trente ans. Capitalisme ou marché au service de l'Etat ?

RESTE le terrain de l'idéologie où s'est opéré le retournement de position le plus spectaculaire. En prenant les solutions de marché, les libéraux ont fait œuvre utile mais ils ont changé subrepticement de registre à partir du moment où ils ont prétendu que le marché a répondu à tout. Cela les a conduits à reprendre, à leur manière, la thèse marxiste de dépréciation de l'Etat. Les libéraux modernes sont portés vers l'idéologie pour une raison profonde. Celle-ci tient à l'amalgame fait depuis un siècle par les économistes entre l'équilibre de marché et l'optimum de satisfaction. Soutenir que le marché est la forme d'organisation la plus performante de la vie économique, ce n'est pas de l'idéologie. Cela peut se démontre, comme l'a fait Maurice Allais il y a plus de quarante ans. L'idéologie commence avec la prétention d'assimiler cette efficacité avec la félicité.

L'EMPLOI DES ÉTRANGERS EN EUROPE

Grande-Bretagne : nouveaux visages

(Suite de la page 17.)

Les immigrés méditerranéens, venus de Chypre, Malte ou Gibraltar, affichent la plus forte proportion de travailleurs indépendants (30 % des actifs), suivis par les Asiatiques (15 %, contre 10 % pour la population britannique de souche) ; les Antillais ne comptent en revanche que 3,5 % d'indépendants. Les professions les plus courantes sont épicière, restaurateur, coiffeur ou chauffeur de taxi. La communauté indienne compte même un certain nombre de médecins.

Plus difficile pour les salariés

Pour les salariés, la vie n'est pas facile. « Les statistiques suggèrent qu'il faut au membre d'une minorité ethnique trois fois plus de temps qu'à un Britannique

pour obtenir la même promotion et trois fois plus de candidatures pour décrocher un emploi », déclare M. Francis Deutsch, un conseiller juridique de la commission pour l'égalité raciale (CRE). Selon M. Deutsch, le risque de déshérence dans ces minorités est le double de la moyenne nationale. La situation est identique pour les immigrés de deuxième et troisième génération, qui représentent la moitié de ces groupes. L'Etat offre quelques projets d'insertion, limités, et, depuis 1976, le Race Relations Act donne aux victimes de discrimination le droit d'obtenir réparation en justice. Mais à peine 1 500 plaintes sont déposées chaque année.

Cette immigration traditionnelle, réduite par trois fois successives, appartient de plus en plus au passé. Sur les 46 000 personnes autorisées à s'installer dans le

pays en 1987, seulement 20 000 venaient du nouveau Commonwealth, et encore s'agissait-il en majorité des femmes et des enfants d'immigrés déjà installés. Le critère retenu pour la délivrance d'un permis de travail est l'absence en Grande-Bretagne de personnes offrant la même qualification qu'un immigré potentiel. « Si Maradona demande un permis, il lui sera accordé, mais un footballeur de division d'honneur n'a aucune chance », explique un porte-parole du ministère du travail.

Les citoyens de la CEE échappent évidemment à tout contrôle et ils sont de plus en plus nombreux à profiter des pénuries de personnel au Royaume-Uni. La réhabilitation des anciens docks de l'est de Londres — l'un des plus grands chantiers d'Europe — serait par exemple impossible sans l'afflux de travailleurs du bâtiment, notamment français,

venus empocher des salaires mirobolants.

M. Anthony Kanares, un jeune ébéniste grec venu travailler quatre mois l'hiver dernier chez un fabricant de meubles londonien raconte qu'il a été aussitôt promu chef d'atelier faute de Britanniques qualifiés. Depuis qu'il est retourné en Grèce pour aider ses parents hôteliers pendant la saison touristique, son patron le supplie de revenir.

Pénurie dans l'éducation

Des secrétaires, dont les deux tiers ignorent le sténo, aux ingénieurs, les besoins de l'économie britannique ne manquent pas et aucune amélioration n'est en vue. La baisse de la natalité commencent à toucher les universités à partir de 1992 et, comble de mal-

heur, la Grande-Bretagne a du mal à garder ses diplômés : en 1986, plus de 17 000 diplômés britanniques sont partis travailler dans un autre pays de la CEE, alors qu'à peine 5 000 diplômés européens ont traversé la Manche.

L'une des pénuries les plus pressantes et béantes touche l'éducation, où les besoins se chiffrent en dizaines de milliers d'enseignants. Certaines zones défavorisées sont réduites à boucher les trous tant bien que mal. Les autorités de Tower Hamlets, un quartier déshérité de l'Est londonien, ont déjà fait appel à 700 maîtres australiens et néo-zélandais. La municipalité voisine de Havering a recruté en Allemagne fédérale. Le ministre de l'Éducation, M. Kenneth Baker, avait commencé à prôner les choses en main le mois dernier en invitant son homologue danois à lui envoyer des enseignants qualifiés. Il vient de frapper encore plus fort en faisant savoir qu'il étudiait le recrutement de professeurs originaires de Hongkong. Selon les indiscrétions communiquées à la presse, 47 000 maîtres pourraient être invités. Le gouvernement saisi ainsi au bond et à peu de frais les demandes de droit d'asile exprimées par des milliers de citoyens de Hongkong détenteurs de passeports britanniques après la répression des manifestations pour la démocratie en Chine.

Pour l'instant, les conservateurs, qui n'ont pas oublié les plus de trois millions de chômeurs du début de la décennie, sont bien décidés à empêcher une immigra-

tion massive en provenance de Hongkong avant ou après 1997. Certains experts estiment au contraire que le gouvernement laisse passer une chance inespérée d'en finir une fois pour toutes avec le manque de main-d'œuvre et la créativité défilante de l'économie britannique. L'ultra-libéral Institut Adam-Smith, qui a inspiré à M^{me} Thatcher de multiples réformes, n'a pas hésité à proposer la cession d'un morceau désert de l'Écosse aux habitants de la colonie britannique.

De leur côté, des économistes du Queen Mary College de Londres viennent de conclure que la venue de 3,2 millions de réfugiés de Hongkong, pourvu qu'elle soit étalée dans le temps, présenterait plus d'avantages que d'inconvénients. Parmi les bénéfices escomptés par l'équipe du professeur Bernard Corry, une renaissance de l'industrie textile et de l'électronique, la résorption du déficit chronique du commerce extérieur, un afflux de capitaux, un réajustement de la population active par rapport aux retraités et la fin des pénuries de main-d'œuvre.

Reste à convaincre la classe politique et le public.

De Londres,
VINCENT BORD

BIBLIOGRAPHIE

« Têtes de Turcs en France », par Fausto Guidice

Sales portraits

La méthode d'investigation est différente mais le résultat est malheureusement le même. Trois ans après le succès de *Tête de Turc*, le livre-exposition du journaliste allemand Günter Wallraff, voici *Têtes de Turcs en France*, une terrible enquête de Fausto Guidice. Et il n'est plus question de croire que le sordide soit accidentel, une simple erreur de parcours. En France comme en RFA.

Là où Wallraff témoignait par son propre exemple, le nouvel ouvrage finit par mettre en évidence des mécanismes, à force d'égrèner de lamentables histoires, toujours pareils. Il additionne les pièces à conviction, des squats à la Goutte d'Or, des banlieues xénophobes aux granges des maraichers du Vaucluse. Peu à peu se découvre un système, à peine souterrain, et qui ne doit en tout cas rien au hasard. Car il y a

des connivences qui sont autant d'hypocrites raisons, justifiées par la réalité de logiques économiques.

Deux démonstrations. Parce que la CEE ne considère pas encore les travailleurs portugais comme des Européens, une filière a pu se créer qui prolifère dans le bâtiment et les travaux publics jusque dans l'ombre des grands groupes. Les poseurs de briques réfractaires ou de sols industriels sont fournis par des sociétés fantômes, quelquefois portugaises, qui font entrer leurs ouvriers avec un visa de « touriste ». Profitant de la brèche, ouverte jusqu'en 1993, le trafic ne cesse de se développer. Illégalement bien sûr, mais comment le contrôler quand les complicités se multiplient et que les intérêts se chevauchent, du TGV-Atlantique aux grands chantiers ?

Parce que la production de charbon a été relancée après la crise pétrolière, les Houillères sont allées chercher des mineurs marocains, malgré l'arrêt de l'immigration en 1974. D'abord avec des dérogations puis avec des contrats à durée déterminée ou des contrats de saisonniers, tacitement renouvelés jusqu'en 1980, et, bien sûr, jusqu'au point d'aboutir à des situations inextricables. D'où les grèves de Marocains qui n'avaient pas le statut de mineur, ou l'ancienneté suffisante pour une demi-retraite, au moment où on les priait fermement de rentrer au pays. Bien souvent, leurs femmes et leurs enfants ont payé cet aller et retour d'un double déracinement.

Entre la myopie des réglementations, fussent-elles bruxelloises, et les yeux fermés par l'administration sur des pratiques abusives, il y a place pour un état de fait

qui s'alimente, des petites tolérances aux excès. Du côté de la Durance, la production de légumes et de fruits doit beaucoup aux « clandestins » entassés dans des cahutes immémorables. Un cercle vicieux qui gangrène le sort de tous les immigrés, qu'ils soient africains ou même réfugiés de l'Est, dès lors que leur situation d'origine n'est pas « normale ».

Mais privé de l'exotisme allemand, le constat de Fausto Guidice ne produira certainement pas l'effet de choc suscité par l'expérience de Wallraff. Sans parler de la prise de conscience, bien improbable, malgré la puissance évocatrice de sales portraits.

ALAIN LEBEAUC

★ *Têtes de Turcs en France*, par Fausto Guidice, Éditions La Découverte, collection « Enquêtes », 256 pages, 95 francs.

ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel

24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36,15 LE MONDE

Filiale pharmaceutique française, en très forte expansion, d'un groupe américain, notre laboratoire réalise un Chiffre d'Affaires de 800 MF (700 personnes). Pour gérer avec nous la croissance, nous cherchons un

ADJOINT AU DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES ET SOCIALES

Assurant d'abord un rôle de conseil et d'assistance complète et permanente auprès du Directeur des Relations Humaines et Sociales, vous prendrez progressivement en charge certains aspects opérationnels de la fonction personnel au niveau du siège social. Vous avez déjà exercé des fonctions similaires.

Agé de 30-40 ans, de formation juridique, IEP, vous disposez de capacités d'adaptation aux situations et êtes apte à la communication et à la négociation. Vous disposez par ailleurs, d'un esprit d'autorité vous permettant de vous affirmer comme manager.

Une connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Merci d'envoyer un dossier de candidature sous la référence 715 à Richard Pitouic

jacques tixier s.a.
7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTIC

JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES VOTRE PROFESSION : BANQUIERS D'ENTREPRISES

En participant directement au développement d'un portefeuille d'entreprises à vocation nationale et internationale, vous deviendrez l'interlocuteur privilégié d'une clientèle exigeante.

Grâce à vos qualités commerciales, votre technicité et votre maîtrise de l'anglais, vous prendrez rapidement en charge la négociation des crédits, l'analyse du risque, ainsi que le conseil et le montage d'opérations de financement-sar mesure.

Mobile, vous pourrez évoluer rapidement, tant géographiquement que sectoriellement, avec des possibilités de carrières diversifiées dans l'ensemble des directions de la BFCE.

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. sous référence JD/BE à B.F.C.E. - Département du Personnel - 21, bd Haussmann - 75009 PARIS.

**BFCE Banque Française
du Commerce Extérieur**

Nous sommes la filiale française indépendante d'un important constructeur allemand (500 personnes) d'appareillage électronique et électromécanique. Nos produits sont utilisés dans tous les secteurs d'activité, en particulier la construction mécanique, le bâtiment, l'industrie automobile et les transports. Nous sommes implantés en région parisienne depuis de nombreuses années et souhaitons nous développer rapidement. Nous cherchons une personne (30 à 45 ans) qui deviendra après une période de mise au courant notre

DIRECTEUR COMMERCIAL

Vous serez responsable de l'ensemble des opérations de l'entreprise : les finances, les prix de revient, le contrôle, les achats, l'informatique, les contrats de vente ainsi que la direction d'une petite équipe de collaborateurs. Vous participerez à la mise en place d'une stratégie de vente et de marketing et devrez pour cela savoir évaluer les besoins du marché. Des connaissances dans notre branche ne sont pas nécessaires ; mais une expérience dans les produits de grande série souhaitable. Nous vous préparons largement à vos nouvelles responsabilités. Vous êtes ingénieur ou technico-commercial et avez déjà l'expérience d'une position similaire. Vous vous exprimez d'une façon compréhensible en allemand.

Si cette proposition vous intéresse, adressez-nous lettre manuscrite, C.V., photo ainsi que références et prétentions. Ou bien contactez-nous d'abord.

NOBILIS Management und Personalberatung GmbH
Stieghorster Str. 60, D-4800 Bielefeld, 19.49/521/201161.

CONSULTANT CONFIRME

Recrutement / groupes internationaux

Pour le numéro un incontesté du recrutement en Europe, l'horizon 1993 n'est évidemment pas considéré comme un aboutissement mais comme un nouveau challenge! Le bureau de Paris de PA Consulting Group (2500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays) souhaite donc poursuivre l'optimisation de ses relations avec les groupes internationaux par l'intégration d'un nouveau consultant confirmé. Basé à Neuilly, ce spécialiste du recrutement intégrera l'équipe "clientèle internationale" et utilisera, après formation à nos méthodes à Paris et à Londres, les techniques d'approche les plus diverses (recherche directe,

annonces...). Il sera responsable d'un portefeuille-clients qu'il développera de façon autonome, tout en assurant une liaison permanente avec nos bureaux étrangers. Ce poste s'adresse à un spécialiste du recrutement (entreprise ou cabinet), âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et parlant couramment l'anglais. Les entretiens auront lieu début septembre. Ecrire à JP ROUGIER en précisant la référence A/062RM - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

**PA Consulting
Group**

Creating Business Advantage

BANQUE HERVET

La Banque HERVET
recherche pour sa division Marketing

Responsable de Projets Marketing

Vous aurez la responsabilité de concevoir et mettre en place des actions commerciales et des outils d'assistance au réseau Paris/Province. Vous suivrez également une gamme de produits et services, en collaboration avec les départements spécialisés du siège.

Rattaché au Directeur du Marketing, vous participerez à la mise en place des nouvelles technologies bancaires et serez associé à toutes les activités d'une équipe dynamique et motivée.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce, votre expérience de 2 à 3 ans en marketing, dans une banque ou dans la distribution de produits financiers, vous permettra de mener vos actions avec autonomie et de continuer à développer votre créativité et vos qualités relationnelles.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à : Marie-Dominique Kharouni, Banque HERVET, Division des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous réf. M36MA.

La branche informatique de l'un des tout premiers groupes industriels français de réputation mondiale, recherche un

Juriste d'Affaires Opérationnel

Paris Ouest

Rattaché dans un premier temps à la Direction Juridique du Groupe, vous aurez vocation à assurer progressivement la responsabilité juridique de la filiale informatique. Votre mission comprend notamment la négociation et le suivi de tous les types de contrats dans le domaine informatique : contrats de licence de logiciels, distribution, vente, accords techniques et de coopération en France et à l'étranger.

Homme de contact et de méthode, vous travaillerez en étroite relation avec les différentes Directions du Groupe ainsi qu'avec les intervenants extérieurs (clients français et étrangers, Cabinets Juridiques, coopérants...).

A 30 ans environ, vous êtes diplômé d'un 3ème cycle en Droit des Affaires complété si possible par une formation du type Sciences-Po, ESC, Ecole de Gestion... et nantie d'une expérience réussie dans une entreprise évoluant essentiellement dans le secteur informatique. Vous possédez un très bon niveau d'anglais et de bonnes connaissances en droit de l'informatique.

Contactez Frédéric d'Antin au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. FA456MO.

TP

Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal
Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney

Le Monde DIRIGEANTS

Groupe chimique international recherche son

Directeur de Recherche

(ENS - X - ENSI Chimie)

Une expérience de 10 à 15 ans en milieu industriel, la pratique des méthodes modernes de CAO et/ou bibliographie vous permettront d'accroître encore la compétitivité technique de l'entreprise, en synthèse organique, comme pour les applications ou les procédés de production. Vous animerez nos différentes équipes (50 personnes).

Merci d'écrire sous réf. 8089 à VALENS CONSEIL
B.P. 359 - 75064 PARIS cedex 02 qui transmettra.

ASSISTANT(E) DE

Intégré au sein du département communication d'un groupe bancaire et financier important, ce cadre sera plus directement chargé des relations presse et de la communication interne (journal interne, réunions du personnel, revue de presse, etc.).

Le cadre recherché est de formation supérieure (IEP, ESCP, CELSA ou équivalent) et justifie d'une première expérience professionnelle soit en milieu presse, soit dans une société financière ou de services. D'excellentes qualités de contacts et de rédaction sont bien évidemment requises, ainsi qu'une bonne capacité à maîtriser les outils microinformatiques (PAO, gestion de fichier, traitement de textes, etc.).

Merci d'adresser CV motivé avec photo et prétentions sous référence 5718 à l'Agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 PARIS, qui transmettra rapidement.

COMMUNICATION

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Nous aimons nos clients et nous avons encore beaucoup d'amour à donner.

Responsable Développement, vous avez une expérience de la publicité et, pourquoi pas, de notre spécialité. Vous prenez le développement commercial à cœur. Vous avez notre exigence de professionnalisme, le goût de l'innovation et une très haute idée de la communication. Vous savez bien, comme nous, que seule compte la qualité. En nous rejoignant, vous allez vite acquérir notre savoir-faire pour le mettre au service de notre croissance.

Média-System, 6, impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

MEDIA-SYSTEM

PREMIERE AGENCE FRANÇAISE DE COMMUNICATION POUR LES RESSOURCES HUMAINES

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Notre client, Muihead, force établie dans la vente et l'entretien de ses propres systèmes de télécopie, lance actuellement une gamme de nouveaux produits de communication et bureautique et recherche un directeur général pour son activité française basée à Barcelles.

Rendant compte au Directeur Général de la société parente basée au Royaume-Uni, faisant également partie d'un groupe international prenant un essor rapide, le candidat aura la responsabilité de tous les aspects de développements futurs et le contrôle des activités, initialement sur la France et par la suite dans d'autres pays d'Europe, avec le minimum de surveillance.

Les candidats, âgés d'au moins 30 ans, diplômés et ayant une expérience professionnelle de la vente, développement et marketing des systèmes de bureautique électronique. Bon niveau d'Anglais parlé et écrit essentiel.

Veuillez écrire en mentionnant la référence 4503, et en donnant un bref C.V. en anglais et en français à :

MICHAEL TAUB, Pannell Kerr Forster
217, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

GRUPE STRATEMA

Société de Conseil en forte expansion, recherche
consultants (h/f)
(JUNIORS - SENIORS)

Profil : • Connaissances approfondies en analyse sociologique des organisations publiques et privées • Niveau 3^e cycle Grandes Ecoles de Commerce.

Adresser Curriculum-Vitæ avec prétentions : **GRUPE STRATEMA**
8, rue Lecourrot 75014 Paris.

L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE MONTPELLIER

(82 musiciens)
Président : Georges Frêche, député-maire
recrute

UN ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL

- Chargé du fonctionnement administratif et financier, de la promotion commerciale et des relations publiques ;
- Niveau bac + 4 ;
- Bonne connaissance de la profession musicale souhaitée.

Adresser C.V. et lettre de candidature à :
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE MONTPELLIER
Pavillon populaire - Esplanade - 34000 MONTPELLIER
Sélection des dossiers : 15 septembre 1989.

DE NOUVELLES METHODES PEDAGOGIQUES, UN RESEAU
DE FORMATEURS TOUS PROFESSIONNELS DE L'ENTREPRISE

DIRECTEUR D'INSTITUT

• GRENOBLE • MONTPELLIER • NANCY •

Former des futurs dirigeants de haut niveau
c'est l'objectif des Instituts Européens
des Entrepreneurs.

Votre Mission : En bénéficiant de l'aide de la FONDATION et des équipes régionales, vous devrez assumer des fonctions pédagogiques et administratives. Votre sens des contacts vous permettra de prendre en charge la Promotion de l'Institut.

Votre Profil : Diplômé de l'Enseignement Supérieur (Universitaire ou École de Commerce) vous disposez d'une expérience de l'encadrement en entreprise. Doué pour les relations humaines, vous possédez des réelles aptitudes dans le domaine de la Formation. La maîtrise de l'expression orale sera appréciée.

Rémunération très motivante.

Merci de bien vouloir envoyer lettre de candidature manuscrite, CV et photo à :
FONDATION INTERNATIONALE DES ENTREPRENEURS - 127, rue de la Tour - 75116 Paris. Confidentialité assurée.

GRANDE BANQUE REGIONALE DE LYON

MARKETING

Au sein de notre équipe développement vous serez une force de proposition en matière d'offre clientèle. C'est une réelle opportunité pour un candidat ayant déjà réussi une première expérience professionnelle à la charnière produit/marché et possédant une culture financière.

Envoyez votre candidature
s/réf. AB 407 à **META CONSEIL**
4, quai des Etoiles - 69321 LYON Cedex 05.

A la recherche d'un nouveau challenge ?

Jeune cadre supérieur d'une société multinationale, dynamique, président d'une division dans le conseil en fusion et acquisition d'entreprise, recherche :

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

parfaitement bilingue français/anglais, sténo français/anglais, 25 à 35 ans env., excellente organisatrice, professionnelle, top niveau, classe et distinction

Si vous souhaitez élargir votre horizon, valoriser vos compétences et vos qualités,

Ce poste est pour vous

Écrire à M^{me} Benoît, 58, av. Kléber, 75116 Paris
Envoyer C.V., photo et prétentions.

36 15
IM

Maintenant toutes les annonces
correspondant à votre CV
sont automatiquement
sélectionnées.



Le système
télématique
expert
de l'emploi
des cadres.

L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES
D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVÉ recherche

INSPECTEURS RISQUES D'ENTREPRISES

VOTRE MISSION : - vérifications, études, souscriptions et suivi de risques toutes branches,
- conseil en matière de prévention et de protection,
- règlement des sinistres,
- animation et assistance des réseaux d'agents généraux.

VOTRE PROFIL : Une formation supérieure : École Supérieure de Commerce, École d'Ingénieurs, Sciences économiques, Droit...

Vous bénéficierez d'une formation technique et pratique. Si vous êtes motivé par notre secteur d'activité, merci d'adresser votre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 2381 IE/IL à Mme IMBERT - Groupe VICTOIRE - Division des Ressources Humaines - 52, rue de la Victoire - 75009 Paris.

Abeille
ASSURANCES

VICTOIRE

CGI-Informatique

JURISTE DROIT DES AFFAIRES

Le Groupe CGI, l'un des premiers et des plus performants dans le secteur du Conseil et de l'Ingénierie Informatique, recherche une jeune spécialiste du Droit des Affaires pour renforcer son service juridique central.

Une formation supérieure de haut niveau lui permettra d'exercer les responsabilités liées à la rédaction des contrats, à la prévention ou au règlement des litiges commerciaux, au dépôt et à la protection des marques.

Ce poste requiert une solide personnalité. Les connaissances et la pratique du droit de l'informatique et du droit des marques sont appréciées. Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. et photo sous la référence PMD/M-7891 à Madame JAMET - CGI - 30, rue du Château-des-Frères - 75640 PARIS Cedex 13.

CGI-Informatique

Pour ne pas se tromper de carrière.

SOCIÉTÉ D'ASSISTANCE A LA GESTION DES RISQUES

(région parisienne)
RECRUTE

CHEFS DE PROJET JUNIOR ET SENIOR

Ces postes de consultants en entreprises conviendront à des diplômés d'écoles de commerce ou d'ingénieurs possédant aptitudes à l'analyse, la synthèse, la pédagogie et sens commercial. Une expérience en risk management serait un plus. Anglaise courant + autre langue de la CEE. Grande mobilité.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et prétentions à Ph. BASTARD, SAGER, 4, rue de Chèvreloup, 78150 ROCQUENCOURT.

GROUPEMENT INTERDISCIPLINAIRE AUDIT ET JURIDIQUE
(100 personnes)

recherche en vue d'une collaboration avec finalité d'une association à définir :

1. SPECIALISTE EN DROIT DES SOCIÉTÉS 1. FISCALISTE

Exercant individuellement ou déjà en cabinet structuré sur PARIS ou LYON (expérience 5 ans minimum requise)

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 6018, LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy-75007 PARIS

Directeur du financement

INFRAPLAN

RESPONSABLE

TRESOR DEVIS

RECRUTEMENT

Manufacture nationale d'armes

UN CONTRÔLEUR DE

مكاتب الشغل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Directeur du financement Vente
Région Parisienne

Nous sommes une société «H-TECH» renommée et en expansion.

Nous créons la filiale qui prendra en charge le financement de nos ventes aux entreprises en leur proposant des produits financiers tels que le crédit bail ou la location-vente.

Nous cherchons le «pignon» de cette filiale caractérisée par la légitimité de la structure et l'importance de son développement.

Nous souhaitons un cadre financier et homme de marketing, avec à son actif 10 ans d'expérience professionnelle réussie, acquise de préférence dans un organisme financier s'adressant à la clientèle Entreprises.

Merci de contacter immédiatement notre conseil en lui adressant votre dossier de candidature, sous réf. VO/11M. Pour un contact plus rapide l'appeler au 46.48.14.88.

INFRAPLAN - 83, bd Raspail - 75006 PARIS

INFRAPLAN

PARIS/BARCELONE



LE PARC NATIONAL REGIONAL
DES BALLONS DES VOSGES

recrute, dans les meilleurs délais, son nouveau

DIRECTEUR H/F

Agé au minimum de 35 ans, de formation initiale Bac+4 (Aménagement du Territoire et Développement Local, Sciences Agronomiques ou Biologiques, Sciences Sociales ou Administratives...), il sera chargé de lui une expérience de plusieurs années dans les domaines suivants :

- Conduite d'opérations techniques et administratives avec les collectivités locales et territoriales ainsi qu'avec les socio-professionnels.

- Animation d'équipe technique et administrative.

Pour réussir dans ce poste passionnant, le candidat devra être dynamique, doté d'une sérieuse aptitude aux contacts et aux relations publiques. Il sera, en outre, très disponible, aura un sens développé de l'organisation, une bonne capacité d'adaptation et une grande ouverture d'esprit.

Ce poste est basé à Miremet (Haut-Rhin).

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence PND/LM, à notre conseil Richard SEILER qui vous garantira toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants
24, Place Kléber - 67000 STRASBOURG.



36 15
TM

Maintenant des postes auxquels
vous ne pensiez pas
vous sont proposés.



Le système
télématique
expert
de l'emploi
des cadres

**UNIVERS DE
LA GESTION**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



CRÉDIT CHIMIQUE

RECRUTE SON

RESPONSABLE DU SERVICE FISCAL

A 35 ans minimum, vous justifiez d'au moins 10 ans de pratique de la fiscalité en Entreprise, en Cabinet, ou au sein d'un Etablissement bancaire ou financier, nous vous proposons de devenir l'adjoint au Directeur des Services Juridiques et Fiscaux.

Ce poste, basé à Paris 8^{ème}, est orienté vers le conseil et le montage d'opérations, en prise directe avec les Directions opérationnelles de la Banque. Son action s'exerce au bénéfice d'une clientèle d'Entreprises, d'Institutionnels et de Particuliers de haut niveau et nécessite une large ouverture européenne.

Une solide formation spécifique (ENI...) complétée par un Diplôme Universitaire ou de Grande Ecole, est requise.

La pratique courante de l'Anglais est indispensable. Celle d'une seconde langue européenne serait appréciée.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à Monsieur STAUB - D.R.H. - CRÉDIT CHIMIQUE - 20, rue Treillard - 75008 Paris.

DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES ou équivalent
CONFIRMÉS - 1ère EXPÉRIENCE - DÉBUTANTS

Au sein de la Direction Centrale des Marchés de Capitaux, vous participerez à la définition, au développement ou à la mise en place de ses SYSTÈMES D'INFORMATION.

VOTRE MISSION :
• Définition des besoins en Systèmes d'Information
• Réalisation des modèles d'organisation
• Conseil pour le suivi des risques et le traitement pour des opérations de marché.

Vous maîtrisez les techniques les plus récentes aussi bien informatiques que financières.

Pour l'un de ces postes, une expérience en comptabilité et en contrôle de gestion est nécessaire. Vous aimez les contacts humains et vous recherchez des postes fortement évolutifs au sein d'une équipe jeune.

Basé à Paris, vous devrez avoir une culture internationale.

Si ce poste vous intéresse,
adresses lettre et CV au :
CRÉDIT LYONNAIS - Recrutement Cadres -
Martine Beaulieu
25, rue du 4 Septembre 75002 PARIS.

CRÉDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

**TRESORIER
DEVISES**

Important Groupe Industriel (filiale d'un Groupe anglo-saxon implanté internationalement) recherche pour la Direction Financière du siège parisien, son

Vous prenez en charge et développez l'ensemble des opérations de trésorerie Devises du Groupe France qui connaissent actuellement une très forte expansion.

De formation supérieure (3^e cycle Dauphine, Grande Ecole de Commerce...) vous avez acquis une première expérience (2/3 ans) comme Trésorier ou Opérateur Devises ou êtes débutant avec des stages significatifs.

Votre personnalité affirmée, votre autonomie et votre diplomatie vous permettront d'assumer pleinement cette fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 20729 à notre Conseil :

CONCEPT
RECRUTEMENT

2, place André Malraux 75001 PARIS

bccm
Banque du Groupe GMF
nous recherchons pour notre Direction
de la Qualité, un

AUDITEUR

Vous prendrez en charge des missions d'organisation et d'audit depuis l'établissement des diagnostics jusqu'à la mise en place des solutions retenues.

Concepteur et contrôleur, vous intervenerez en direct dans toutes les unités de la banque (siège et agences).

De formation supérieure ou équivalente vous avez une première expérience de l'audit en milieu bancaire vous permet d'être opérationnel immédiatement.

La banque mettant aujourd'hui en place de nouvelles structures, ce poste stratégique offre de larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à Michel DUFFOUR bccm - 12, place de la Bourse - 75002 PARIS.

GMF
FR

**Diplômé
en gestion
du personnel (H/F)**

Nous sommes une banque d'affaires à caractère international (située à Paris). En étroite relation avec la direction du département, vous serez chargé de définir la politique de formation, de la mettre en place et de la suivre ; vous serez responsable de l'application de la législation du travail, de la gestion de la documentation et des informations. Dès que vous connaîtrez bien l'entreprise, vous serez aussi chargé d'une partie des recrutements. De formation supérieure, avec un troisième cycle (CELSA, CIFOP...), parlant anglais, maîtrisant la micro-informatique, vous avez une première expérience de une à deux années dans une direction de personnel et l'environnement bancaire vous intéresse. Vos capacités relationnelles mais aussi votre rigueur, votre sens de la méthodologie et votre autonomie vous permettront de réussir à ce poste.

Merci d'adresser sous la référence 853/M à A.L. CONSEIL, 35 rue de Naples, 75008 PARIS.

AL conseil

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche

UN(E) FISCALISTE
D.E.S.S. ET/OU E.N.I.

(ou formation équivalente)

POUR FAIRE PARTIE DE L'ÉQUIPE
DE FISCALISTES QUI :

- assiste le directeur de service pour toutes questions concernant le siège (montages financiers, etc.),
- assure le conseil aux filiales du groupe dans tous les domaines de la fiscalité,
- expérience de 3 à 5 ans en entreprise ou dans un cabinet de conseil souhainés,
- bonnes connaissances du droit des sociétés et du droit comptable requises,
- pratique de l'anglais (lu, parlé, écrit).

Adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions sous réf. 1719 à :

Centra de Psychologie et d'Efficence
17, rue des Ecoles 75007 Paris

Manufacture nationale d'armes de Tulle
1, place Albert Faucher, 19000 Tulle
recherche

UN CONTROLEUR DE GESTION

Ce poste conviendrait à un débutant de formation type ESCAE. École supérieure de gestion ou équivalent, aimant le travail en équipe et possédant un bon contact humain.

Connaissance et utilisation de l'outil micro-informatique indispensable.

Transmettre candidature + CV à l'adresse ci-dessus, à l'attention du chef de service du personnel.

**ETABLISSEMENT FINANCIER ASSOCIÉ
A UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE**
SPÉCIALISÉ EN GESTION D'OPCVM

Quartier Opéra
RECHERCHE

UN GESTIONNAIRE OBLIGATAIRE

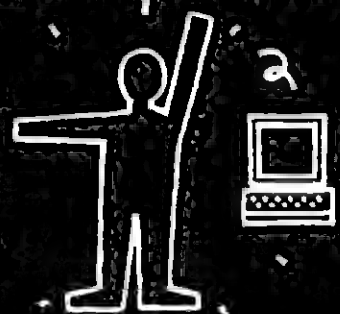
- Diplômé d'une grande école ou scolaire ;
- Un ou deux ans d'expérience. Possibilité d'évolution pour candidat motivé.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser S.V. photo et prétentions à :

N° 5 482 LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

UNIVERS DE
LA GESTION36 15
IM

Maintenant quelques minutes
suffisent pour choisir
parmi un mois d'offres d'emplois.



Le système
télématique
expert
de l'emploi
des cadres.

La Direction Financière de la holding
du groupe THOMSON recherche pour
son service Comptable un :

CADRE COMPTABLE

Il devra effectuer la collecte et le suivi des données comptables auprès d'unités et de filiales dont il aura la charge et procéder à leur mise en forme.

Lorsqu'il sera opérationnel dans la réalisation de ces tâches, ses activités intégreront l'analyse et la synthèse de données ainsi que la conception de procédures de consolidation.

Après une période d'environ 3 ans, le titulaire de ce poste devra évoluer au sein du groupe vers des fonctions de nature différente.

Formation souhaitée : DESCF ou Etudes Supérieures de Gestion option Comptabilité.

Une expérience d'1 ou 2 ans en cabinet ou dans le service comptable d'une entreprise serait appréciée.

Poste basé à la Défense.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
THOMSON - Direction du Personnel du siège
Daphné BUNGENER - Cedex 67 - 92045 PARIS LA DEFENSE.



Forbo Murs, PME située à Marne la Vallée, filiale du groupe International Forbo, recherche :

UN CONTROLEUR
DE GESTION

En étroite collaboration avec le Directeur Administratif et Financier, il devra établir mensuellement les états de reporting, gérer le tableau de bord, préparer et publier le budget.

Ses qualités d'animation tout autant que sa rigueur lui permettront de collaborer efficacement, aussi bien avec les services comptables qu'avec les autres départements de la société.

Si vous avez une maîtrise de Gestion, ou de Sciences et Techniques Comptables et Financières, ou un diplôme d'école de commerce, option comptabilité financière et si vous parlez anglais couramment, votre expérience de 3 à 5 ans en audit ou contrôle de gestion, nous intéresse.

Si la perspective de réelles responsabilités vous tente, n'hésitez plus, adressez une lettre manuscrite et votre C.V., sous référence 5013 à SCOTI CONSULTANTS - 175 ter rue de Tolbiac - 75013 PARIS. Discretion assurée.

SCOTI
consultants

CHEF
COMPTABLE

LEADER DANS LE SECTEUR
DE L'ELECTRONIQUE DE POINTE,
nous devons notre expansion à notre politique
d'innovation et de développement, et bien sûr à la
compétence de notre équipe.
Aujourd'hui, nous recherchons pour l'un de
nos établissements un chef comptable.
A 28-35 ans, vous avez un D.E.C.S (ou équivalent)
et une réelle expérience de votre activité.
Rigoureux et organisé, vous êtes déjà rompu à la
micro-informatique.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manus-
crite, C.V. photo et prêt), s/réf. M/889, à SOGITEC -
B. PAUL - Direction des Relations Humaines
27, rue de Vanves - 92100 BOULOGNE.

SECRÉTAIRES



Consultants de haut niveau cherchent

une maîtresse de maison

pourvu que ce soit une professionnelle du secrétariat et de
l'accueil, cultivée, micro-informatisée, autonome, pleine d'initia-
tive, souriante... et tant pis pour eux si c'est une jolie femme !

1+1 CONSULTANTS, 21, rue des Longs-Prés, 92100 Boulogne. R.E. 1045.

Le Monde
CADRES

IMPORTANTE MAISON D'EDITION

Jeune 200.000 F
Attaché(e) de Presse

Vous possédez une expérience de 2 ans, si possible dans l'édition
professionnelle ou dans l'industrie et vous pouvez justifier d'une
excellente culture générale.

Le rythme de nos éditions est important ; universitaire, économi-
que etc... et vous aurez à faire face à un travail complet de promo-
tion presse et à quelques actions de R.P.

Vous serez en contact permanent avec les éditeurs et les auteurs.
Pour ce poste très motivant, vous devez être organisé(e), disponi-
ble et créatif(ve).

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé,
sous la réf. 29011/M, 13 rue Madeleine Michels, 92522 NEUILLY.

MRI conseil
Danièle Chapuis

CREDIT MANAGER

Europcar

Rattaché au Directeur des Services Finan-
ciers, vous êtes responsable du Départe-
ment Clients (sélection du risque, recou-
vrement, contentieux) et encadrez 25 personnes. Formation supérieure
(ESC, Droit), expérience réussie dans un environnement fortement infor-
matisé, en tant que responsable ou adjoint d'un service important : dyna-
misme, goût du challenge, forte autonomie, organisation.

Adressez votre candidature à EUROPCAR FRANCE, Jean Argyris,
Directeur des Ressources Humaines, 3 avenue du Centre, Les Cadres,
78182 Saint-Quentin-en-Yvelines.

TELEMARKET

Leader parisien du supermarché
à domicile
recherche

RESPONSABLE MARKETING

Formation supérieure + expérience marketing direct. Connaissances distribution sou-
haitées. Goût du travail en équipe. Sens de la négociation. Lieu de travail :
Orly/Rungis.

Adresser dossier de candidature
(lettre manuscrite + C.V. + photo) à :
MONOPRIX Service Recrutement,
2, rue Paul-Cézanne, 75006 PARIS.

POUR 1 AN

Sympathique famille
américaine recherche

UNE JEUNE FILLE AU PAIN

Pour occuper d'une fillette
de 12 ans
+ travaux ménagers

de 19 ans min., anglaise,
étudiante, non fumeuse,
permis de conduire.

Chambre et salle de bains
individuelles

Mme Georges Vercas,
18, Gwendolyn Circle,
Belmont, 02178 (Boston),
Massachusetts, USA.

Tél. : 01.51.677.488.8008.

(16) 38-31-47-10.

LYCÉE TECHNIQUE

du SUD-EST

cherche pour rentrée

septembre 1989

PROFESSEUR

ARTS APPLIQUÉS

pour section F 12

Env. C.V., lettre manuscr.

Au n° 8430

LE MONDE PUBLICITE

8, rue de Montmoyrie,

75007 Paris.

Hebdo Montpellier

recherche

SON (SA) CHEF

DE PUBLICITE

Ecrire C.V. et prétentions à :

La Gazette, 13, pl. de la

Comédie, 34000 Montpellier.

VILLE DE VILLENEUVE-

TECHNOLOGIE VERTE

70 000 habitants

Lyons, université

cherche

SON DIRECTEUR

du service développement

économique.

Dynamique, disponible,

rompu aux techniques de

la négociation et de

la communication.

Bon niveau de formation

relatif concernant le monde

des entreprises Bsc + A.

Les candidatures sont à

adresser avec C.V. avant le

15 septembre 1989 à :

Monsieur le Maire de

Villeneuve-d'Azou,

Place Salvador-Allende,

69692 Villeneuve-d'Azou Cedex.

Sté Linopac recrute frigo-

ristes. Ecrire à Nevers,

18100 Brives, qui transmet,

n° 141828.

Sté Microcal recrute

ingénieur franc. diplômé,

déclenche 5/7 pour charier

barage Merco. Tél. R.E.

2. 3 h (19) 212-31-27-62.

RADIO VAL-DE-LOIRE

siège Blois

radio régionale d'information

émettant sur les départements

41, 45 et 37 offre :

POSTE

de JOURNALISTE

dès septembre

Qualités : responsabilité,

adaptation, pratique dynami-

que du micro.

Rémun. : 17 000 à 20 000 F/m.

Joindre Feuille de Candidature au

84-78-07-40.

ou écr. : 14, av. Marnoury,

41000 Blois.

formation

professionnelle

Sté d'études économiques

recherche, urgent

stage pour analyses

financières

Sciences Po, maîtrise,

Écoles de gestion,

Tél. Eric Chevrolat

au 48-76-80-60.

DEMANDES
D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

INGENIEUR. - 42 ans, ESME + IAE Paris, excellent organisa-
teur, aimant les chiffres, esprit d'analyse et de synthèse, négocia-
tions et contacts à tous niveaux, anglais courant.

RECHERCHE : poste à responsabilité basé à Paris, grande
mobilité. (Section BCO/CR 1387.)

DIRECTEUR COMMERCIAL. - 43 ans, bilingue italien.

ETUDIERAIT : toutes propositions pour direction générale ou com-
merciale ou création filiale France-Italie. (Section BCO/BD 1388.)

INGENIEUR COMMERCIAL. - Niveau responsable départe-
ment ventes. Etudes marketing (FRA + export). Secteur : électri-
que, électronique, télécoms, équip auto. Produits : composants pas-
sifs, raccordements, jonctions, appareillage, etc. 53 ans, expérience
industrielle étendue, de formation ingénieur électro-mécanicien,
anglais.

RECHERCHE : poste à responsabilité commerciales, ventes et/ou
marketing pour développement activités techniques. (Section BCO/MH 1389.)

INGENIEUR ELECTRONIQUE. - Matériaux, maîtrise EEA.
Grande expérience industrielle, recherche appliquée, production,
gestion technique, achats, formés qualité totale (IGS) et gestion
(GADE Dauphine).

RECHERCHE : mission qualité généraliste (audit Sté/fournis-
seurs, diagnostic, actions qualité conception...), durée minimale
trois mois, basée RP. (Section BCO/AB 1390.)

RESPONSABLE DE COMMUNICATION. - 35 ans, maîtrise
lettres modernes, bilingue anglais, italien. 10 ans expérience orga-
nisation de réunions, colloques et réceptions France et étranger.
Contacts au plus haut niveau international. Montage et rédaction de
reportages presse et audiovisuel.

RECHERCHE : missions ponctuelles ou permanentes. Déplace-
ments France et étranger. (Section BCO/MAB 1393.)

JH, 28 ans. - Maîtrise Sciences Eco, option finance et banque.
1^{re} expérience bancaire chargée de clientèle entreprise, particuliers.
Allemand courant, anglais.

RECHERCHE : emploi d'analyse financier et/ou de crédit, audi-
teur, gestionnaire dans établissements de crédit ou entreprises sur
Paris et banlieue Est, déplacements acceptés. Libre de suite. (S e c-
tion BCO/COU 1394.)

PHARMACIEN D'OFFICINE. - F, 39 ans, diplôme faculté de
Paris option biologie + chimie de commerce. Anglais courant.
Expérience assistant en officines, remplacement et gestion d'offi-
cines en l'absence des titulaires.

RECHERCHE : poste à durée déterminée ou indéterminée Paris ou
proche banlieue. (Section BCO/MS 1395.)

CHEF DU PERSONNEL. - 44 ans, 20 ans expérience dans tous
les aspects de la fonction. Conseiller prêt/homme.

RECHERCHE : poste Paris ou sa région, disponible rapidement.
(Section BCO/DUS 1396.)



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements

ventes

1^{er} arrdt

Palais-Royal, Original,
2 pces, réfet lux, grand
3,50 m hauteur,
1 190 000 F.
48-88-88-88.

5^e arrdt

JARDIN DES PLANTES
(Orléans), 11 pces, grand
standing,
Prix : 1 200 000 F.
48-28-88-88.

18^e arrdt

PRÈS PORTE MONTMARTRE
récent 90 pces, 11 pces,
460 000 F.
JULIE-JOFFRIN
Imm. récent, 3 pces, 11 pces,
1 200 000 F.
Imm. Marceau, 42-88-01-82.

94

Val-de-Marne

A VENDRE VITRY-MAIRIE
Libre fin août 89
13 km Pte Charente par RN 308
App. 42, 91 m² x 4 m (loges)
au 2^e ét., imm. 1978, clim
jardin, calme, sa vue à 360°.
Entrée, salon, séjour, chère
11 m² et 14 m², cuis. amén.
s-c-d-b, carrelé nat. neuf,
w.-c. séparé, salle, par plac.
chauff. centr. collect. par radiat.
baignoire, grande cave, parking
en sous-sol. Prix commercial,
éclaire, proche des commodités.
Prox. bus 183, 190, 132, 172 :
à 10 m de L'Arçon ou RER C.
Prix : 898.000 F.
(Agence s'abstient.)
Tél. de 9 h à 11 h et de 21 h
à 23 h, au 48-82-47-52.

locations

non meublées

offres

Paris

INTERNATIONAL SERVICE

rech. pr BANQUES, STES
MULTIN. et DIPLOMATES
SDB APPTS de stand. 5, 6,
7 F. Tél. : 42-80-20-42.

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine
75008 Paris, recherche
APARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
Belle réception
avec minimum 3 chambres.
(1) 45-62-78-99

immeubles

Importante société
d'investissement achète opt
immeubles, appts, pavillon.
Paris et banlieue.
Prix élevés et bonifiés.
Tél. : 43-38-48-42.

pavillons

SAINT-OUEN
pav. briques, terrain 191 m²,
106 m² hab., sur 2 nrvs.
gar. - s. d'act. 250 000 F.
Imm. Marceau, 42-82-01-82.

appartements

achats

RECHERCHE

APPTS TTES SURFACES

IMMO MARCADET :
42-82-01-82.

terrains

CHATELAIN

LES-VIGNES (78)
PART. VENDS TERRAIN
480 m²
en copropriété
800 000 F HT
Diam : 47-84-88-40

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM
Constitution de sociétés.
Déclaration et tous serv.
Fermier, téléphoniques.
43-55-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

A L'ÉTOILE

15^e CHAMP-ÉLYSÉES
ou AVENUE VICTOR-HUGO
Bureaux, appart., sal., office, rest.
Domic. : 170 à 200 F/m.
CIDES 47-23-84-21.

Domiciliation depuis 50 F/m

Paris 7^e, 8^e, 9^e, 16^e et 17^e.
Fermier, sal., office, rest.
INTER DOM 12, 43-40-31-46.

Domiciliation

Bureaux, télécopie, télécop.
AGECO 42-84-85-28.

Domiciliations

Forum des Maires, Bureaux,
Constitution de Sociétés,
Télécopie, Téléfax, Secrétariat,
ACCESS - 40-26-15-12.

Particulier loue local

commercial 50 m² à usage
de bureaux ou profession
libérale

A PONTOISE

(Val-d'Oise), centre-ville
LIBRE DE SUITE
30-23-30-23, H8
30-31-34-33, domicile.

مخبر من الأخبار

EN VENTE

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n° 7



L'ALMANACH DE 1789 :

LES CLÉS DE LA BASTILLE

Deux siècles après, la « folle journée » du 14 juillet 1789 demeure une inconnue illustre. Dans un dossier spécial de 20 pages, *le Monde de la Révolution française* livre les clés de la Bastille : Necker, la cause de la crise de juillet. La dernière visite de la Bastille avant l'assaut. La violence des rues. Les artisans de la victoire. Le rôle mystérieux joué par Sade. La démolition de la prison, symbole de la fin de l'Ancien Régime.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

LE DROIT À L'INSURRECTION

Le « droit à l'insurrection », une garantie de protection des individus contre la tyrannie des pouvoirs. De la prise de la Bastille au 10 août en passant par les coups d'Etat d'activistes, *le Monde de la Révolution française* retrace les violences des journées révolutionnaires.

Portrait : Saint-Just ou la haine du privilège. Tribune : le procès de Louis XVI refait par le comte de Paris. Et les commentaires exclusifs de François Furet sur les événements de Chine, de Pologne et de Hongrie.

JUILLET 1989

30 F - Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Économie

CONSUMMATION

Une étude comparative de deux enquêtes de l'INSEE

Le budget « culture » des ménages reste marginal

Les dépenses des ménages consacrées à la culture ont progressé à un rythme moins rapide que l'ensemble de leur budget entre 1979 et 1985. Un rapport (1) du ministère de la Culture et de la communication apporte ainsi un sérieux correctif aux discours sur « l'explosion des consommations culturelles » souvent présentées comme le fait social majeur des années 1980. Cette explosion n'est guère perceptible au niveau du budget des ménages, souligne le rapport qui s'appuie sur la comparaison des deux dernières enquêtes de budget-famille réalisées par l'INSEE en 1979 et en 1985.

En affectant 4 261 francs en moyenne à l'achat de biens culturels (livres, journaux, films, cassettes...), de services (musées, spectacles, redevance télévision par exemple), et à l'acquisition d'appareils qui servent de support à cette consommation culturelle (télévision, postes de radio, chaînes hi-fi), les ménages français ont consacré, en 1985, 3,4 % de leur budget à la culture. En 1979, la proportion était de 3,7 %. Cette baisse a une explication : l'évolution très spécifique de l'indice des prix des équipements son et audiovisuel qui, en 1979, représentait un bon quart des dépenses culturelles des Français. Alors que l'indice général des prix progressait de 79 % entre 1979 et 1985, le prix moyen d'un téléviseur augmentait de 3 % à peine et celui d'une chaîne hi-fi diminuait de 5 %. La baisse relative du prix des équipements audiovisuels a ainsi contribué à freiner la progression de la part des dépenses culturelles dans le budget des ménages. Cependant, en France, constants, le poste culture a augmenté rigoureusement au même rythme que l'ensemble des autres postes (+ 3,4 %).

La prétendue explosion culturelle ne concerne qu'un nombre très limité de ménages, constate le rapport, mais qui contribuent par leur consommation à tirer vers le haut la moyenne nationale du budget culturel. Ces gros consommateurs, ce sont les jeunes célibataires (qui

consacrent 5,9 % de leur budget à la culture), les couples sans enfant, les cadres supérieurs (qui dépensent plus de 9 600 francs) et les Parisiens (dont le budget culturel dépasse de plus de 50 % celui des autres ménages). A l'inverse, les sous-consommateurs sont les ménages de plus de soixante-cinq ans (leur budget culturel est trois fois moins élevé que celui des cadres supérieurs), les agriculteurs et les ruraux en général.

Les jeunes célibataires préfèrent les sorties

Les gros consommateurs se distinguent assez nettement du reste de la population par la composition de leur budget culturel. Il se caractérise avant tout par la faiblesse relative des dépenses consacrées à la filière « image » (achat de téléviseurs, location, réparation) et par l'importance accordée aux filières « son » (achat de disques, cassettes, matériel hi-fi) et « sorties » (spectacles, musées, bals, discothèques). C'est ainsi que les jeunes célibataires, qui affectent que 14 % de leur budget culturel à la filière « image » (contre 25 % pour l'ensemble des ménages) privilégient le poste « sorties » (19 % de leur budget culturel contre 12 % pour l'ensemble des ménages). Les Parisiens dépensent peu pour la télévision (361 francs contre 415 francs pour l'ensemble des ménages) mais investissent davantage dans l'écoute de musique à domicile (18 % contre 11 % pour l'ensemble des ménages).

Les filières « son » et « sorties » sont celles pour lesquelles les inégalités de consommation sont les plus marquées quel que soit le critère retenu.

En milieu urbain et surtout à Paris, c'est le cinéma qui domine (50 % du budget « sorties » des Parisiens contre 36 % pour l'ensemble des Français).

La lecture des journaux

Au-delà des disparités, le rapport met en évidence l'existence d'un « noyau dur » dans le budget culturel des ménages : ce sont les dépenses médias (télévision et presse), dont les variations de consommation sont assez faibles et qui semblent constituer « le seul minimum contre lequel les ménages même les plus démunis économiquement et culturellement butent ».

Autrement dit, plus les dépenses culturelles sont faibles dans le budget d'un ménage, plus celles-ci ont tendance à se réduire aux seules dépenses médias. La présence de la presse dans ce « noyau dur » explique sans doute la bonne performance de la filière « écrit » (journaux, revues, livres). Loin d'être détrônée par l'image, l'écrit demeure le principal poste de dépenses culturelles des Français. Les ménages y ont consacré 1 595 francs en moyenne en 1985, soit exactement le tiers de leur budget culturel. Les retraités sont de véritables « papavores » : ils ont affecté 1 130 francs en 1985 à leurs dépenses de presse, un montant qui n'est dépassé que par les cadres supérieurs (1 758 francs par ménage).

(1) Les dépenses culturelles des ménages, par Olivier Donnat, Département Études et Prospectives, Ministère de la Culture et de la Communication.

AFFAIRES

Leur nombre a crû d'un tiers en quatre ans

La France terre d'accueil des banquiers étrangers

Souvent taxée de frilosité et de protectionnisme, notamment dans l'industrie, la France s'est révélée une terre d'accueil particulièrement hospitalière pour les banquiers et financiers de toutes nationalités. C'est le constat établi sur les quatre dernières années par le Comité des établissements de crédit (CEC), qui tient les registres d'activité civile du monde bancaire et financier en France.

De début 1985 à fin 1988, le nombre d'établissements sous contrôle étranger a crû d'un tiers, passant de 192 à 256 unités et de 9,5 % à 12 % de l'ensemble des établissements opérant en France. Les entrées ont même été plus nombreuses puisque 110 ont été enregistrées sur la période, dont 53 pour les banques, par création ou par acquisition de sociétés existantes. Mais il faut déduire de ce chiffre 46 « sorties » dues à des cessions, des restructurations internes ou des fermetures pures et simples.

Comme le rappelle le CEC, « la place bancaire française a traditionnellement été très accueillante », puisque l'installation des premières banques étrangères actuellement présentes en France, la Morgan Guaranty Trust Company of New York et le Banco di Bilbao, se situe entre 1880 et 1902. La présence étrangère s'était fortement réduite dans les années 40 et 50 avant de se développer à partir de 1960, date à laquelle on en décomptait 33. Elles étaient 56 en 1970, 86 en 1975 et 120 en 1980, à la suite d'implantations de banques européennes, américaines et originaires du Proche et du Moyen-Orient.

Les mesures prises par les autorités françaises depuis 1984 — loi bancaire, suppression de l'encadrement du crédit, libéralisation du

contrôle des changes, création de nouveaux instruments de placement, modernisation de la Bourse... — ont rendu attractive la place de Paris et donné un nouvel élan aux implantations étrangères.

Les Européens en tête

La perspective du grand marché européen de 1993 a fait le reste, en poussant les financiers de la CEE, mais aussi les Américains et les Japonais, à renforcer leurs positions ou à s'assurer une présence en France. Le nombre des banques sous contrôle étranger est ainsi passé de 146 à 160 entre 1985 et 1988, celui des sociétés financières de 37 à 55 et celui des maisons de titres de 9 à 33 (voir tableau).

En termes géographiques, les Européens restent les principaux

d'affaires. Le nombre des maisons de titres sous contrôle américain bondit ainsi d'une unité au 1^{er} janvier 1984 à 9 au début de cette année. Les Japonais accroissent leurs positions de cinq à treize établissements, dont cinq nouvelles banques et trois nouvelles maisons de titres.

Le CEC relève avec quelque fierté que l'arrivée ou le développement des étrangers concerne désormais des « maisons » de taille et de notoriété de plus en plus importantes, certaines comptant parmi les plus grandes banques commerciales ou maisons de titres du monde. « Mais », souligne M. Philippe Lagayette, sous-gouverneur de la Banque de France et président du CEC, le potentiel de développement de la présence étrangère en France est encore immense : 42 des 100 premières banques mondiales sont encore absentes de notre pays. De même, à peine le tiers des 163 ban-

Implantations étrangères en France

	An 1 ^{er} janvier 1985		An 1 ^{er} janvier 1989	
	Total étranger	dont CEE	Total étranger	dont CEE
Ensemble des établissements	192	98	256	111
dont :				
- banques	146	56	160	61
- sociétés financières	37	19	55	33
- maisons de titres	9	5	33	17

Source : Comité des établissements de crédit. Rapport 1988.

demandeurs avec 40 % des 110 entrées enregistrées sur la période, notamment l'Italie (qui passe de 8 à 20 établissements, principalement des banques) et la Grande-Bretagne (de 18 à 24 établissements, exclusivement des maisons de titres). La présence américaine se renforce (de 31 à 46 établissements) en se transformant à l'implantation de banques commerciales est désormais préférée l'installation de banques

européennes classées parmi les 500 principales banques mondiales sont installées dans l'Hexagone.

Pour voir grand, le CEC n'en demeure pas moins réaliste. Les difficultés récentes ou actuelles de certaines banques arabes conduisent à conclure qu'on ne saurait se satisfaire — et s'enorgueillir — de la simple arrivée de banquiers étrangers. « Le dialogue entre ceux-ci et les autorités françaises ne saurait s'interrompre dès lors que l'autorisation a été obtenue (...). A la lumière des expériences récentes, ceux qui s'installent en France ou qui s'y sont récemment installés doivent, comme les banques françaises, faire tous leurs efforts pour se doter de moyens adaptés » en matière de contrôle et de surveillance interne assurant leur bon fonctionnement. Le souvenir cuisant du plan de sauvetage de l'Al Saudi Bank, l'an dernier, ou les défaillances récentes de trois banques libanaises préchent en faveur de cette vigilance.

CLAIRE BLANDIN.

Un rapport au Conseil économique et social

L'investissement immatériel est créateur de richesses

Autant vouloir « cerner l'impalpable », écrit M. Hubert Bouchet, secrétaire général de l'Union des cadres et ingénieurs (UCI) de Force ouvrière, dans le rapport sur l'investissement intellectuel qui lui a été confié par le Conseil économique et social et qu'il présentait le 27 juin dernier en séance plénière.

« Immatériel », « intellectuel » ou « incorporel », pour les comptables, ce type d'investissement est en effet difficile à définir et, pourtant, occupe une part grandissante dans le fonctionnement d'une économie moderne, aux côtés de l'investissement productif. Très peu lisible, financièrement, on sait qu'il est décisif et conditionne la productivité puisqu'il permet l'exploitation de l'intelligence et améliore les résultats de ceux qui misent sur les performances des hommes. Son essor coïncide avec la croissance du secteur tertiaire des services, appelé à supplanter l'industrie.

Malheureusement, et M. Hubert Bouchet s'en rend compte, il existe peu de données disponibles, les comparaisons internationales sont délicates à manier et les définitions manquent toujours. En outre, le domaine souffre d'approximations

car « les dépenses ne sont pas toujours un investissement ».

En se limitant à quatre exemples, la recherche et le développement, la formation, le commerce (marketing ou mercatique) et la production des logiciels, le rapporteur a voulu éviter le piège du débat théorique pour proposer une lecture plus concrète de l'investissement immatériel, tel qu'il se pratique dans la réalité. Ce qui lui a permis d'avancer un certain nombre de propositions, adoptées par le Conseil économique et social.

Dans une optique dynamique, les investissements non physiques doivent se développer, et il convient d'engager une politique nouvelle à ce sujet. Ainsi, les métiers de recherche doivent être mieux intégrés dans le fonctionnement et l'organisation des entreprises, ou, encore, des hommes de synthèse pourraient-ils efficacement conseiller les dirigeants de PME en technologies ? Il faut ouvrir la formation continue à tous « sans exception » et trouver des procédures permettant une validation des acquis professionnels. Pour le commerce, surtout extérieur, il faudrait savoir anticiper sur la demande de biens courants qui concurrencera l'hégémonie des grands contrats.

Au-delà, une stratégie globale devient nécessaire, qui passe par la connaissance de ce qu'est l'investissement immatériel. Le CNRS devrait « construire » des concepts, l'INSEE devrait fournir les données opérationnelles pour la mise en place d'un véritable compte macro-économique et, au niveau de l'entreprise enfin, l'étude et la mise en œuvre d'un traitement spécifique de l'investissement immatériel pourrait être rendue possible dans un bilan technique.

De la sorte, la formation serait reconnue comme un droit effectivement exercé, garanti au nom de l'effort national. Le crédit formation serait ouvert à chacun et tout au long de sa vie professionnelle. De la même manière, le développement de la culture scientifique et technique participerait de la reconnaissance du rôle de l'investissement immatériel. Parallèlement, et s'agissant de l'information, les investissements immatériels qui conditionnent et modifient les emplois, en quantité comme en qualité, justifieraient de larges consultations auprès des intéressés.

Permettant que « les dépenses en immatériel sont créatrices de richesses », M. Hubert Bouchet, comme tant d'autres avant lui sur le

même thème, en arrive aux questions troublantes. Puisque nous avons affaire à des « investissements », note-t-il, « il faudra en tirer les conséquences dans différents domaines, notamment comptable, fiscal, et pour le crédit », le tout dans la perspective d'harmonisation entre les législations des pays de la CEE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

baill investissement

Le Conseil d'administration de Baill Investissement s'est réuni le 18 juillet 1989 sous la présidence de M. Maurice Gontier pour constater que, utilisant la faculté offerte, les actionnaires ont opté pour l'échange de 71 % du bénéfice mis en distribution en actions nouvelles. Ainsi, ces derniers tiennent à la disposition de la société plus de 132 millions de francs, affectés au financement d'un patrimoine de qualité déjà acquis et loué en location simple. Avec la création de 168 696 actions nouvelles, les fonds propres de Baill Investissement atteignent désormais 923 millions de francs. Par ailleurs, le conseil a autorisé l'émission d'un emprunt obligataire à taux fixe d'un montant de 125 millions remboursable en totalité dans dix ans, répartis aux emprunts divers en cours, portant à 1 747 millions de francs les ressources longues de la société.

ETRANGER
Les pays des Caraïbes vont former un marché commun d'ici à 1993

AOÛT
MODÈLES 90 DISPONIBLES
AU 31 AOÛT 1989

C'EST LE MOIS EN PLUS.

335F
SUPERCINCO FIVE 3 PORTES. Versement initial de 19160F (dont 11975F de premier loyer majoré et 7185F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 335F. 12 loyers de 551F et 36 loyers de 905F. Coût total en cas d'acquisition 62037F. Renault Supercinco Five 3 portes, prix TTC au 01/07/89: 47900F

444F
RENAULT 19 TR 3 PORTES. Versement initial de 25360F (dont 15850F de premier loyer majoré et 9510F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 444F. 12 loyers de 729F et 36 loyers de 1198F. Coût total en cas d'acquisition 82120F. Renault 19 TR 3 portes, prix TTC au 01/07/89: 63400F

526F
RENAULT 21 TL. Versement initial de 30080F (dont 18800F de premier loyer majoré et 11280F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 526F. 12 loyers de 865F et 36 loyers de 1421F. Coût total en cas d'acquisition 97372F. Renault 21 TL, prix TTC au 01/07/89: 75200F

700F
RENAULT 25 TS. Versement initial de 40000F (dont 25000F de premier loyer majoré et 15000F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 700F. 12 loyers de 1150F et 36 loyers de 1889F. Coût total en cas d'acquisition 129504F. Renault 25 TS, prix TTC au 01/07/89: 100000F

TOUT LE RÉSEAU RENAULT.

* Sous réserve d'occupation du dossier par le DIAC - S.A. au capital de 321490700 - 27-33, rue La Gallo - 92502 Boulogne Cedex. RCS Nanterre 870202221. ** Location avec option d'achat sur 60 mois, sur toute la gamme V.P. neuves.

BOURSE DU 24 JUILLET

Cours relevés
2.4.1.52

Règlement mensuel																	
Comptes	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	%	Comptes	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	%	Comptes	VALEURS	Cours	Précéd.	Déclat.	%
1127	C.R.E. 336 *	3780	3780	3780	- 1.28	1127	C.R.E. 336 *	3780	3780	3780	- 1.28	1127	C.R.E. 336 *	3780	3780	3780	- 1.28
1128	REAP. T.P.	1128	1128	1128	0.00	1128	REAP. T.P.	1128	1128	1128	0.00	1128	REAP. T.P.	1128	1128	1128	0.00
1129	C.R.E. 336 *	1129	1129	1129	0.00	1129	C.R.E. 336 *	1129	1129	1129	0.00	1129	C.R.E. 336 *	1129	1129	1129	0.00
1130	C.R.E. 336 *	1130	1130	1130	0.00	1130	C.R.E. 336 *	1130	1130	1130	0.00	1130	C.R.E. 336 *	1130	1130	1130	0.00
1131	C.R.E. 336 *	1131	1131	1131	0.00	1131	C.R.E. 336 *	1131	1131	1131	0.00	1131	C.R.E. 336 *	1131	1131	1131	0.00
1132	C.R.E. 336 *	1132	1132	1132	0.00	1132	C.R.E. 336 *	1132	1132	1132	0.00	1132	C.R.E. 336 *	1132	1132	1132	0.00
1133	C.R.E. 336 *	1133	1133	1133	0.00	1133	C.R.E. 336 *	1133	1133	1133	0.00	1133	C.R.E. 336 *	1133	1133	1133	0.00
1134	C.R.E. 336 *	1134	1134	1134	0.00	1134	C.R.E. 336 *	1134	1134	1134	0.00	1134	C.R.E. 336 *	1134	1134	1134	0.00
1135	C.R.E. 336 *	1135	1135	1135	0.00	1135	C.R.E. 336 *	1135	1135	1135	0.00	1135	C.R.E. 336 *	1135	1135	1135	0.00
1136	C.R.E. 336 *	1136	1136	1136	0.00	1136	C.R.E. 336 *	1136	1136	1136	0.00	1136	C.R.E. 336 *	1136	1136	1136	0.00
1137	C.R.E. 336 *	1137	1137	1137	0.00	1137	C.R.E. 336 *	1137	1137	1137	0.00	1137	C.R.E. 336 *	1137	1137	1137	0.00
1138	C.R.E. 336 *	1138	1138	1138	0.00	1138	C.R.E. 336 *	1138	1138	1138	0.00	1138	C.R.E. 336 *	1138	1138	1138	0.00
1139	C.R.E. 336 *	1139	1139	1139	0.00	1139	C.R.E. 336 *	1139	1139	1139	0.00	1139	C.R.E. 336 *	1139	1139	1139	0.00
1140	C.R.E. 336 *	1140	1140	1140	0.00	1140	C.R.E. 336 *	1140	1140	1140	0.00	1140	C.R.E. 336 *	1140	1140	1140	0.00
1141	C.R.E. 336 *	1141	1141	1141	0.00	1141	C.R.E. 336 *	1141	1141	1141	0.00	1141	C.R.E. 336 *	1141	1141	1141	0.00
1142	C.R.E. 336 *	1142	1142	1142	0.00	1142	C.R.E. 336 *	1142	1142	1142	0.00	1142	C.R.E. 336 *	1142	1142	1142	0.00
1143	C.R.E. 336 *	1143	1143	1143	0.00	1143	C.R.E. 336 *	1143	1143	1143	0.00	1143	C.R.E. 336 *	1143	1143	1143	0.00
1144	C.R.E. 336 *	1144	1144	1144	0.00	1144	C.R.E. 336 *	1144	1144	1144	0.00	1144	C.R.E. 336 *	1144	1144	1144	0.00
1145	C.R.E. 336 *	1145	1145	1145	0.00	1145	C.R.E. 336 *	1145	1145	1145	0.00	1145	C.R.E. 336 *	1145	1145	1145	0.00
1146	C.R.E. 336 *	1146	1146	1146	0.00	1146	C.R.E. 336 *	1146	1146	1146	0.00	1146	C.R.E. 336 *	1146	1146	1146	0.00
1147	C.R.E. 336 *	1147	1147	1147	0.00	1147	C.R.E. 336 *	1147	1147	1147	0.00	1147	C.R.E. 336 *	1147	1147	1147	0.00
1148	C.R.E. 336 *	1148	1148	1148	0.00	1148	C.R.E. 336 *	1148	1148	1148	0.00	1148	C.R.E. 336 *	1148	1148	1148	0.00
1149	C.R.E. 336 *	1149	1149	1149	0.00	1149	C.R.E. 336 *	1149	1149	1149	0.00	1149	C.R.E. 336 *	1149	1149	1149	0.00
1150	C.R.E. 336 *	1150	1150	1150	0.00	1150	C.R.E. 336 *	1150	1150	1150	0.00	1150	C.R.E. 336 *	1150	1150	1150	0.00
1151	C.R.E. 336 *	1151	1151	1151	0.00	1151	C.R.E. 336 *	1151	1151	1151	0.00	1151	C.R.E. 336 *	1151	1151	1151	0.00
1152	C.R.E. 336 *	1152	1152	1152	0.00	1152	C.R.E. 336 *	1152	1152	1152	0.00	1152	C.R.E. 336 *	1152	1152	1152	0.00
1153	C.R.E. 336 *	1153	1153	1153	0.00	1153	C.R.E. 336 *	1153	1153	1153	0.00	1153	C.R.E. 336 *	1153	1153	1153	0.00
1154	C.R.E. 336 *	1154	1154	1154	0.00	1154	C.R.E. 336 *	1154	1154	1154	0.00	1154	C.R.E. 336 *	1154	1154	1154	0.00
1155	C.R.E. 336 *	1155	1155	1155	0.00	1155	C.R.E. 336 *	1155	1155	1155	0.00	1155	C.R.E. 336 *	1155	1155	1155	0.00
1156	C.R.E. 336 *	1156	1156	1156	0.00	1156	C.R.E. 336 *	1156	1156	1156	0.00	1156	C.R.E. 336 *	1156	1156	1156	0.00
1157	C.R.E. 336 *	1157	1157	1157	0.00	1157	C.R.E. 336 *	1157	1157	1157	0.00	1157	C.R.E. 336 *	1157	1157	1157	0.00
1158	C.R.E. 336 *	1158	1158	1158	0.00	1158	C.R.E. 336 *	1158	1158	1158	0.00	1158	C.R.E. 336 *	1158	1158	1158	0.00
1159	C.R.E. 336 *	1159	1159	1159	0.00	1159	C.R.E. 336 *	1159	1159	1159	0.00	1159	C.R.E. 336 *	1159	1159	1159	0.00
1160	C.R.E. 336 *	1160	1160	1160	0.00	1160	C.R.E. 336 *	1160	1160	1160	0.00	1160	C.R.E. 336 *	1160	1160	1160	0.00
1161	C.R.E. 336 *	1161	1161	1161	0.00	1161	C.R.E. 336 *	1161	1161	1161	0.00	1161	C.R.E. 336 *	1161	1161	1161	0.00
1162	C.R.E. 336 *	1162	1162	1162	0.00	1162	C.R.E. 336 *	1162	1162	1162	0.00	1162	C.R.E. 336 *	1162	1162	1162	0.00
1163	C.R.E. 336 *	1163	1163	1163	0.00	1163	C.R.E. 336 *	1163	1163	1163	0.00	1163	C.R.E. 336 *	1163	1163	1163	0.00
1164	C.R.E. 336 *	1164	1164	1164	0.00	1164	C.R.E. 336 *	1164	1164	1164	0.00	1164	C.R.E. 336 *	1164	1164	1164	0.00
1165	C.R.E. 336 *	1165	1165	1165	0.00	1165	C.R.E. 336 *	1165	1165	1165	0.00	1165	C.R.E. 336 *	1165	1165	1165	0.00
1166	C.R.E. 336 *	1166	1166	1166	0.00	1166	C.R.E. 336 *	1166	1166	1166	0.00	1166	C.R.E. 336 *	1166	1166	1166	0.00
1167	C.R.E. 336 *	1167	1167	1167	0.00	1167	C.R.E. 336 *	1167	1167	1167	0.00	1167	C.R.E. 336 *	1167	1167	1167	0.00
1168	C.R.E. 336 *	1168	1168	1168	0.00	1168	C.R.E. 336 *	1168	1168	1168	0.00	1168	C.R.E. 336 *	1168	1168	1168	0.00
1169	C.R.E. 336 *	1169	1169	1169	0.00	1169	C.R.E. 336 *	1169	1169	1169	0.00	1169	C.R.E. 336 *	1169	1169	1169	0.00
1170	C.R.E. 336 *	1170	1170	1170	0.00	1170	C.R.E. 336 *	1170	1170	1170	0.00	1170	C.R.E. 336 *	1170	1170	1170	0.00
1171	C.R.E. 336 *	1171	1171	1171	0.00	1171	C.R.E. 336 *	1171	1171	1171	0.00	1171	C.R.E. 336 *	1171	1171	1171	0.00
1172	C.R.E. 336 *	1172	1172	1172	0.00	1172	C.R.E. 336 *	1172	1172	1172	0.00	1172	C.R.E. 336 *	1172	1172	1172	0.00
1173	C.R.E. 336 *	1173	1173	1173	0.00	1173	C.R.E. 336 *	1173	1173	1173	0.00	1173	C.R.E. 336 *	1173	1173	1173	0.00
1174	C.R.E. 336 *	1174	1174	1174	0.00	1174	C.R.E. 336 *	1174	1174	1174	0.00	1174	C.R.E. 336 *	1174	1174	1174	0.00
1175	C.R.E. 336 *	1175	1175	1175	0.00	1175	C.R.E. 336 *	1175	1175	1175	0.00	1175	C.R.E. 336 *	1175	1175	1175	0.00
1176	C.R.E. 336 *	1176	1176	1176	0.00	1176	C.R.E. 336 *	1176	1176	1176	0.00	1176	C.R.E. 336 *	1176	1176	1176	0.00
1177	C.R.E. 336 *	1177	1177	1177	0.00	1177	C.R.E. 336 *	1177	1177	1177	0.00	1177	C.R.E. 336 *	1177	1177	1177	0.00
1178	C.R.E. 336 *	1178	1178	1178	0.00	1178	C.R.E. 336 *	1178	1178	1178	0.00	1178	C.R.E. 336 *	1178	1178	1178	0.00
1179	C.R.E. 336 *	1179	1179	1179	0.00	1179	C.R.E. 336 *	1179	1179	1179	0.00	1179	C.R.E. 336 *	1179	1179	1179	0.00
1180	C.R.E. 336 *	1180	1180	1180	0.00	1180	C.R.E. 336 *	1180	1180	1180	0.00	1180	C.R.E. 336 *	1180	1180	1180	0.00
1181	C.R.E. 336 *	1181	1181	1181	0.00	1181	C.R.E. 336 *	1181	1181	1181	0.00	1181	C.R.E. 336 *	1181	1181	1181	0.00
1182	C.R.E. 336 *	1182	1182	1182	0.00	1182	C.R.E. 336 *	1182	1182	1182	0.00	1182	C.R.E. 336 *	1182	1182	1182	0.00
1183	C.R.E. 336 *	1183	1183	1183	0.00	1183	C.R.E. 336 *	1183	1183	1183	0.00	1183	C.R.E. 336 *	1183	1183	1183	0.00
1184	C.R.E. 336 *	1184	1184	1184	0.00	1184	C.R.E. 336 *	1184	1184	1184	0.00	1184	C.R.E. 336 *	1184	1184	1184	0.00
1185	C.R.E. 336 *	1185	1185	1185	0.00	1185	C.R.E. 336 *	1185	1185	1185	0.00	1185	C.R.E. 336 *	1185	1185	1185	0.00
1186	C.R.E. 336 *	1186	1186	1186	0.00	1186	C.R.E. 336 *	1186	1186	1186	0.00	1186	C.R.E. 336 *	1186	1186	1186	0.00
1187	C.R.E. 336 *	1187	1187	1187	0.00	1187	C.R.E. 336 *	1187	1187	1187	0.00	1187	C.R.E. 336 *	1187	1187	1187	0.00
1188	C.R.E. 336 *	1188	1188	1188	0.00	1188	C.R.E. 336 *	1188	1188	1188	0.00	1188	C.R.E. 336 *	1188	1188	1188	0.00
1189	C.R.E. 336 *	1189	1189	1189	0.00	1189	C.R.E. 336 *	1189	1189	1189	0.00	1189	C.R.E. 336 *	1189	1189	1189	0.00
1190	C.R.E. 336 *	1190	1190	1190	0.00	1190	C.R.E. 336 *	1190	1190	1190	0.00	1190	C.R.E. 336 *	1190	1190	1190	0.00
1191	C.R.E. 336 *	1191	1191	1191	0.00	1191	C.R.E. 336 *	1191	1191	1191	0.00	1191	C.R.E. 336 *	1191	1191	1191	0.00
1192	C.R.E. 336 *	1192	1192	1192	0.00	1192	C.R.E. 336 *	1192	1192	1192	0.00	1192	C.R.E. 336 *	1192	1192	1192	0.00
1193	C.R.E. 336 *	1193	1193	1193	0.00	1193	C.R.E. 336 *	1193	1193	1193	0.00	1193	C.R.E. 336 *	1193	1193	1193	0.00
1194	C.R.E. 336 *	1194	1194	1194	0.00	1194	C.R.E. 336 *	1194	1194	1194	0.00	1194	C.R.E. 336 *	1194	1194	1194	0.00
1195	C.R.E. 336 *	1195	1195	1195	0.00	1195	C.R.E. 336 *	1195	1195	1195	0.00	1195	C.R.E. 336 *	1195	1195	1195	0.00
1196	C.R.E. 336 *	1196	1196	1196	0.00	1196	C.R.E. 336 *	1196	1196	1196	0.00	1196	C.R.E. 336 *	1196	1196	1196</	

[illegible]

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Japon : les élections sénatoriales. 4 Hongrie : succès de l'opposition dans un scrutin législatif partiel. 5 M. Gorbatchev et la grève dans les mines. 6 Israël : compromis entre le Likoud et les travaillistes.	7 L'université d'état des « transcurants » du PS. — M. Le Pen contesté.	8 Après l'incendie de la forêt landaise. 9 Manifestation contre les barrages dans les Cévennes. 10 SPORTS : l'arrivée du Tour de France cycliste ; football : le FC Mulhouse et ses flics parés.	11 Festival d'Avignon : Cécile à Colonne, par Jean-Pierre Vincent ; Michel Tremblay ; rencontre avec le conservateur du Palais des papes. 12 Mode. — Communication : un entretien avec Jacques Rigaud et Jérôme Monod.	24 Pour la rentrée, le gouvernement prépare un plan pour l'emploi. — Les pays des Caraïbes vont former un marché commun d'ici à 1993. 25 La France, terre d'accueil des banquiers étrangers. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements 15 Annonces classées 19 à 22 Carnet 10 Météorologie 14 Mots croisés 14 Radio-Télévision 14 Spectacles 13	Les jeux sur minitel : 3615 tapez LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3615 tapez LM

Première application du plan Brady

Le Mexique et les banques concluent un accord de réduction de la dette

La nouvelle stratégie de la dette des pays en développement est finalement entrée en application le dimanche 23 juillet grâce à l'accord de principe signé entre le Mexique et ses banques créditrices. Pays-test du plan Brady, le Mexique bénéficiera de la réduction de 35 % de ses 54 milliards de dollars (350 milliards de francs environ) de dettes commerciales.

Annulé en mars dernier par le secrétaire américain au Trésor, peu après les « émeutes de la dette au Venezuela », le plan Brady reconnaissait pour la première fois la nécessité d'alléger la fardeur de la dette des pays dits à revenus intermédiaires, c'est-à-dire principalement ceux d'Amérique latine, dont les niveaux d'endettement n'ont pas diminué au cours des dernières années. Redevables de 450 milliards de dollars environ, ces pays consentent annuellement plus de 35 % de leurs exportations au remboursement de leur dette.

Bon élève du Fonds monétaire international depuis l'annonce fracassante de sa cessation de paiements en août 1982, et proche de l'administration américaine, le Mexique apparaît comme le premier candidat à l'application du plan Brady. L'accord signé dimanche en tant que négociations qualifiées par le président mexicain, M. Carlos Salinas de Gortari, de « difficiles, complexes et tendues », constitue, selon l'expression employée par le chef de l'Etat lors d'une intervention télévisée le 23 juillet, une « brèche » pour les autres pays endettés. Plusieurs d'entre eux, dont le Venezuela, le Maroc et les Philippines souhaitent parvenir à des accords de réduction de dette.

Pour sa part, le secrétaire au Trésor américain M. Nicholas Brady a souligné à Washington que « l'accord signé entre le Mexique et ses banques créditrices va réduire de manière significative la dette mexicaine, et permettre à ce pays,

grâce à l'apport d'argent frais, de soutenir sa croissance économique ».

L'accord doit en effet permettre au Mexique non seulement de voir sa dette effectivement diminuée, mais également de recevoir des crédits publics nouveaux. Pour saluer la signature de l'accord, les Etats-Unis apporteront 2 milliards de dollars pour permettre au Mexique de faire face à ses échéances au cours des six prochains mois, et à ce concours « d'urgence » devrait s'ajouter un prêt de 2 milliards de dollars du Japon, ainsi que 300 ou 400 millions apportés par l'Espagne.

Les quelque cinq cents banques créditrices du Mexique, représentées par un comité de quinze organismes présidé par la Citibank, auront ainsi le choix entre la réduction de la dette en capital ou celle des intérêts à la suite de la conversion d'une partie de leurs créances en obligations. Troisième possibilité : l'octroi de nouveaux crédits.

A Mexico, où l'on exigeait pourtant au début des négociations un allègement de la dette de 55 %, le président Salinas n'a pas hésité à affirmer que le problème du « fardeau de la dette qui pèse sur les épaules de chaque Mexicain » avait été résolu. A Washington, où apparemment les négociations ont été accélérées par une conversation téléphonique entre les présidents Bush et Salinas, on s'estime également très satisfait. L'octroi de crédit à court terme de 2 milliards de dollars en est la preuve.

Nouvelle stratégie

Reste à savoir quelle sera l'attitude des banques créancières, que l'on dit nombreuses à être davantage favorables à l'octroi de prêts nouveaux qu'à la réduction de leurs créances. En acceptant la réduction, les banques consentiraient officiellement l'échec de la stratégie de prêts au tiers-monde de la dernière décennie ; elles devraient en outre subir des pertes sèches, même si celles-ci ont été largement anticipées par la constitution de provisions au cours des deux dernières années.

En prêtant davantage, les banques croient toujours en la capacité de remboursement des pays lourdement endettés comme le Mexique.

Ce raisonnement, qui fut celui de l'ancien secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, n'est pourtant plus au goût des responsables des pays industrialisés. Le sommet des sept pays industrialisés réuni ce mois-ci à Paris n'a-t-il pas consacré la nécessité de la poursuite de la stratégie de réduction de la dette ?

Avec ou sans réduction, la solution du problème de la dette passe toujours par l'assainissement des économies des pays endettés. Le jour où était annoncé l'accord entre le Mexique et ses créanciers, le président du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, déclarait dans un entretien au magazine américain Time que l'organisation qu'il dirige ne devrait plus accepter d'être un « bon émissaire », dès que des politiques d'austérité sont mises en place. A voir l'enthousiasme manifesté par le président Salinas lors de son intervention télévisée — il a demandé que les médias se livrent et entourent l'hymne national — on peut en effet redouter que certains gouvernements grisés par les succès remportés lors de leurs négociations avec les banques, rejettent sur le dos des « méchants » du FMI, la responsabilité des mesures d'austérité. Les organismes internationaux pourtant, ont joué un rôle considérable dans la mise en place du plan Brady, en acceptant la constitution de fonds de garantie pour les opérations de réductions de dette.

La nouvelle stratégie de la dette progresse, l'accord mexicain en est une preuve indéniable. Mais pour que les progrès se généralisent, le rapprochement des points de vue des pays endettés, de leurs banquiers, des gouvernements des pays créanciers, et des organismes internationaux est plus que jamais nécessaire.

FRANÇOISE LAZARE.

SOUDAN

Libération de quatre figures de proue du régime Nemeiry

Quatre généraux, anciens responsables du régime de l'ancien président Nemeiry, qui purgèrent une peine de prison à vie, ont été libérés vendredi 21 juillet à Khartoum. Il s'agit des généraux Khaled Hassan Abbas, Abouigassim Mohamed Ibrahim, Zeln El Abdin Mohamed Ahmed et Ma'moun Awad, membres du Conseil de commandement de la révolution de mai 1969, qui porta le maréchal Nemeiry au pouvoir. Ils avaient été arrêtés après la chute de son régime en avril 1985 et condamnés en décembre 1988 à la prison à vie pour « violation de la Constitution » et « coup d'Etat ».

Mardi, le correspondant du quotidien *Charh el Ahsar* avait annoncé la libération d'un certain nombre de personnalités civiles arrêtées après le coup d'Etat du 30 juin, dont M. Mahdi Ibrahim, responsable des relations extérieures du Front national islamique, de M. Hassan Tourabi qui, lui, se trouve toujours en prison. D'un autre côté, le Parti communiste soudanais, interdit comme la plupart des autres organisations politiques, affirme dans un tract que la junte s'appuie à « liquider physiquement » à l'issue de « procès expéditifs » certains de ses adversaires emprisonnés, dont l'ancien premier ministre Sadek El Mahdi, M. Ibrahim Nougoud, secrétaire général du PC, et le rédacteur en chef du quotidien communiste M. Tigani El Tayeb.

En route pour Addis-Abeba, le président égyptien Hosni Moubarak a effectué dimanche une escale de trois heures à Khartoum, où il s'est entretenu avec le général Bechir, le chef de la junte.

ÉTATS-UNIS : enquête sur un diplomate soupçonné d'espionnage à Vienne

Le deuxième homme...

Il s'agit de l'un des plus importants affaires d'espionnage mettant en cause le département d'Etat depuis les années 60. C'est ce que souligne le *Washington Post* dans son édition du lundi 24 juillet. Un diplomate américain de haut rang, M. Felix Bloch, ancien numéro deux de l'ambassade américaine à Vienne, est soupçonné d'avoir collaboré avec le KGB. La chaîne de télévision ABC avait montré, vendredi 21 juillet, des images prises par des agents du FBI, et montrant M. Bloch en train de remettre une mallette à un agent soviétique à Vienne (le Monde daté 23-24 juillet).

M. Bloch, cinquante-quatre ans, qui fait l'objet d'une enquête du FBI, avait brièvement dirigé l'ambassade des Etats-Unis en Autriche en 1980, en l'absence de l'ambassadeur, avant d'être rappelé pour s'occuper de la succession de son ancien gouvernement. Un des motifs avancés : M. Bloch traitait avec le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock, dont il était extrêmement proche, sans consulter M. Ronald Lauder, ambassadeur des Etats-Unis à Vienne.

Depuis trente ans au département d'Etat, M. Bloch avait été nommé à son retour d'Autriche, il y a deux ans, directeur des affaires politico-économiques au bureau des affaires européennes.

Un membre de la commission des affaires étrangères du Sénat a estimé que le diplomate devait habituellement avoir, en tant que numéro deux à l'ambassade, accès aux échanges de notes entre les missions américaines en Europe et le département d'Etat. Il devait également être informé des rapports politiques importants du département d'Etat concernant l'Union soviétique et les autres pays du pacte de Varsovie.

Vienne est le centre des négociations sur le désarmement conventionnel en Europe. C'est aussi un lieu privilégié de relations entre l'Est et l'Ouest. La place de numéro deux à l'ambassade était d'autant plus importante que l'ambassadeur n'était pas un diplomate professionnel, M. Lauder a souligné que son subordonné avait accès à « nombre » d'informations ultraconfidentielles et pourrait « avoir provoqué de sérieux dommages [...] aux conséquences importantes pour les Etats-Unis ».

M. Bloch était, par ailleurs, fait remarquer pour une prise de position en faveur de M. Kurt Waldheim, alors que le gouvernement américain avait pris ses distances en raison de la polémique autour du président autrichien et de son passé dans l'armée allemande durant la seconde guerre mondiale.

CHILI : le général Pinochet opérant. — Le général Augusto Pinochet, âgé de soixante-trois ans, devra observer au moins cinq jours de strict repos. — (AFP).

Le numéro de « Monde »

daté 23-24 juillet 1989

a été tiré à 519 657 exemplaires

La réorganisation de l'Île-de-France
M. Pasqua défend l'autonomie des collectivités locales et la décentralisation

Deux jours avant que M. Michel Rocard fasse connaître au conseil des ministres ses projets relatifs à l'aménagement et à la réorganisation de l'Île-de-France, M. Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine et du groupe RPR du Sénat, a déclaré le 24 juillet qu'il n'accepterait, en aucun cas, que le gouvernement remette en cause le principe de l'autonomie des collectivités locales, voulue par les lois de décentralisation. « En revanche, à poursuivre l'ancien ministre de l'Intérieur, si l'Etat cherche des solutions concrètes, alors nous sommes prêts à collaborer avec lui. » M. Pasqua n'a pas nié les difficultés que se manifestent en Île-de-France, notamment dans les domaines de l'urbanisme et des transports. Pour y apporter une solution, il lui semble nécessaire d'accroître les pouvoirs juridiques et financiers de la région, qui devra être désignée comme le « chef de file ».

M. Pasqua a estimé, en outre, que l'on assiste depuis plusieurs années à un progressif désengagement de l'Etat, y compris pour la période 1986-1988. C'est ainsi qu'un chapitre des transports et des investissements routiers, alors qu'en 1976 l'Etat consacrait à la région 2 milliards de francs, cette somme est tombée en 1978 à 1 milliard, et à 0,5 milliard par an depuis 1983.

Enfin, M. Pasqua, qui a condamné « les idées simplistes de gouvernement », a indiqué qu'il était hostile à une péréquation fiscale entre les collectivités locales riches et les pauvres. En revanche, il a exprimé son accord sur l'institution d'une taxe sur les bureaux, afin d'alimenter un fonds doté de ressources nouvelles, « à condition que la bonne foi gouvernementale soit établie, a-t-il dit, ce qui n'est pas le cas pour le moment ».

F. G.

Début de la rencontre Hnn Sen-Sihanouk

Les deux entretiens entre le prince Norodom Sihanouk, chef de file de l'opposition cambodgienne, et M. Hnn Sen, premier ministre du gouvernement pro-vietnamien de Phnom-Penh, ont débuté lundi 24 juillet en milieu de matinée au château de La Celle-Saint-Cloud. Le prince, puis M. Hnn Sen, avaient successivement été accueillis par le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, qui met cette résidence à leur disposition. Ils n'ont fait aucune déclaration à leur arrivée, mais ont échangé en souriant une longue poignée de mains pour les photographes sur le parvis du château, en présence de M. Dumas.

Les entretiens, destinés à préparer la table ronde quadripartite cambodgienne prévue au même endroit, mardi et mercredi, avec la participation des khmers rouges et de la faction de M. Son Sann (droite nationaliste), devaient être suivis d'un déjeuner.

Une conférence internationale sur le Cambodge débutera le 30 juillet à Paris.

A découvrir d'urgence, UN VRAI TRÉSOR : DES MILLIERS DE COUPONS "MODE" (ET DÉCORATION)

Des tissus de toutes sortes, y compris de vraies raretés, des métrages épatants pour une jupe, une robe, une blouse, un berrudo, un blazer, etc. Ou pour des rideaux, des coussins, des jolis de lit... Dans toutes les plus belles qualités : soie, lin, polyester, laine, coton, etc.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Mort du chanteur Martti Tälvelä

Le chanteur d'opéra finlandais Martti Tälvelä est mort brutalement samedi 22 juillet à Helsinki. Il était âgé de cinquante-quatre ans.

Invité dès 1962 à Bayreuth, deux ans après ses débuts à Stockholm, cette base formidable par sa puissance et sa richesse de registres expressifs était l'un des Boris Godounov les plus célèbres. Sa stature (2 mètres, 136 kilos) comme sa présence en scène étaient, il est vrai, exceptionnelles. Directeur artistique du Festival de Savonlinna, en Finlande, depuis 1975, Martti Tälvelä venait d'accepter la présidence de l'Opéra national finlandais et devait prendre ses fonctions en 1992 pour un mandat de cinq ans. — A. R.]

● GUADELOUPE : une proposition de M^{me} Michèle Chevry — Dans une « Lettre ouverte à tous les Guadeloupéens » publiée samedi 22 juillet par France-Antilles, M^{me} Michèle Chevry, députée RPR, ancien secrétaire d'Etat, propose une modification du statut de la Guadeloupe sans préciser en quel sens mais en dénonçant « le sentiment d'une tutelle intolérable face à l'Europe », « la complexité d'une réglementation administrative fiscale métropolitaine inadaptée, selon elle, à notre identité ». M^{me} Michèle Chevry invite « les responsables politiques à locaux à un « grand rendez-vous sans exclusive » afin d'aboutir à « des propositions concrètes pour reconstruire une Guadeloupe responsable et fraternelle ». — (Corresp.).

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nous volons d'outre-Rhin les chapeaux trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le froid et les affections, ISO-FRANCE-FENÊTRES vient pour dans la journée ces fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner sans en chère. Garantie dix ans. Devis, gratuit — Magasin d'exposition, 111, rue Lafayette (104) M^o Gare du Nord, 48-57-19-78.

SWIM
Macintosh
Édition française de MacUser (10)

LES PLUS BEAUX JEUX DU MONDE SONT SUR MACINTOSH

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Quatrième Dimension, Oracle, les nouvelles bases de données au banc d'essai.
- Réseaux : quand les ordinateurs communiquent entre eux.
- Comment personnaliser votre Macintosh.

LE N° 6 VIENT DE PARAÎTRE

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes : également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Rochel). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (payer de France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Rémy
Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12^e, 43-43-65-58.

A C D E F G H

Étonnante collection de lits de repos...



مكتبة الناصر